



Œ U V R E S
P O S T H U M E S

D E

M. L'ABBÉ DE MABLY.

T O M E P R E M I E R.

A P A R I S,

Chez BARROIS l'aîné, Libraire, Quai
des Augustins, N^o. 19.

1790.

✓

CATALOGUE DES OUVRAGES

DE M. L'ABBÉ DE MABLY.

PARALLÈLE des Romains & des François, 2 vol.
in-12. brochés. 5 liv.

*Voir sur cet ouvrage le jugement qu'en porte
M. l'abbé de Mably dans son Avertissement des
Observations sur les Romains. Nous n'en donnons
le titre que pour éviter le reproche de n'en avoir
pas parlé.*

Droit public, 3 vol. in-12. br. 7. 10.

Observations sur l'histoire de la Grèce, 12. br. 2. 10.

Observations sur les Romains, in-12. br. 2. 10.

Principes des Négociations, in-12. br. 2. 10.

Entretiens de Phocion, in-12. 2 parties, br. 3.

Doutes proposés aux Philosophes économistes sur
l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques,
in-12. br. 2.

De la Législation, in-12. br. 2. 10.

De l'Étude de l'Histoire, in-12. br. 2.

De la Manière d'écrire l'Histoire, in-12. br. 2. 8.

Principes de Morale, in-12, br. 2. 8.

Observations sur le Gouvernement & les Lois des
États - Unis de l'Amérique, in-12. br. 1. 16.

Des droits & des devoirs du Citoyen, 12. br. 2. 10.

Observations sur l'histoire de France, 6 vol. in-12,
br. 15.

*Dans le premier volume de cette édition on trouve
l'Éloge historique de l'auteur, par M. l'abbé
Brizard : discours qui a partagé le prix au juge-
ment de l'académie des Inscriptions & Belles-
Lettres en 1787.*

Du Gouvernement & des
Lois de Pologne.

De la Situation politique
de la Pologne en 1776.

Le Banquet des Politiques.

} 2 vol. in-12. br. 3. 12.

AVERTISSEMENT.

APRÈS beaucoup de temps & de sacrifices, nous nous sommes enfin procuré la suite complète des Œuvres posthumes de M. l'abbé de Mably. Annoncer ces écrits, c'est intéresser vivement le public qui les désiroit depuis long-temps.

Ces manuscrits sont au nombre de quinze.

Du Gouvernement & des Lois de Pologne.

Les corrections & les additions considérables faites par M. l'abbé de Mably, doivent faire regarder cet ouvrage comme absolument neuf.

De la Situation politique de la Pologne en 1776.

Le Banquet des Politiques.

De l'Étude de la Politique.

Des Maladies Politiques & de leur Traitement.

Du Commerce des Grains.

Notre Gloire ou nos Rêves.

De la Paix d'Allemagne.

De la Mort de l'Impératrice-Reine.

Du Développement, des Progrès & des Bornes de la raison.

L'Oracle d'Apollon, ou de la Connoissance de soi-même.

iv *AVERTISSEMENT.*

De la Superstition.

Du Cours & de la Marche des Passions dans la société.

Du Beau.

Des Talens.

Les titres de ces différens ouvrages ne peuvent qu'inspirer le plus grand empressement de les connoître : nous publions maintenant les trois premiers, la suite est sous presse & paroîtra promptement. Sous peu de temps le public jouira de cette réunion de connoissances politiques & morales, devenues si nécessaires depuis l'étonnante révolution qui va faire de l'empire françois, l'empire le plus heureux de l'univers : révolution à laquelle on peut dire que l'abbé de Mably a contribué, qu'il a prédite & dont il a même tracé la marche dans son admirable ouvrage *Des Droits & des Devoirs du citoyen*, écrit il y a plus de trente ans.

Les ouvrages de l'abbé de Mably ayant été imprimés sous les deux formats in-8°. & in-12., cette suite l'est aussi dans ces deux formats. L'édition in-12. se vendant séparément, nous en donnons le catalogue & nous offrons de compléter les personnes auxquelles il en manqueroit quelques volumes. Nous procurerons aussi l'édition complète en 12 vol. in-8°. du prix de 45 liv., br. & de 60 liv. reliés.

D U
G O U V E R N E M E N T
E T D E S L O I S
D E P O L O G N E.

Nouvelle Édition , corrigée & augmentée.

D E L A S I T U A T I O N
D E L A P O L O G N E
E N 1776.

L E B A N Q U E T
D E S P O L I T I Q U E S.

Par M. l'abbé DE MABLY.
T O M E P R E M I E R.

A P A R I S ,
Chez B A R R O I S l'aîné , Libraire , Quai
des Augustins.

1 7 9 0.

1911

1912

1913

T A B L E

D E S C H A P I T R E S.

PREMIÈRE PARTIE.

- C**HAPITRE PREMIER. *De la situation actuelle de la Pologne. Ses intérêts, ses besoins. De la méthode avec laquelle les Confédérés de Bar doivent procéder à la réforme des lois. De l'établissement d'une puissance législative.* page I
- C**HAP. II. *Des moyens nécessaires pour établir une puissance législative en Pologne.* 17
- C**HAP. III. *De la discipline & de l'ordre des Diétines relativement à la puissance législative.* 39
- C**HAP. IV. *De la puissance exécutrice relativement au pouvoir législatif.* 57
- C**HAP. V. *De la puissance exécutrice considérée dans la personne du roi.* 63
- C**HAP. VI. *Réflexions relatives aux lois qu'on a proposées au sujet de la royauté.* 92

VIII TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. VII. *Comment la réforme du gouvernement Polonois doit être vue par les cours de l'Europe.* page 104

CHAP. VIII. *De la puissance exécutrice relativement au sénat & aux ministres ou grands officiers de la couronne.* 130

CHAP. IX. *Réflexions relatives aux lois qu'on a proposées sur la formation du sénat ou de la puissance exécutrice.* 167

CHAP. X. *Que les réformateurs doivent d'abord se borner à établir les lois constitutives ou fondamentales de la république.* 179

CHAP. XI. *Du département du grand-chancelier, ou du conseil de justice.* 196

CHAP. XII. *Du département du grand-maréchal, ou du conseil de police.* 223

CHAP. XIII. *Du département du grand-général, ou du conseil de guerre.* 235

CHAP. XIV. *Du département du grand-trésorier, ou du conseil de finances.* 258

D U
GOUVERNEMENT
ET DES LOIS
DE POLOGNE.

A M. LE COMTE WIELHORSKI,
*Ministre plénipotentiaire de la Confédération
de Bar en France.*

P R E M I È R E P A R T I E.

CHAPITRE PREMIER.

*De la situation actuelle de la Pologne. Ses
intérêts, ses besoins. De la méthode
avec laquelle les Confédérés de Bar doi-
vent procéder à la réforme des lois. De
l'établissement d'une puissance législative.*

Nous nous entretenons souvent,
monieur le Comte, des malheurs qui
I. Part. A

affligent votre patrie ; nous en recherchons les causes : votre amour du bien public voudroit trouver quelque remède utile à vos concitoyens ; & puisque vous le désirez , puisque la Confédération dont vous maniez les intérêts le désire , j'aurai l'honneur de vous faire part de mes réflexions. Je souhaiterois qu'elles pussent être de quelque utilité à une nation que les vices de son gouvernement ont pu rendre malheureuse , mais qui craignant la servitude & aimant la liberté , est peut-être encore capable de renoncer à ses préjugés & de réparer ses fautes. Si vous me disiez de vos compatriotes ce que Tite-Live disoit des Romains de son temps, *nec vitia nostra nec remedia pati possumus* , il faudroit vous résoudre à voir périr votre république. L'amour de la liberté , l'amour de la patrie , le mépris de la mort , le courage , la patience , vos Confédérations sur lesquelles vous fondez de si grandes espérances , rien de tout cela ne vous empêcheroit de succomber. Une longue expérience nous apprend que la vertu des hommes est malheu-

reusement renfermée dans des bornes très-étroites. On se lasse à force de revers ; des espérances toujours trompées s'évanouissent enfin , les ames s'affaiblissent ; & plus les Polonois auront fait d'efforts pour conserver leur indépendance , plus leurs ennemis , qui en auront triomphé avec peine , sentiront la nécessité de les accabler sous un joug rigoureux.

Quoique l'anarchie la plus monstrueuse règne depuis long-temps en Pologne ; quoique vos lois soient elles-mêmes la première cause de vos malheurs , & que vous ayez au milieu de vos provinces les armées d'une puissance ennemie qui vous traite déjà en vaincus ; enfin , quoique vous ne puissiez guère compter sur les secours de vos alliés naturels , que la foiblesse de votre administration a refroidis , ou qui se trouvent peut-être dans des circonstances qui les forcent à négliger vos intérêts ; rien n'est encore désespéré , s'il est vrai , comme je n'en doute point après nos conversations , que vos grands seigneurs , commençant à sentir que leur fortune domes-

tique ne subsistera pas si la république est détruite , s'abandonnent moins à leurs haines , & sont capables de se rapprocher. Tant que les Polonois ne se sont pas vus sur le penchant du précipice , tant qu'ils n'ont craint que leurs propres divisions , & ont pu se flatter de ne point dépendre de leurs voisins , je ne suis point surpris qu'ils se soient abandonnés à une imprudente sécurité : mais aujourd'hui l'illusion est dissipée ; n'étant plus les maîtres chez eux ils sont enfin instruits de leurs erreurs par leurs malheurs. Vous trouverez , monsieur le Comte , les esprits plus disposés à vous entendre , & vous pourrez travailler avec succès à une réforme ; puisque les personnes qui sont avec vous à la tête des Confédérés , aiment leur patrie en hommes éclairés , en voient les vices , & ne se bornant pas à conjurer la tempête dont vous êtes battus , portent leurs vues sur l'avenir , & veulent prendre des mesures pour donner des fondemens solides à une liberté tranquille.

La première vérité , monsieur , dont

vos bons citoyens doivent être pénétrés , c'est que la Pologne , avec le titre de république , ne fera en effet qu'une province de la Russie , si vous ne chassez pas les armées de vos possessions. Craignez sa garantie , craignez ses bienfaits , craignez sur-tout sa protection. Vous ferez tôt ou tard esclaves , si des voisins ambitieux conservent la moindre influence dans vos affaires domestiques. En voulant décider de votre bonheur , en feignant de prendre des mesures pour l'assurer , soyez sûrs qu'on cherchera à vous tromper : quelque proposition avantageuse qu'on vous fasse , ne la regardez donc que comme un piège ; au lieu d'une paix véritable , vous n'auriez qu'une trêve frauduleuse. Après avoir reconnu votre indépendance , on chercheroit encore à vous asservir ; on profiteroit de vos anciens préjugés pour faire naître parmi vous de nouvelles haines , de nouvelles intrigues , de nouvelles cabales & de nouvelles factions. J'aimerois mieux vous voir établir des lois grossières & une constitution imprudente , que si

vous en receviez de plus sages de la part de vos voisins. Pour rendre la république véritablement & constamment heureuse , il faut avoir le courage de supporter les maux de la guerre , & de vous ensevelir sous vos ruines , plutôt que de consentir à n'avoir qu'une indépendance précaire , & garantie par une puissance oppressive.

Pourquoi la Pologne se prêteroit-elle à un accommodement avec les Russes , puisqu'ayant fait une entreprise beaucoup au-dessus de leurs forces , & contre les règles que doit se prescrire une ambition prudente & éclairée , ils doivent s'épuiser de jour en jour , & ne sentir enfin que leur foiblesse ? Que la guerre dure encore trois ou quatre ans , je le souhaite pour vous , parce qu'elle vous est nécessaire ; & la Russie sera dans l'impuissance de la continuer. Il est aisé de prévoir quel sera alors l'état de ses finances épuisées ; & des recrues nouvelles tiendront inutilement la place des troupes disciplinées qu'elle aura perdues. C'est auprès des Turcs qu'il

faut agir , & en les encourageant contre leurs premières disgrâces, flatter leur orgueil & les empêcher de consentir à une paix honteuse. Voilà , monsieur le Comte , quels sont dans les circonstances présentes les véritables intérêts de votre patrie : votre salut dépend de la fermeté de la Porte à soutenir cette guerre. Si vos amis trompés vous proposent une paix suspecte , ayez du courage & de la patience , & vous parviendrez à la fin que vous vous proposez , pourvu que les Turcs ne vous abandonnent pas. Je le répète , ne vous fiez ni aux traités que vos ennemis vous présenteront , avant que d'avoir senti leur foiblesse , ni aux garanties que vos alliés vous offriront. Une longue expérience a dû apprendre à toute l'Europe, que ces actes dressés avec tant de formalités n'amortissent point les passions. Ce feu sera caché sous la cendre , craignez un nouvel incendie.

Mais quand la Pologne pourroit compter sur les traités & les garanties , ne seroit-elle pas extrêmement imprudente , si se contentant d'avoir échappé

aux maux dont elle est aujourd'hui accablée , elle ne s'occupoit pas du soin d'être à l'avenir plus heureuse ? De mauvaises lois ont causé jusqu'à présent tous les troubles & les désordres qui ont donné à la Russie l'espérance de vous asservir ; & de bonnes lois peuvent seules , en vous mettant en état de connoître vos forces , vous faire respecter de vos voisins : un sage gouvernement , voilà votre seul rempart. Les Confédérés sont persuadés de cette vérité , & ils espèrent que leur patrie , instruite par ses malheurs , se prêtera à une réforme. J'aime à le croire comme vous ; mais , permettez-moi de le dire , ces espérances s'évanouiront , si dans le moment où la paix sera conclue , on ne présente pas aux Diétines & à la Diète générale un système tout arrangé de gouvernement.

Pour peu qu'on réfléchisse sur la nature des habitudes & des préjugés qui forment le caractère des peuples , pour peu qu'on songe à l'empire despotique que ce caractère national exerce sur les citoyens , on fera con-

vaincu qu'une nation qui n'est pas inspirée, conduite, dirigée & animée par des hommes courageux & éclairés, est incapable d'appercevoir ses vices, d'y renoncer, & de corriger par des établissemens salutaires les abus dont elle se plaint. A la mort de Charles XII, quel auroit été le sort de la Suède, si quelques seigneurs n'avoient pas porté à la Diète un plan tout formé de gouvernement? Jamais on n'auroit rien pu faire de bien. En détestant le despotisme des deux derniers rois, on n'auroit su comment s'y prendre pour s'en débarrasser. On ne se seroit point entendu : les citoyens auroient été divisés, parce qu'ils ne se seroient pas proposé les mêmes moyens pour arriver à leur but. Faute d'un point commun & propre à réunir les esprits, on se seroit abandonné aux passions & aux erreurs avec lesquelles on étoit familiarisé. Peut-être que des intérêts opposés auroient fait naître des querelles & des haines pernicieuses ; ou du moins les lois, peu d'accord entr'elles, au lieu d'établir les principes d'un gouvernement régulier, n'au-

roient jeté dans une république informée que des semences d'anarchie & de despotisme.

Si les Confédérés de Bar veulent servir utilement leur patrie, substituer la liberté à la licence, & se couvrir d'une gloire immortelle, ils doivent dès aujourd'hui préparer les lois qu'il faudra présenter à leurs compatriotes dans le premier moment où il leur sera permis d'avoir une Diète libre. Ne doit-on pas espérer que, profitant à la fois & du souvenir des maux passés, & de la joie qui accompagne une prospérité nouvelle & long-temps attendue, ils persuaderont & entraîneront tous les esprits ? Leur conduite actuelle, leur mérite, ce qu'ils auront souffert pour la patrie, tout sera également propre à faire naître une espèce d'enthousiasme favorable à leurs projets de réforme. Quelque fondée que soit cette espérance, il faut cependant commencer dès aujourd'hui à préparer le succès que vous attendez. Ne perdez aucune occasion d'irriter vos citoyens contre les violences & les injustices de leurs ennemis ; que leur

patience n'affoiblisse point leur courage. Plus vous jugerez que les Polonois sont prévenus en faveur de leur gouvernement , & tiennent avec force à leurs préjugés & à leurs habitudes , plus il est nécessaire de publier de temps en temps quelques écrits pour éclairer votre noblesse , & la préparer aux changemens que vous méditez. Après avoir attaqué avec adresse les erreurs auxquelles les Polonois sont le moins attachés , il faudroit prouver que tous les malheurs de la république tirent leur origine des vices de sa constitution ; & que vouloir la laisser subsister , c'est vouloir encore éprouver les mêmes désordres dont on se plaint : la même cause devant toujours produire les mêmes effets.

Quels que soient les réglemens qu'on proposera aux Polonois , quelque salutaires qu'ils puissent paroître , je vous prie , monsieur le Comte , de faire attention qu'ils seront inutiles , si l'on ne suit pas une certaine méthode dans la réforme que vous projetez. L'important est de commencer par où il faut en effet commencer. C'est une

attention que nos législateurs n'ont presque jamais eue, & c'est ce qui fait qu'avec les plus belles lois pour nous inviter & même nous contraindre à faire le bien, nous persévérons constamment à faire le mal. Vous ne finirez point, si vous voulez proscrire en détail chaque abus, & personne ne lira votre code volumineux. Si par hasard on le lit, il excitera une révolte générale; car il n'est pas possible de renoncer subitement à son caractère pour en prendre un tout nouveau. Si vous remontez au contraire à la source du mal, peu de lois vous suffiront; & quand vous aurez établi une sage constitution, elle servira de base à tous les réglemens salutaires que vos besoins demanderont successivement; & on y obéira avec plaisir, parce qu'on en sentira la sagesse.

Pour vous faire mieux entendre ma pensée, je vais vous tracer en deux mots l'histoire du gouvernement & des malheurs de votre patrie. Un peuple courageux, fier, indocile, jaloux de sa liberté, & tel qu'on peint les anciens barbares qui ont détruit l'em-

pire romain , se lasse des désordres de l'anarchie , & se fait un roi , ou un premier magistrat , auquel il a l'imprudence d'accorder un pouvoir dont il étoit trop aisé d'abuser , & qui ne pouvant par conséquent s'allier avec la liberté des sujets , devoit exciter de toutes parts de nouvelles alarmes , de nouvelles craintes , de nouveaux soupçons & de nouveaux désordres. Ce prince, suspect à sa nation , ne tardera pas à être regardé comme un ennemi domestique. Les lois mal combinées , qui avoient irrité son ambition , séparèrent de plus en plus ses intérêts de ceux de la république , & dans cette dissention civile le gouvernement fut sans autorité , & les lois sans force.

Le roi , qui distribuoit à son gré les dignités & les domaines de la république , fut secondé dans ses entreprises par tous ceux que l'espérance de la faveur & des grâces avoit corrompus ; & la Pologne n'échappa au pouvoir arbitraire qu'en recourant plus souvent à l'usage des Confédérations : palliatif qui en rassurant les esprits , les accoutumoit à la guerre

civile. Les voix furent achetées dans les Diètes ; & pour empêcher que ces assemblées ne vendissent la liberté de la nation , on établit enfin le *liberum veto* ; c'est-à-dire qu'un seul citoyen eut le droit de suspendre l'action du gouvernement , & pour le sauver du despotisme , de le précipiter dans l'anarchie. C'est alors que chacun éprouvant qu'il n'étoit plus sous la protection des lois , tout devint intrigue , tout devint cabale , parti & faction. La Pologne, incapable d'être heureuse au-dedans , & toujours foible parce qu'elle ne pouvoit réunir ses forces , fut sans considération au-dehors. L'Europe la compta pour rien , ses alliés naturels , qui ne pouvoient en attendre aucun secours, la négligèrent ; & ses voisins auroient exercé depuis long-temps sur elle l'empire que la Russie a usurpé depuis le commencement de ce siècle , s'ils avoient eu une ambition plus éclairée , ou que d'autres entreprises n'eussent fait une diversion favorable aux Polonois.

En dernière analyse , monsieur le Comte , tous les maux dont votre

république se plaint , viennent de l'anéantissement de la puissance législative qui a été soumise aux caprices d'un nonce qui prononçoit le *veto*. Dès-lors il vous a été impossible de faire les nouvelles lois que demandoient de nouvelles circonstances & de nouveaux besoins , & , permettez-moi cette expression qui n'est que trop vraie , vous êtes restés dans votre ancienne barbarie , tandis que vos voisins sortoient de la leur. Pour comble de maux , vous n'avez plus même obéi à vos anciennes lois ; car la ruine de la puissance législative devoit entraîner la ruine de la puissance exécutive. Comment vos magistrats chargés de l'exécution des lois , n'auroient-ils pas abusé de leur crédit & de leur pouvoir pour ne consulter & ne servir que leurs passions , puisqu'il n'y avoit plus une puissance supérieure qui éclairât leur conduite , & pût les réprimer ou les punir ? Tout Polonois fut donc ou opprimé ou oppresseur , suivant qu'il fut ou foible ou fort. Voulez-vous sortir de cet état déplorable , unir par un même intérêt les

citoyens divisés , & vous faire respecter de vos voisins ? Commencez par établir une puissance législative , & donnez-lui une force à laquelle rien ne puisse résister.

Si les préjugés des Polonois sont tels , qu'il soit impossible de commencer la réforme par cette opération ; ou si la politique de leurs voisins s'y oppose , parce qu'ils craignent que la république ne se corrige de ses erreurs , il est inutile , monsieur le Comte , de songer au salut de votre patrie. On pourroit peut-être appliquer quelques palliatifs , mais ne comptez sur aucun remède efficace. Il y a enfin un terme aux abus d'une nation. Les Polonois , éternellement en proie aux mêmes désordres , se laisseront enfin de défendre une ombre de république qui est à charge à tous les citoyens , & qui ne produit que des despotes & des esclaves. Votre petite noblesse n'a rien à perdre par la révolution qui la feroit passer sous l'obéissance d'une puissance étrangère ; peut-être même pourroit-elle espérer d'y jouir d'un sort moins malheureux.

Les grands doivent , il est vrai , conserver une république qui fait leur grandeur ; mais en la déchirant par leurs divisions , & en n'obéissant à aucune loi , peuvent-ils se flatter de la voir long-temps subsister ?

C H A P I T R E I I.

Des moyens nécessaires pour établir une puissance législative en Pologne.

VOTRE république , dit-on , est divisée en trois ordres ; le roi , le sénat , auquel il faut joindre les ministres ou les grands officiers de la couronne & du duché de Lithuanie , & la noblesse. On ajoute que le pouvoir législatif réside dans les trois ordres réunis en Diète. Ne pensez-vous pas , monsieur le Comte , que cette disposition est vicieuse ? Il me semble qu'au lieu de distinguer & de séparer d'une manière bien formelle & bien précise la puissance législative & la puissance execu-

trice, votre politique n'est propre au contraire qu'à les confondre en les rapprochant; & ce rapprochement nuit nécessairement à l'action de l'une & de l'autre, affoiblit ou plutôt détruit leur force, & ouvre par conséquent une carrière plus libre à la licence. Si le concours & l'accord du roi, du sénat & de l'ordre équestre, sont nécessaires pour porter une loi, qui ne voit pas que le législateur sera presque-toujours dans l'impuissance d'agir? Les intérêts toujours différens de ces trois ordres, & leurs passions par conséquent toujours opposées, doivent mettre un obstacle éternel à la législation. Quelle doit être la suite de cette inaction? Des abus qui, dès qu'ils seront multipliés à un certain point, braveront les loix & les forceront enfin à se taire.

Je ne m'en tiens pas là. Remarquez, je vous prie, que l'ordre équestre, ne pouvant être continuellement assemblé, doit perdre toute son autorité. Par quels moyens voudriez-vous que des gentilshommes, séparés les uns des autres, & qui ne sont plus que de

simples citoyens dès qu'ils cessent d'être nonces , fussent en état de défendre la dignité de la nation & sa liberté contre le roi & contre des sénateurs & des ministres qui sont revêtus d'une magistrature perpétuelle , & continuellement invités , par leur avarice & leur ambition , à abuser du pouvoir qu'on leur a confié pour faire observer les lois ? C'est pour s'opposer à cette conjuration du roi & du sénat , que votre noblesse , qui vouloit être libre sans avoir aucun moyen de conserver sa liberté , a eu recours aux funestes ressources des Confédérations , de *l'unanimité* dans les suffrages , & du *liberum veto*. Ainsi , pour échapper à la tyrannie , votre république est tombée dans la plus monstrueuse anarchie.

Si mes remarques sont vraies , j'en conclus que la loi la plus importante & la plus nécessaire pour la Pologne , c'est celle qui assignera de la manière la plus claire à l'ordre équestre assemblé légitimement en Diète , toute la puissance législative , & qui ne laissera au roi & au sénat que la puis-

fance exécutrice. Je voudrois qu'on déclarât de la manière la plus authentique , que le roi , les sénateurs & les ministres n'ont aucun droit de s'opposer aux résolutions de la Diète générale ; & que l'espèce d'hommage qu'elle leur rend avant que de se séparer , n'est dans le fond qu'une façon polie de leur communiquer les volontés de la nation , & les lois qu'ils doivent observer eux-mêmes , en veillant à leur exécution dans tous les palatinats de la république.

Après avoir donné à la Diète générale tous les droits de la souveraineté , c'est-à-dire le pouvoir de faire de nouvelles lois , de changer , modifier & annuller les anciennes , sans que rien puisse résister à son autorité ; il faut songer , autant que le permet la dépravation actuelle des mœurs , à disposer de telle manière la police , le régime & tous les mouvemens de la Diète , qu'elle ne puisse se servir de sa souveraineté que pour le plus grand bonheur de la nation. Pour proposer à cet égard les réglemens les plus salutaires , il faudroit peut-être examiner

les coutumes , les usages , les habitudes qui ont le plus contribué à faire naître les abus & qui sont les plus propres à les perpétuer. Mais sans entrer dans ce détail , je me bornerai à vous proposer quelques vues générales , et les plus indispensables , pour l'établissement & la conservation du bon ordre.

Je croirois qu'il est à propos de fixer pour toujours le temps & le lieu où la Diète s'assemblera , sans avoir besoin d'être convoquée par un acte particulier. En conséquence de cette loi générale , le roi ne publiera des *universaux* que quand il sera question d'assembler une Diète extraordinaire , soit pour délibérer sur les injures ou les hostilités d'un voisin , soit dans d'autres conjonctures importantes qui paroîtront intéresser le salut ou la tranquillité de la nation. La raison pour laquelle je demande la suppression des *universaux* , c'est qu'ils ne sont que trop propres à causer une fermentation dangereuse dans les Diétines antécomitiales. Chaque palatinat s'accoutume à juger & à décider souverainement les affaires dont la décision

ne doit appartenir qu'au corps entier de la nation. Les nonces reçoivent des instructions ou des ordres qui rendent leur ministère inutile. Ils doivent être opiniâtres, pour ne pas paroître infidèles; & si leur Diétine a tort, il ne leur est plus permis d'avoir raison. Quand les palatinats ne feront point instruits des affaires qui doivent se traiter, ils ne pourront prendre aucune résolution qui soit contraire au bien général, & leurs représentans ne seront chargés que de leurs demandes particulières. Plus les Polonois sont portés par leurs anciennes habitudes & leurs anciens préjugés à l'anarchie, plus les réformateurs doivent s'appliquer à écarter tout ce qui peut aigrir ou échauffer les esprits. S'il s'agissoit de refondre le gouvernement de certaines nations lentes, dociles, timides, & peu faites aux agitations de la liberté, il faudroit en quelque sorte irriter les passions, & même en donner de nouvelles. Mais c'est tout le contraire qu'il faut se proposer en Pologne, parce qu'on ne passe point de l'anarchie à l'amour de la règle & de

l'ordre par les mêmes voies qui doivent conduire du despotisme à la liberté.

Il me paroît que la loi qui fixe aujourd'hui le terme auquel la Diète générale doit se séparer , est un reste de l'ancienne barbarie des Sarmates ; c'est , qu'on me pardonne cette expression , vouloir étrangler les affaires ; c'est les soustraire à l'examen de la puissance qui en doit décider ; c'est demander des lois qui ne seront point publiées avec la sage lenteur qui doit les méditer ; c'est empêcher qu'on ne corrige les abus présens , & par conséquent c'est vouloir les multiplier ; c'est enfin fournir aux mal-intentionnés & aux intrigans un moyen de rendre la Diète inutile : car à force de ruses & de manège , ils parviendront à consumer en vaines déclamations un temps destiné à régler les affaires.

La Diète générale sera composée des nonces des trente-trois palatinats ou provinces de la république. Pour imprimer à la puissance législative la majesté qui lui est nécessaire , & lui concilier le respect & la confiance de

la nation , les lois doivent donner aux nonces une certaine dignité qui leur apprenne à se respecter eux-mêmes. Du moment qu'un nonce est nommé , jusqu'à celui où il rendra compte de sa mission à sa Diétine postcomitiale , il seroit peut-être utile qu'il eût une marque distinctive qui le fît reconnoître. Pendant tout ce temps sa personne doit être sacrée & inviolable ; s'il est accusé de quelque délit indigne de la qualité dont il est revêtu , la plainte n'en sera portée qu'à la Diète même : elle l'absoudra s'il est innocent ; s'il est coupable , elle le renverra dans son palatinat , comme déchu du droit de le représenter. S'il commet quelque violence ou quelque injustice qui mérite une peine plus grave , il ne doit être arrêté que pour être remis entre les mains du maréchal de la Diète , qui répondra de sa personne. Si ses pairs , c'est-à-dire la chambre des nonces , le jugent coupable , ils le dégraderont , le dépouilleront des marques de sa dignité , & le renverront aux tribunaux ordinaires pour y être jugé & puni selon les loix.

La

La personne des nonces doit être irréprochable ; & tout gentilhomme flétri par un acte de justice , ou vaincu de n'avoir pas obéi aux décrets des tribunaux , ne pourra remplir les fonctions augustes de représentant de son palatinat. On ne sera point député à la Diète en qualité de nonce avant l'âge de trente ans accomplis. Il est difficile qu'avant cet âge on ait acquis les connoissances nécessaires pour participer à la législation , ou l'estime & la considération dont il est à souhaiter que tout nonce jouisse. Cette loi déplaira aux fils de vos grands seigneurs , que la faveur fait nonces avant qu'ils sachent ce que c'est qu'une république ; mais elle leur sera utile en prolongeant leur éducation , & elle délivrera la république de leur ignorance , de leur présomption & de leur emportement. Tout nonce doit posséder une certaine quantité de terre dans son palatinat , & n'exercera aucun emploi domestique dans la maison d'un autre gentilhomme ou dans la régie de ses terres. Ce règlement est indispensable , parce qu'il est naturel

qu'un possesseur de fonds prenne plus d'intérêt à la chose publique que celui qui ne possède rien en propre. D'ailleurs un homme qui est soumis aux ordres d'un maître, est indigne de porter un suffrage quand il faut décider des loix d'un peuple libre. Les Polonois croient qu'un gentilhomme ne déroge pas en prenant un emploi domestique : j'y consens. Qu'il conserve le droit de porter son sabre ; mais son ame est nécessairement avilie par la bassesse des emplois auxquels il se dévoue. Il ne doit pas être permis d'être nonce à deux Diètes consécutives. L'objet de cette loi est d'empêcher que certaines personnes ne s'emparent de tout le pouvoir de leur palatinat, & d'exciter une plus grande émulation entre les candidats. Voulez-vous prévenir les cabales & les intrigues de quelques familles, & ne pas permettre qu'elles aient trop d'influence & de crédit dans leurs Diétines ? Défendez d'élire pour nonces deux gentilshommes unis par les liens du sang.

Les loix dont je viens de parler

préparent un succès heureux , mais ne l'assureront point , si elles ne sont soutenues & étayées par d'autres réglemens qui entretiennent la police la plus exacte dans vos Diètes. Ces grandes assemblées ne sont que trop souvent sujettes à se laisser égarer par la grandeur même de la puissance qu'elles exercent , & qu'accompagne toujours une grande présomption ; ou par les passions dont les hommes sont moins les maîtres à mesure qu'ils traitent des affaires plus importantes. Vos Diètes Polonoises , monsieur le Comte , ont besoin d'un régime d'autant plus sage , que jusqu'à présent elles ont été troublées par des querelles , des injures & des violences , qui ont dû faire naître des haines & des vengeances toujours ennemies du bien public. D'ailleurs , les anciennes habitudes , les anciennes erreurs , les anciens préjugés ne seront point subitement détruits par la loi qui aura conféré à la Diète générale la puissance législative ; & si on ne travaille pas à les affoiblir par d'autres loix , ils ne tarderont pas à rendre votre réforme inutile. Permettez-moi

donc d'entrer encore dans quelques détails qui pourront paroître minutieux à quelques personnes , mais que je crois très-importans.

Je voudrois que chaque palatinat envoyât un nombre égal de députés à la Diète , de façon cependant qu'elle ne fût composée que de six à sept cents nonces tout au plus. Elle pourroit alors suffire à l'examen de toutes les affaires , & ne courroit cependant aucun risque de dégénérer en cohue. Je désire qu'on ne compte pas les voix par nonces , mais par palatinats : c'est un moyen qui peut être propre à prévenir les intrigues , les cabales , la corruption & la vénalité. Chaque province délibéreroit à part sur chaque affaire , & chargeroit le président ou le syndic qu'elle se seroit fait , de porter son vœu à la Diète assemblée. Les fonctions de ce président seront de maintenir l'ordre dans les comités particuliers des palatinats. Il aura droit d'imposer silence , il arrêtera les querelles trop vives , & aura même le pouvoir de suspendre pour quelque temps un nonce de ses fonctions.

Quand la Diète sera assemblée , son maréchal aura la même autorité. Si un nonce porte l'oubli de ses devoirs jusqu'à mettre le sabre à la main , il doit être déclaré coupable de lèse-majesté , puisqu'il a violé le respect dû à la puissance souveraine , & attenté à la liberté de la nation ; il a voulu substituer le droit de la force au droit de la justice & de la raison. Je prie de remarquer combien il importe à un peuple libre , mais qui pendant long-temps a confondu la liberté & la licence , de s'accoutumer à l'esprit de modération , de justice , de retenue & de patience. Je donnerois d'autres conseils à une nation qui , désirant d'être libre , ne connoîtroit pas la liberté , & auroit plus besoin d'être excitée que ralentie dans ses mouvemens.

Après avoir fait l'ouverture de la Diète par l'élection d'un maréchal , on lira publiquement les loix fondamentales ; & tous les nonces , tenant la main sur l'évangile , prêteront serment de les observer , & répéteront ce même serment au nom de leur pa-

latinat. On commencera ensuite à traiter des affaires : on mettra d'abord sur le bureau les demandes , remontrances ou mémoires présentés à la Diète par le roi & le sénat. Après les avoir lus publiquement , on chargera un comité composé de deux nonces de chaque palatinat , de les examiner , pour en rendre compte à la Diète. On formera quatre autres comités composés chacun d'un nonce de chaque palatinat , pour faire l'examen des propositions ou demandes que chaque province sera en droit de faire à la Diète. Par cette méthode de procéder , il me semble qu'on ménage la dignité de la puissance exécutrice & des Diétines , & qu'on les oblige cependant de reconnoître la supériorité de la puissance législative , qui sera en même-temps éclairée par les lumières du roi , du sénat & des Diétines.

Les présidens des différens comités dont je viens de parler seront nommés par le maréchal de la Diète. Quand un comité aura fait son rapport aux palatinats assemblés , il le

déposera dans le greffe de la Diète avec les pièces ou les demandes qui y sont relatives, & on les communiquera aux nonces qui en voudront prendre une connoissance plus particulière. Huit jours après on délibérera sur la loi proposée, & il sera permis à chaque nonce de l'attaquer ou de la défendre selon ses lumières & le mouvement de sa conscience. Chaque palatinat ensuite s'assemblera séparément pour former son avis. On laissera encore écouler huit jours : alors on ira aux voix, & à la pluralité des suffrages, la loi sera rejetée ou publiée solennellement. Je multiplie les comités, parce qu'ils sont propres à faire naître & étendre les lumières. Je demande des formalités lentes, parce que les Polonois en ont besoin, & n'y sont pas assez accoutumés. D'ailleurs, chez les peuples les plus libres, l'enthousiasme, l'engouement & la précipitation sont, après la corruption & la vénalité, les ennemis les plus redoutables de la liberté.

Quelqu'arrangement qu'on fasse pour établir en Pologne une vraie puissance

législative , je le dis , monsieur le Comte , sans crainte de me tromper , toute réforme deviendra inutile , si le *liberum veto* subsiste. Les Polonois , dit-on , le désapprouvent , le blâment , le condamnent , & par une de ces contradictions de l'esprit humain qu'on trouve par-tout , ils y sont prodigieusement attachés. Puisque les Confédérés de Bar seront forcés de ménager à cet égard les préjugés publics , ne pourroient-ils pas tenter de détruire le *veto* , en faisant semblant de le respecter , & l'attaquer indirectement en portant des loix qui en prépareroient la ruine ? Il est facile de démontrer combien la loi de l'unanimité est absurde. N'est-il pas insensé d'espérer que six ou sept cents hommes qui ont des passions différentes , & qui n'ont ni les mêmes connoissances , ni la même étendue d'esprit , auront cependant les mêmes vues & les mêmes opinions ? Il est encore plus aisé de faire voir combien le *veto* est contraire à la liberté , puisqu'il peut faire de chaque citoyen un despote qui gêne & opprime la volonté générale de la nation.

Il faudroit commencer dès aujourd'hui à publier cette doctrine dans votre patrie : elle ne détruiroit pas entièrement le préjugé , mais elle l'affoiblirait , & prépareroit les esprits à entendre bientôt la vérité avec moins de répugnance. Dans le moment de la réforme , on pourroit peut-être établir que désormais le *veto* n'aura lieu que quand tous les nonces d'un palatinat le prononceront d'une voix unanime. Certainement je vois tout le mal qu'il y a à permettre qu'un palatinat s'oppose à la volonté de trente-deux provinces. C'est une absurdité ; mais que faire ? Quand un législateur trouve devant lui un obstacle insurmontable , il s'arrête , & dit avec Solon : " Si je ne vous propose que des loix imparfaites , c'est votre faute ; pourquoi n'êtes-vous pas capables d'en recevoir de plus sages ? Ce qui peut consoler dans cette occasion , c'est qu'il sera très-rare que tous les députés d'un palatinat concourent unanimement à prononcer le *veto*. Si on le craint dans quelques circonstances , on pourra imiter la conduite des patriciens

de Rome , qui traitoient avec quelque tribun du peuple , pour l'engager à mettre lui-même opposition aux lois que vouloient porter ses collègues. Je n'aime pas que l'intrigue devienne un ressort du gouvernement ; mais dans cette occasion elle fera , pour ainsi dire , purifiée par l'amour du bien public qui l'aura conseillée.

L'usage du *liberum veto* s'est formé insensiblement & sans le secours des loix ; il faut espérer que , sans le secours d'une loi expresse , il tombera insensiblement en désuétude. Toutes les parties du gouvernement Polonois ont été jusqu'à présent si mal disposées , si peu faites les unes pour les autres , & si peu capables de produire l'effet qu'on en attendoit ; que la république auroit perdu vingt fois sa liberté , si un seul citoyen n'eût pas été en droit de la sauver , en s'exposant seul au torrent de la corruption & de la vénalité. Comment auroit-elle pu résister à un prince qui dispoisoit arbitrairement des dignités , des honneurs & des domaines de la Pologne ? Après la réforme que méditent les

Confédérés , & qui ne peut réussir qu'en ôrant à la couronne ses principales prérogatives , la liberté , assise sur des fondemens moins fragiles , se soutiendra par elle-même. Les vices qui jusqu'ici ont rendu le *veto* nécessaire ne subsistant plus , on sentira moins la nécessité d'y recourir ; & votre postérité qui bénira votre mémoire , ne comprendra pas un jour comment vos pères ont pu aimer une erreur dont on ne trouve l'exemple chez aucun autre peuple.

En attendant cette heureuse révolution , les Confédérés doivent tout tenter pour établir que l'opposition d'un palatinat ne pourra suspendre & proscrire que la loi dont il ne permet pas la publication. Voilà , si je ne me trompe , tout ce que peut désirer l'homme le plus entêté & le plus opiniâtre , s'il lui reste quelque ombre de raison. Pourquoi faut-il que le *veto* ait le pouvoir de dissoudre une Diète , & de rendre nulles toutes les lois qu'on y auroit portées jusque-là d'un consentement unanime ? J'ai bien peur , monsieur le Comte , que les

Confédérés n'aient beaucoup de peine à faire goûter quelques principes raisonnables sur cette matière. Plus les erreurs sont grossières , plus on y est attaché ; peut-être que la sottise qui les a fait adopter rend incapable d'y renoncer. Des hommes qui ne regardent pas comme un crime de haute trahison , de suspendre dans ses opérations la puissance législative & de l'anéantir , des hommes qui ne savent pas que cette puissance est l'ame du corps politique , ne me paroissent guère disposés à recevoir la vérité.

Ce que j'ai dit du *veto* , il faut le dire des Confédérations qui n'ont été avantageuses aux Polonois , que parce qu'ils avoient un gouvernement monstrueux : c'est un vice qui a servi de palliatif à un autre vice. Combien de fois n'auriez - vous pas perdu votre liberté , s'il ne vous avoit pas été permis de faire des ligues en sa faveur , & de la conserver les armes à la main ? Mais c'est un grand mal que d'avoir besoin d'une pareille ressource contre le pouvoir arbitraire ; & la Pologne ne sera heureuse que quand

des loix raisonnables lui auront appris à s'en passer. Les Confédérations flattent agréablement vos grands seigneurs ; elles offrent je ne fais quelle idée de souveraineté qui plaît à leur orgueil ; & je fais que l'orgueil des grands n'entend point raison. Votre sagesse vous prescrit donc le silence à cet égard. D'ailleurs votre petite noblesse , qui peut-être n'est pas fort exercée à raisonner sur les objets politiques , trouveroit sans doute étrange & même ridicule , que les Confédérés de Bar qui ont sauvé la république par leur heureuse association , voulussent condamner par une loi expresse leur propre conduite. Vous devez donc vous contenter d'établir des principes assez sages de gouvernement , pour qu'on ne sente plus la nécessité de faire des conjurations & de prendre les armes pour venir au secours de la patrie.

Je vous prie de remarquer , monsieur le Comte , que votre anarchie seule a donné naissance à vos Confédérations , & que leur sort est lié à celui du *veto*. Dès que ce redoutable

veto a dissous la puissance publique & suspendu l'action du gouvernement, il est nécessaire, il est indispensable que pour venir au secours de la patrie, une Confédération se mette à la place des lois & des magistrats qui ont perdu leur pouvoir. Mais si vous avez le succès que vous désirez, si vous parvenez à faire assez respecter l'autorité législative pour contenir dans le devoir les mauvais citoyens & ne laisser aucune alarme aux honnêtes gens, soyez sûrs que les préjugés des Polonois ne subsisteront pas longtemps. Moins on sera intéressé à se liguier, plus le souvenir des Confédérations s'affoiblira. Dans le calme de la paix les esprits s'éclaireront, & sans effort on parviendra à connoître que les hommes ne sont pas réunis en société pour se faire la guerre; de nouveaux Confédérés, s'il s'en forme, ne passeront que pour des perturbateurs du repos public.

CHAPITRE III.

*De la discipline & de l'ordre des Diétines ,
relativement à la puissance législative.*

LES lois & les arrangemens dont je viens , monsieur , d'avoir l'honneur de vous entretenir , au sujet de la Diète générale , seront observés ou négligés , suivant qu'on prendra des mesures plus ou moins efficaces pour établir une sage police dans les Diétines. Que serviroit en effet d'avoir ordonné qu'il y eût désormais un législateur dans la république , auquel tout doit obéir , si on ne parvenoit pas à détruire dans les provinces l'esprit d'indépendance & d'anarchie qui y règne , & dont , au rapport de quelques-uns de vos compatriotes , elles sont extrêmement jalouses ? Vous verriez bientôt s'écrouler l'édifice que vous auriez élevé ; & votre législateur paré des plus beaux titres , mais les plus vains , ne feroit bientôt que des lois auxquelles personne n'obéiroit.

Les Polonois ne doivent donc s'attendre à aucun repos , à aucune prospérité durable , si les Diétines ne s'accoutument à respecter la Diète législative & à en aimer l'autorité. Voilà le but que doivent se proposer les réformateurs ; & ils y parviendront , non pas en diminuant les droits & les prérogatives des Diétines , pour augmenter le pouvoir de la Diète , mais en leur assignant des fonctions & des devoirs qui leur soient chers , & qui les associent à l'administration générale de la république. Relevez leur dignité ; elles seront moins inquiètes , moins turbulentes , moins agitées , à mesure qu'elles se croiront plus libres. Pour les disposer à obéir avec exactitude aux loix , ordonnez qu'elles en soient les dépositaires ; qu'elles aient la liberté d'exposer par leurs nonces les projets qu'elles croiront les plus utiles à la patrie. Elles verront de près les besoins de chaque palatinat ; & sans leurs lumières & leurs secours , la puissance législative ne pourroit jamais , dans un pays aussi étendu que la Pologne , s'acquitter

que bien imparfaitement de ses devoirs. Si vous prétendez gouverner vos provinces par des magistrats particuliers, ils abuseront de leur crédit; & votre noblesse indocile les regardant comme ses ennemis, haïra la puissance dont il seront les ministres. Voulez-vous qu'on respecte les lois? que vos Diétines soient elles-mêmes chargées du soin de les faire observer; quand elles seront assemblées, qu'elles soient le suprême magistrat de leur palatinat, & que leur censure répare les injustices & prévienne les négligences. Il me semble que je vois résulter de cet arrangement une confiance favorable au bon ordre, & le bon ordre lui-même établira de jour en jour un lien plus étroit entre la Diète générale & les Diétines particulières.

Je désirerois que les Diétines anté-comitiales s'assemblassent dans un lieu & à un jour marqués, sans convocation, & sur-tout sans universaux qui, je l'ai déjà dit, ne seroient propres qu'à causer des disputes, des querelles & des divisions. L'ouverture s'en doit

faire un mois avant le jour décidé pour l'ouverture de la Diète générale. Plus le terme de ces assemblées sera court, plus les esprits seront disposés à négliger les questions inutiles. Après avoir créé un maréchal, on procédera au choix des nonces, & on dressera ensuite leurs instructions. Il me semble que, pour cette opération, il seroit très-important que les Diétines se partageassent en différens bureaux ou comités : on dira que c'est pour expédier plus promptement un plus grand nombre d'affaires ; & ce sera en effet pour empêcher que ces assemblées ne dégénèrent en cohues.

Dans le moment de la réforme, il seroit, je crois, dangereux de vouloir interdire le *veto* dans les Diétines. Il y a apparence que cette noblesse ignorante & nombreuse, qui a droit de suffrage, ne le souffriroit pas. Si on ne m'a pas trompé, elle se croiroit offensée, elle se croiroit dégradée par cette défense : n'espérant point d'être députée à la Diète législative, elle voudroit, pour conserver elle-même sa prétendue dignité, conserver aux

Diétines l'indépendance, l'indocilité & l'anarchie, qu'elle regarde comme une marque & une preuve de leur puissance. On pourroit peut-être restreindre le *veto* des Diétines, & le soumettre aux mêmes conditions que celui de la Diète générale, c'est-à-dire refuser aux particuliers le droit de le prononcer, & ne l'accorder qu'aux comités. Mais, sans s'expliquer sur un objet qu'il est si dangereux de traiter, ne pourroit-on pas faire oublier le *veto* en le rendant inutile ? On y réussiroit peut-être en portant une loi qui ne permettroit de mettre dans les instructions des nonces que les demandes ou les propositions auxquelles personne ne se feroit opposé, & qui autoriseroit cependant tout gentilhomme à y joindre les articles qu'il jugeroit à propos, & auxquels il mettra sa signature.

Si une Diétine antécomitiale se séparoit avant d'avoir élu ses nonces & dressé ses instructions, il faudroit que les principaux officiers du palatinat fussent autorisés par la loi à les représenter dans la Diète législative, qui

par-là seroit toujours l'assemblée générale de la nation , & conserveroit une égale autorité sur toutes les parties de la république. On me dira sans doute que les officiers des palatinats seront intéressés par cet établissement à dissoudre les Diétines pour s'emparer de leur autorité ; mais je répondrai que la petite noblesse ne tardera pas à s'appercevoir de cette intrigue , & que pour conserver sa voix , sa considération & son crédit , elle prendra le parti , sans recourir au *veto* , de procéder à l'élection des nonces.

Vous m'avez fait l'honneur , monsieur le Comte , de me parler de plusieurs abus autorisés par un long usage , & qui ne vous permettront pas d'établir une bonne police dans les Diétines. C'est un mal , j'en conviens , que des gentilshommes , dont la noblesse est équivoque , qui n'ont aucune possession , ou qui sont attachés au service de quelque seigneur , aient droit de suffrage dans les assemblées de leur palatinat. Mais que la Pologne seroit heureuse , si c'étoit-là le plus

grand désordre auquel elle dût remédier. Si les Confédérés de Bar veulent que cette noblesse indigente & douteuse dont votre patrie est peuplée , ne puisse assister aux Diétines , que voulez-vous qu'elle devienne ? que lui restera-t-il ? Si vous voulez achever de l'humilier , ne devez-vous pas craindre son désespoir ? Je vous prie de faire attention que , dans un pays où les gentilshommes seuls forment la nation , il seroit très-dangereux de séparer les intérêts de cette petite noblesse de ceux de la république. Vous perdriez des citoyens dont la pauvreté vous est à charge , mais dont le courage , l'industrie & les bras peuvent vous devenir utiles. N'est-ce pas assez que la Pologne soit couverte de payfans, de quelques misérables bourgeois & d'une foule de juifs , qui n'ont rien à gagner en voyant votre prospérité , & rien à perdre en voyant votre ruine ? Dans la réforme d'un mauvais gouvernement , il faut peut-être , pour faire le plus grand bien possible , ne pas aspirer à une trop haute perfection. L'Europe ne se sou-

tient aujourd'hui que par des abus : il n'est pas question de les détruire tous ; quelle politique pourroit y réussir ? Mais elle ordonne de faire un choix , d'user à l'égard de plusieurs d'un grand ménagement , de se contenter de les ébranler , & de n'attaquer de front & avec courage que ceux qui sont contraires aux premiers principes de l'ordre , ou qui ne peuvent jamais être bons à rien.

Je l'ai déjà dit , mais je ne puis le redire trop souvent : en méditant une réforme dans un pays libre , le point capital est de ne se point faire redouter & de se rendre au contraire agréable à tout le monde. Je craindrois qu'en demandant trop , les réformateurs ne se missent dans le cas de ne rien obtenir : par prudence ils doivent fermer les yeux sur plusieurs vices qu'il seroit utile de détruire. Si on veut attaquer à la fois tous les abus , je prévois que ceux qui en profitent feront une ligue générale pour les maintenir ; & quelles lois , quels magistrats , quelle puissance pourront résister à la force de cette conjuration ? Il suffit aujourd'hui

de prendre des mesures pour empêcher que les Diétines ne soient désormais dissoutes & rompues. Les préjugés nationaux s'affoibliront insensiblement, & les passions prendront un autre cours à mesure que la puissance législative s'affermira. C'est après cette révolution que le gouvernement attaquera avec succès les vices qui gênent aujourd'hui les réformateurs. Un temps viendra où la république fière de ses progrès & sûre de ses forces, parce qu'elle parlera à des hommes mieux intentionnés & capables de l'entendre, pourra commander en maître, & proscrire sans ménagement tout ce qui blesse la gloire & s'oppose à la prospérité de la nation.

En attendant cet heureux moment, ne faudroit-il pas traiter la Pologne comme un malade qui a eu une maladie trop grave pour ne pas avoir une convalescence très-longue? Pansez ses plaies, mais que ce soit avec une main légère, & n'employez que les baumes les plus balsamiques. Pour moi, je vous l'avoue, je ne puis voir sans une sorte de frayeur cette no-

blesse innombrable, impérieuse quoi-
qu'avilie, c'est-à-dire insolente, qui
se venge sur le peuple de l'humiliation
avec laquelle elle se prosterne aux
pieds des grands qu'elle hait; pleine
de ses anciens préjugés, qui ne con-
noît aucun des devoirs du citoyen,
& qui est répandue dans toutes vos
provinces. Si la république, ainsi
que je l'espère, secondée des forces
de la Porte, a des succès qui la mettent
en état de secouer le joug de la Russie
& de refondre son gouvernement, ne
faut-il pas s'attendre que toute cette
noblesse, qui vote aux Diétines, &
n'est quelque chose que parce qu'elle
vit dans l'anarchie, sera plus fière que
jamais, aimera davantage ses vices,
& sera plus disposée à se moquer de
la sagesse des réformateurs & de leurs
projets, qu'à obéir à des lois nou-
velles ?

Les Confédérés de Bar, qui se pré-
parent à présenter à la république un
nouveau plan de gouvernement, doi-
vent donc se hâter lentement. Je suis
bien long sur cet article, monsieur le
Comte ; & si cet écrit n'étoit fait que
pour

pour vous , j'aurois abrégé mes tristes réflexions. Mais il passera , selon les apparences , dans les mains de quelques citoyens vertueux qui pourroient être les dupes de leurs bonnes intentions , si on ne les avertissoit pas de s'en défier. S'il en étoit besoin , je vous citerois ici , je ne fais combien de gens de bien qui , faute de politique , ont fait plus de mal à leur patrie par un zèle indiscret que beaucoup d'hommes méchans dont le nom est déshonoré. Que les Confédérés ne songent donc pas à mettre la dernière main à l'ouvrage dont ils ne sont destinés qu'à jeter les fondemens. Leur réputation n'en souffrira pas ; & la postérité , qui leur devra ses lumières , découvrira sans peine que son bonheur est l'ouvrage de leur circonspection. Nos pères , dira-t-on un jour , n'étoient pas capables de s'élever subitement jusqu'au plus haut degré de perfection où nous sommes enfin parvenus. Bénissons la mémoire des grands hommes qui nous ont montré le but auquel nous devons atteindre , & qui

nous ont mis dans le chemin qui devoit nous y conduire.

Ne devant point y avoir de terme fixe pour la clôture des Diètes générales, on ne peut assigner un jour pour l'ouverture des Diétines postcomitiales ou de *relation*. On fera instruit d'avance dans la capitale, du temps où l'assemblée législative se séparera, & on peut laisser aux nonces le soin d'informer leur palatinat du temps qu'ils s'y rendront : les officiers des provinces convoqueront en conséquence les Diétines. Les nonces rendront compte de leur conduite, & requerront que les nouvelles lois soient enrégistrées dans le greffe du palatinat. S'il s'élève quelque contestation au sujet de cet enregistrement, on établira des comités pour examiner les points débattus ; & dans le cas où l'un deux opineroit d'une voix unanime à rejeter une loi, il seroit réglé qu'on procéderoit à un second examen dans la prochaine Diétine antécomitiale. Si alors la même opposition subsistoit encore, le palatinat feroit des remontrances à la Diète législative. L'espérance qu'on

aura d'obtenir la suppression de la loi dont on se plaint , ou de la faire modifier , empêchera les esprits de se livrer à un emportement qui blesseroit la majesté du législateur. Cependant il se présentera de nouvelles affaires ; distraite par de nouveaux soins , une Diétine se soumettra insensiblement à une loi dont elle ne demandera plus la révocation avec la même chaleur. Le gouvernement acquerra des forces , & l'usage des protestations s'affoiblira à mesure que le temps , les lois & l'usage rendront le législateur plus respectable. Tant que le nouveau gouvernement pourra craindre & devra ménager les erreurs & les préjugés nés sous l'ancien , il doit par sagesse plutôt prier qu'ordonner. Si une Diétine intraitable s'obstinoit à rejeter une loi , il vaudroit encore mieux consentir à n'y pas soumettre son palatinat , que de prendre le parti rigoureux de l'accabler sous le poids de l'autorité publique. Dans ces circonstances il faut se garder de ne pas agir avec la bonne-foi la plus religieuse ; le législateur se décrieroit s'il avoit recours à l'intrigue.

Attendez que l'expérience éclaire les esprits prévenus : si par quelque adresse ou quelque clause insidieuse, le législateur veut se préparer des moyens de revenir sur ses pas, il n'aura travaillé qu'à rendre la Diétine plus attentive à ce qu'elle croit son intérêt, & son opposition lui deviendra plus chère. Je sens combien il est avantageux que toutes les provinces d'un état aient le même droit, les mêmes lois & les mêmes coutumes : mais ce bien, quelque grand qu'il soit, ne doit pas être acheté aux dépens de la tranquillité publique ; & moins encore en ébranlant la puissance législative, sur laquelle repose le salut de la patrie.

Pour empêcher que les Diétines de relation ne s'arrêtent à chicaner opiniâtrément leurs nonces & les décrets de la Diète législative, il seroit à propos, je crois, de présenter à ces assemblées provinciales des objets intéressans, qui attireroient & fixeroient leur attention. Ne réussiroit-on pas en ce point, si on régloit que cinq ou six jours après que les nonces auroient rendu compte de leur mission,

la Diétine postcomitiale se changeroit en Diétine qu'on appelle *boni ordinis*, de bon ordre ? C'est dans ces dernières Diétines qu'on règle les comptes particuliers du palatinat , qu'on reçoit les impôts de ses commis , qu'on statue sur tous les besoins , qu'on accorde des secours aux citoyens pauvres , & qu'on récompense ceux qui ont rendu quelque service important. Il me semble donc qu'on peut s'en servir utilement pour distraire la petite noblesse des soins qui concernent la législation.

Les affaires dont je viens de parler , & que traitent les Diétines de bon ordre , touchent & intéressent des gentilshommes obscurs , d'une toute autre manière que des lois générales , dont ils sont souvent incapables de connoître l'esprit : il faut donc leur laisser à cet égard la plus grande liberté. On dit qu'il s'est introduit dans ces assemblées plusieurs abus , fruits de la cabale & de l'intrigue. Je croirois que le législateur doit les tolérer s'ils n'attaquent pas les parties nobles & essentielles de la société ; d'ailleurs, ils s'affoibliront insensiblement , à

mesure que des lois plus sages apprendront aux Polonois à aimer le bien public. Je voudrois en quelque sorte qu'on attendît pour réformer ces vices des Diétines, qu'elles en sentissent les inconvéniens, qu'elles demandassent elles-mêmes ou du moins désirassent une réforme. Si elles tarديوient trop à s'appercevoir de leurs besoins, on pourroit se servir de quelques bons citoyens pour leur ouvrir les yeux. A l'exception de quelques hommes inquiets, méchans & séditions, qui ne peuvent rien espérer que dans la licence & le trouble, l'amour-propre persuadera aux autres qu'ils ont tout à espérer de l'établissement du bon ordre, & qu'une règle dictée par la justice sera favorable à leur mérite & à leur services.

Pour éviter la cohue, les clameurs & les querelles, si propres à conserver l'esprit d'anarchie qu'il vous est si important de détruire; il seroit très-avantageux que toutes les affaires fussent préparées & d'abord discutées dans des comités: l'on ne doit négliger aucun moyen pour en rendre

l'usage familier. Que dans les délibérations on ne donne jamais sa voix par scrutin. Il faut accoutumer les citoyens à oser dire publiquement leur pensée ; il y a peu d'hommes assez effrontés pour ne pas rougir en montrant la bassesse de leurs sentimens , mais il y en a beaucoup qui ne savent pas se respecter quand ils n'ont qu'eux-mêmes pour témoins de leurs actions. Il seroit très-utile de partager chaque palatinat en différentes tribus , différentes centuries ou différens districts , dont chacun auroit son président ou son syndic , & dont toutes les voix ne formeroient qu'un seul suffrage.

Je terminerai tout ce que je viens de dire sur la puissance législative , en avertissant encore les Confédérés qu'ils échoueront dans leur entreprise , ou du moins ne procureront à leur patrie qu'un bien faux , court & passager , s'ils n'emploient pas toute leur politique & toutes les ressources de leur génie à établir solidement l'autorité du législateur , à la faire respecter , & sur-tout à la faire aimer. Quand on a étudié les causes de la décadence &

de la ruine des états , on ne peut se déguiser que ce ne soit à l'ignorance , à la foiblesse ou à l'ineptie de cette puissance qu'on doit attribuer tous les vices , toutes les erreurs , tous les préjugés , toutes les calamités qui ont désolé la terre. C'est cette puissance qui est l'ame de la société. Je n'ai point étudié votre histoire , monsieur le Comte ; mais ne suffit-il pas de connoître vos Confédérations & votre *recto* , pour être convaincu que vous êtes dans la plus parfaite anarchie. Malgré les réglemens que vous publierez , attendez-vous à voir subsister encore long-temps les préjugés que vous voulez détruire. Telle est la foiblesse de la raison dans la plupart des hommes , telle est la force de l'habitude , que votre esprit national , en croyant faire le bien , fera des efforts continuels pour s'opposer à votre ouvrage. Si vous n'employez contre lui que la force , vous l'irriterez , & il emploiera à son tour contre vous & la force & la ruse : pour désarmer cet ennemi , il faut ne lui opposer que des lois qu'il puisse & doive aimer.

CHAPITRE IV.

De la puissance exécutrice relativement au pouvoir législatif.

IL ne suffit pas , monsieur le Comte , pour donner à la puissance législative la dignité & l'empire qui lui sont nécessaires , de porter les lois dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir. Quand la noblesse Polonoise établiroit dans ses Diètes & ses Diétines la forme que je désire , quand elle renonceroit au *veto* , qui lui est si cher , consentiroit à avoir des lois , & ne voudroit plus rétablir l'ordre & la paix par des Confédérations , vous n'aurez encore fait que la moindre partie de la réforme que vous méditez. La puissance législative fera des lois ; mais à quoi serviront ces lois , si les citoyens peuvent désobéir impunément ? Elle est donc obligée de créer des magistrats , qu'elle charge du soin de veiller à l'observation de ses ordres

& de punir les délinquans. Il est évident qu'il faut donner à ces magistrats la considération & la force dont ils ont besoin pour s'acquitter de l'emploi difficile dont ils sont revêtus ; & c'est ce pouvoir que le législateur confère aux magistrats , que nous appelons la puissance exécutive. Cet établissement exige de la part de la politique les plus grandes lumières & la prudence la plus consommée ; mais par malheur les circonstances ne lui permettent presque jamais d'exécuter les projets que la sagesse a médités.

Si la puissance exécutive est établie sur de sçavantes proportions , si elle est partagée & distribuée avec assez d'art entre les magistrats pour qu'ils restent soumis à la puissance législative en même-temps qu'il forcent les citoyens d'obéir religieusement aux lois , le gouvernement s'affermira de jour en jour , & l'amour de la patrie donnera des mœurs. En connoissant ses devoirs , le citoyen craindra d'abuser des vices & des irrégularités qu'on n'avoit pas d'abord pu proscrire : sous la protection des lois , il jouira

avec confiance de sa liberté , & la république florissante pourra espérer & se promettre une longue prospérité. Au contraire , si vous accordez aux magistrats un pouvoir assez étendu pour qu'ils en puissent abuser contre le citoyen , ou trop foible pour se faire respecter , vous en verrez naître , monsieur le Comte , les abus les plus dangereux. Au lieu de protéger , les lois opprimeront ; & dans cette défiance où les magistrats & les citoyens feront les uns à l'égard des autres , l'état toujours agité verra publier des lois auxquelles on n'obéira plus ; ou plutôt il verra que la puissance législative , bientôt avilie & dégradée , sera aujourd'hui le jouet d'un peuple insolent , & demain l'esclave de quelques magistrats ambitieux.

Il suffit de réfléchir un moment sur la nature de nos passions , de connoître leur force , leur énergie , leurs ruses & leur adresse , pour juger que je ne prédis pas des malheurs chimériques. Dès que les magistrats pourront éluder la loi , tromper la puissance législative & être vicieux impunément , es-

pérez-vous qu'ils résisteront aux tentations de l'avarice & aux charmes de l'ambition ? Si ces deux passions, en se glissant dans Sparte & dans Rome, les ont perdues, quels ravages ne feront-elles pas en Pologne ? C'est la mesure des droits & du pouvoir, que la puissance législative doit confier aux magistrats ; c'est le partage de ce pouvoir en différentes mains, qui forme peut-être le problème politique le plus difficile à résoudre. Toute l'histoire n'est qu'une preuve de cette vérité : tantôt vous voyez des peuples qui ont été malheureux parce qu'ils n'ont pu se résoudre à donner à leurs magistrats assez d'autorité ; tantôt vous en voyez d'autres qui ont été sévèrement punis pour les avoir rendus trop puissans. Un peuple vous fait-il envier sa prospérité ? je vous invite, monsieur le Comte, à remonter jusqu'à la cause qui l'a produite ; vous trouverez sûrement des magistrats à qui il étoit impossible de désobéir aux lois qu'ils faisoient constamment observer par les simples citoyens.

Tout législateur doit partir de ce

principe , que la puissance exécutrice a été , est & sera éternellement l'ennemie de la puissance législative. Nos passions , & sur-tout l'avarice & l'ambition , qui sont malheureusement devenues l'ame de l'Europe entière , l'ordonnent ainsi ; parce que ne devant jamais être contentes de ce qu'elles possèdent , elles ne sont occupées que du soin d'acquérir ce qu'elles n'ont pas encore , & de satisfaire toutes les autres passions qui ont besoin de leur secours. Le plaisir que goûte le magistrat en jouissant de l'empire qu'il exerce sur les citoyens , le trompe , le séduit & le corrompt enfin , s'il ne se dit pas sans cesse que le pouvoir dont il est revêtu ne lui appartient pas , & qu'il n'en est que le dépositaire. L'amour même du bien a souvent fait illusion à la probité. Voulant servir l'état plus utilement qu'on ne doit & qu'il n'est permis , on se plaint des lois dont on est gêné ; bientôt on les hait , & en ne les respectant pas , on invite ses successeurs à les mépriser. Tout sollicite donc la puissance exécutrice à secouer le joug de la puis-

sance législative : elle le secouera indubitablement, si on ne donne pas à chaque magistrat des collègues intéressés par leurs propres passions, à s'opposer aux projets de l'ambition ou d'un zèle indiscret pour le bien ; & qui en s'examinant mutuellement, tempèrent & contiennent le pouvoir dont ils jouissent. Cela ne suffit pas, & la puissance législative sera nécessairement dégradée, si les magistrats jouissent assez long-temps de leur pouvoir, pour oser s'abandonner à l'espérance de le conserver toujours. Ces principes me paroissent certains ; j'en vais faire l'application au gouvernement de la Pologne, & examiner de quel usage ils peuvent être dans la réforme que méditent les Confédérés.

CHAPITRE V.

*De la puissance exécutive considérée dans
la personne du roi.*

ON ne peut considérer de quelle manière la Pologne a disposé de la puissance exécutive, sans y découvrir la plupart des vices & des erreurs qui ont causé la ruine de plusieurs nations. Aux prérogatives immenses, monsieur le Comte, dont votre roi ou votre premier magistrat jouit de temps immémorial, on peut juger que vos pères, soit engouement soit faute de lumières, accordèrent au premier citoyen qu'ils élevèrent sur le trône, des droits incompatibles avec la liberté qu'ils aimoient. Les Polonois furent bientôt avertis de leur faute; mais au lieu de la réparer en ôtant au roi les droits dont il lui étoit si agréable & si facile d'abuser, ils lui laissèrent les prérogatives qu'ils lui avoient imprudemment données; &

exigèrent encore plus imprudemment qu'il fût juste & respectât religieusement leurs privilèges & leur dignité. L'histoire de Pologne n'offre qu'une longue suite de dissensions domestiques, que l'on terminoit parce qu'une nation se lasse de la guerre civile ; & qui recommençoient bientôt, parce que la paix qu'on avoit jurée n'étoit établie sur aucun fondement solide.

Tandis que vos ancêtres ne consultoient que leur colère, leur indignation, leur vengeance ou leur ambition, vos rois, qui abusoient tous les jours davantage des bienfaits de la nation pour la corrompre & l'asservir, augmentèrent insensiblement leur autorité. L'alarme fut générale ; & pour abaisser le roi, vous élevâtes ses ministres. Vous n'aviez qu'un homme qui voulût vous gouverner arbitrairement ; & bientôt vous en eûtes plusieurs qui s'étant enrichis des dépouilles de la couronne, commirent ouvertement des injustices & des violences : mais le prince n'ayant pas eu l'art d'en profiter pour les perdre & s'établir sur leurs ruines, l'anarchie la plus

monstrueuse fut le fruit de ces dissensions. Avec des mœurs moins dures & moins sauvages, les Polonois seroient devenus aussi esclaves que leurs payfans ; mais des malheurs qui auroient accablé un peuple à demi civilisé & ami de la paix, irritèrent & soulevèrent une nation guerrière ; & elle regarda les Confédérations, c'est-à-dire la guerre civile, comme la seule ressource favorable à la liberté. On se laissa cependant de toujours combattre pour n'être gouverné que par de nouvelles factions ; les rois reprirent donc insensiblement leur première autorité : pour l'affermir ils voulurent la rendre plus considérable, & leurs bienfaits répandirent une telle corruption dans les Diètes, que vous adoptâtes enfin le *veto* , dans l'espérance qu'au moins un bon citoyen s'opposeroit à la vénalité des nonces, & sauveroit la république d'une ruine infaillible.

Mais je ne veux pas vous arrêter plus long-temps sur des réflexions qui sont si désagréables ; laissons le mal, & passons au remède que demandent

les circonstances présentes. Tant que les magistratures de Pologne seront données à vie, il est évident pour tout homme qui connoît le cœur humain, que les magistrats les plus sages & les plus justes s'acquitteront mollement de leur devoir, & que les autres sépareront leurs intérêts de ceux de la république, & travailleront à augmenter leurs richesses, ou à se faire une autorité qui leur soit propre. Les Confédérés doivent-ils donc proposer à la Diète de ne plus créer un roi, des ministres & des sénateurs que pour un très-court espace de temps? Quand on pourroit se flatter que ce projet fût adopté dans un moment d'enthousiasme pour le bien public, je réponds qu'il faudroit bien se garder de faire une pareille réforme: il y a un point de perfection auquel il est quelquefois insensé d'aspirer. Dans un pays livré depuis long-temps à l'anarchie, où les richesses ont trop de valeur, & rempli de grands seigneurs qui ont plutôt des idées d'ambition & de tyrannie que d'égalité, seriez-vous les maîtres de vous servir avec sagesse

de la loi que vous auriez portée dans la vue d'animer l'émulation & de récompenser le mérite ? Ces fréquentes élections , si sages dans une république qui n'est pas corrompue , ne seroient propres qu'à exciter une fermentation qui n'est déjà que trop constante , trop générale & trop vive ; elles multiplieroient les brigues , les cabales , les partis , les rivalités , les haines , & multiplieroient par conséquent les malheurs de la Pologne. Qui vous répondroit que du sein de cette anarchie il ne s'élèveroit pas une tyrannie accablante ? Accoutumés à ne pas compter sur votre république , à traiter de vos intérêts domestiques avec les puissances étrangères , & à tout oser parce que les grands se sont mis au-dessus des lois , ne pourroit-on pas vous prédire que la Pologne seroit ouverte aux armes des étrangers , & qu'il vous seroit impossible d'échapper à la servitude ?

Dans la situation actuelle des choses , j'ose donc avancer que , bien loin de ne conférer la royauté ou votre première magistrature que pour quel-

ques années, il importe au contraire à la Pologne de rendre la couronne héréditaire. Quelque révoltante que paroisse d'abord cette proposition, je prie, monsieur le Comte, les personnes à qui vous communiquerez cet écrit, de suspendre leur colère & d'avoir la patience d'écouter & d'examiner ensuite mes raisons. S'ils veulent pour un moment s'élever au-dessus de leurs préjugés, ne conviendront-ils pas avec moi, qu'il résulteroit de l'hérédité du trône un plus grand calme dans la république? J'en appelle à l'expérience. N'est-il pas vrai, que sous le règne du prince même le plus propre à se concilier la confiance publique, on commence à éprouver les agitations que doit causer l'élection de son successeur? On forme cent projets chimériques qu'on croit toujours pouvoir réaliser, & on sacrifie sa patrie, ses devoirs & ses vrais intérêts à ses folles espérances. L'inter-règne survient, & il se fait un ébranlement général dans la nation. Le plus petit gentilhomme se croit un personnage important, parce qu'alors

l'orgueil des grands s'humilie pour acheter son suffrage dont ils ont besoin. Toutes les lois se taisent, toutes vos provinces sont dévastées, & on diroit qu'on cherche à vous faire éprouver tous les inconvéniens de l'anarchie, pour vous préparer à obéir avec plus de docilité au roi que vous allez élire. Mais on finit par vendre la couronne, on recevoit, à la recommandation de quelque puissance étrangère, un prince qui ne vous aimera pas & que vous haïrez. On vous a achetés ou intimidés, & on n'aura pour vous aucune reconnoissance. Le nouveau roi ne songera qu'à profiter des vices & des désordres de la république, pour la subjuguier & se rendre plus puissant. Ainsi, par une action réciproque, l'élection amène un mauvais règne, & un mauvais règne prépare une élection vicieuse.

Il n'y a que l'hérédité qui puisse remédier à tant d'abus; elle seule peut donner quelque consistance à votre gouvernement, de la force aux lois, & apprendre aux Polonois que pour aimer le bien public, leur liberté ne

doit point dégénérer en licence. La royauté héréditaire produira cet effet , pourvu que le roi , borné à représenter la majesté de l'état , comme un roi de Suède , ou un doge de Venise , reçoive des hommages respectueux , & n'ait qu'une ombre d'autorité ; pourvu qu'il ne puisse plus corrompre ses sujets par des grâces & se faire des créatures aux dépens de la république ; pourvu qu'un sénat , fort différent de celui que vous avez actuellement , le guide , le conduise & l'empêche de s'égarer ; en un mot , pourvu que , dépouillé d'une autorité dont il abuse nécessairement , il ne fasse que remplir une place à laquelle tout le monde aspire , & qui ne peut être ni vide ni remplie sans exciter de grandes tempêtes dans un pays où tous les grands seigneurs ne peuvent se passer d'un roi , le haïssent s'il est capable de les gouverner , le méprisent & conjurent contre lui , si sa foiblesse leur permet d'espérer & de tenter une révolution.

Dans les entretiens ; monsieur , que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous &

avec quelques-uns de vos compatriotes, j'ai appris avec plaisir que plusieurs citoyens distingués par leurs lumières & leur amour pour la patrie & les lois, ne sont pas éloignés de rendre la couronne héréditaire. Mais, je vous l'avoue, j'ai vu avec autant de surprise que de chagrin, que les vœux de ces bons citoyens sembloient se réunir en faveur de l'électeur de Saxe. Je fais bien que les personnes qui sont à la tête de la Confédération ne sont pas capables d'une pareille erreur; cependant permettez-moi de m'arrêter ici un moment pour la combattre. Je demanderois quelles grandes obligations les Polonois croient avoir à la maison de Saxe. Ont-ils donc oublié qu'Auguste II a été accusé pendant tout son règne d'aspirer au despotisme? En effet on lui reproche avec raison d'avoir marqué très-peu de respect pour vos lois & les *pacta conventa*, & moins encore pour vos mœurs qui avoient conservé jusqu'alors une certaine âpreté convenable à des républicains, & à laquelle il a substitué une mollesse recherchée, qui

ne pouvant s'associer avec une liberté aussi agitée que la vôtre, vous annonçoit les plus grands défastres.

Vous n'avez point donné votre couronne à Auguste III, elle a été un don de la Russie; & l'ascendant que cette puissance a pris impérieusement sur vous, est l'ouvrage de ce règne foible & malheureux. Un prince à qui vous étiez suspect parce que vous ne l'aviez pas élu, vous fit l'affront de croire qu'il ne pouvoit être votre roi qu'en se faisant en Pologne le lieutenant de la cour de Pétersbourg. Le ministre auquel il avoit abandonné toute son autorité, vous a forcés de courir vous-mêmes au-devant du joug que les Confédérés veulent secouer aujourd'hui; il vous fit connoître que vous n'obtiendriez aucune grâce de votre roi que par la recommandation de la Czarine. Auguste ne se voyoit qu'à regret parmi vous; il vous oublioit à Dresde, & ne visitoit la Pologne que malgré lui. De-là les progrès de votre anarchie, & la foiblesse qui a rompu les foibles liens de votre gouvernement.

Je ne veux pas certainement que vos compatriotes conservent leur ressentiment, & punissent dans les fils les fautes des pères; mais je voudrois qu'ils aperçussent leur erreur, qu'ils en prévissent les suites, & ne fussent pas les dupes de leurs espérances. Je les prie d'examiner avec soin s'il n'y auroit aucune imprudence à choisir pour le premier magistrat d'une république, un prince déjà puissant par lui-même, & qui possède des états où il règne avec un pouvoir absolu, & je dirois presque arbitraire. Soyez persuadé que ce roi, choqué malgré lui de vos prétentions & de vos formalités républicaines, vous haïra autant qu'il aimera ses dociles Saxons. Croyez-vous qu'il soit aisé à un prince d'avoir, pour ainsi dire, en lui-même deux hommes différens, de savoir être à la fois magistrat en Pologne & despote en Saxe? Si vous ne le jugez pas capable de faire de la Saxe une république, sur quel fondement présumez-vous qu'il aura l'ame assez juste, assez noble, assez grande pour ne vouloir

I. Part. D

pas changer la république de Pologne en une monarchie absolue ?

Mais si on rendoit votre couronne héréditaire , la politique vous impose la loi de ne confier à votre roi qu'une ombre d'autorité ; je demande aux Polonois par quels moyens ils pourront exécuter ce projet , quand ils auront placé au-dessus d'eux un électeur de Saxe. Se flattent-ils qu'une capitulation nouvelle , dressée avec beaucoup plus d'habileté & de sagesse qu'autrefois , & que des *pacta conventa* dont les clauses assigneroient de la manière la plus claire les bornes de l'autorité royale , seront un rempart assuré pour votre liberté ? Toutes les nations sont pleines de ces vieux titres , de ces vieux diplomes , de ces vieilles chartes , que les souverains ne font aucune difficulté de signer & de violer. Après tant d'exemples qui nous apprennent le cas qu'on fait des sermens , quel est l'homme assez ignorant pour ne pas savoir que l'ambition gouverne impérieusement les princes , & que la justice & la vérité osent à peine bégayer quelques remontrances ,

en se prosternant aux pieds d'un monarque qui peut perdre ses ennemis & élever ses partisans à la plus haute fortune ?

Je consens que par vos nouvelles lois vous ayez ôté à votre roi toutes les prérogatives qui ont rendu ses prédécesseurs si dangereux, & vous ont forcés de recourir aux Confédérations & au *veto*. Je consens qu'il ne puisse plus corrompre ses sujets & se faire des courtisans, en donnant à des citoyens corrompus les charges, les dignités & sur-tout les utiles starosties, qui doivent être la récompense de la vertu & que vous appelez *le pain des bien-méritans* : mais empêchez-vous que votre nouveau roi, électeur de Saxe, ne se serve des revenus de son électorat pour vous acheter & vous accoutumer insensiblement à de lâches complaisances ? Non, monsieur le Comte, vos compatriotes ne feront jamais aucune loi pour empêcher que l'argent de Saxe ne passe en Pologne. Si vous me permettez de vous dire librement ma pensée, je soupçonne que les personnes qui favo-

risent la maison de Saxe , n'y songent qu'à cause de ses richesses. Je ne veux pas dire que leurs vues soient intéressées & criminelles , à Dieu ne plaise : ils sont vraisemblablement les dupes de cette fausse politique qui trompe & perd toute l'Europe ; ils croient sans doute qu'il est avantageux d'attirer chez soi beaucoup d'argent étranger , & que la Pologne sera heureuse si les richesses des Saxons contribuent en partie à ses besoins.

Pour moi , je suis persuadé que pour mériter le titre de roi , il n'y a point de prince qui ne se soumette à toutes les conditions qu'on voudra lui imposer ; & il se consolera de la contrainte où on le tiendra , par l'espérance de s'en affranchir. Quelque religieux observateur qu'il paroisse d'abord des *pacta conventa* , il est homme , vous ferez punis de l'avoir exposé à des tentations qui sont au-dessus des forces de l'humanité ; il songera à vous asservir , il en méditera le projet , & ne s'en écartera point. Nous le connoissons , me répondra-t-on ; il a trop de justice & de modération pour con-

sulter une ambition criminelle ; & sa politique est trop éclairée pour aimer mieux gouverner des esclaves que des hommes libres. Je pense exactement comme vous. Mais , répondez-moi , connoissez-vous aussi son fils , son petit-fils , son arrière-petit-fils , &c ? Dieu vous a-t-il appris par une révélation , que les princes de la maison de Saxe seront désormais des modèles de justice & de sagesse ? On vous flattera , on vous caressera , comme dans tous les commencemens d'une domination nouvelle ; mais gardez-vous bien d'être les dupes de cette fausse bienveillance. L'histoire ne vous a-t-elle pas appris que quelquefois de bons princes ont fait de grands maux à leur nation , en lui inspirant une confiance aveugle , ou en la distrayant de ses principes constitutifs & de ses vrais intérêts ? Une sécurité générale s'empare des esprits ; on ébranle d'abord les lois , sous prétexte de les perfectionner. Les nouveautés dangereuses s'accréditent , l'ancien esprit national disparoît peu à peu , c'est alors qu'on répandra de l'argent ; &

tout est perdu , parce qu'un prince qui veut acheter des amis , trouvera toujours des sujets qui voudront se vendre.

Il seroit inutile d'entrer dans le détail de toutes les pratiques qu'on pourroit mettre en usage pour vous subjuguier ; car je ne veux pas , à l'exemple de Machiavel, donner des leçons de tyrannie , & apprendre à l'injustice par quelles fraudes détestables elle peut réussir. Mais soyez sûrs que la politique est bien imprudente , ou plutôt bien aveugle , si elle exige d'un homme des vertus qui sont au-dessus des forces de l'humanité. Soyez convaincus qu'un roi trop riche par lui-même trouvera mille moyens pour éluder la force des lois. Peu d'adresse même suffira pour vous séduire , parce que vous ne demanderez qu'à être trompés ; car plusieurs de vos compatriotes m'ont avoué assez franchement , que l'argent n'a pas moins de crédit en Pologne que dans le reste de l'Europe. Ignorez-vous combien l'amour de la liberté s'affoiblit aisément & s'éteint même entièrement , si un

prince veut corrompre les ames par le luxe , la mollesse & les plaisirs ? Quand elles ont perdu leur force , combien n'est-il pas aisé de les glacer par la crainte ?

On me répondra peut-être que mes alarmes sont vaines , parce qu'en appelant l'électeur de Saxe sur le trône de Pologne , on ne manqueroit pas de porter une loi , par laquelle il seroit réglé & ordonné de la manière la plus forte & la plus solennelle , qu'après le règne de l'électeur qu'on auroit élu , les couronnes de Pologne & de Saxe seroient incompatibles. En conséquence de cette pragmatique , un des fils du roi restera en Pologne pour y former une branche régnante ; & l'autre ira régner dans les anciens domaines de ses pères. J'y consens ; mais qui m'osera assurer qu'à force d'argent , de caresses & de complaisances , le roi Saxon ne fera pas révoquer cette loi salutaire dans une Diète générale ? Les passions sont d'habiles sophistes , & leurs sophismes passeront pour des démonstrations. J'en suis sûr ; on trouvera les meilleures raisons du

monde pour prouver qu'il n'est rien de plus avantageux à la Pologne que de s'annexer en quelque sorte la Saxe, & de profiter de ses richesses, de son alliance & de ses forces.

Mais quand la corruption ne seroit point assez générale pour abroger votre loi fondamentale, je ne serois point sans crainte; car la politique, en s'occupant de l'avenir, doit préparer des obstacles aux caprices même de la fortune. Il peut se faire que le jeune électeur de Saxe, que vous aurez couronné, n'ait qu'un fils; & dans ce cas, les Polonois renverront-ils cet héritier en Saxe, ou en le retenant, le forceront-ils de renoncer à son électorat en faveur d'une branche de sa maison? Vos compatriotes, monsieur le Comte, n'auront point la dureté nécessaire pour prendre l'un ou l'autre de ces deux partis. Il est naturel, au contraire, qu'ils aient encore pour le fils la même indulgence qu'ils auront déjà eue pour le père. Cependant ces deux règnes peuvent être très-longs; on se fera accoutumé à l'union de la Pologne & de la Saxe. Avec le secours

des ducats de l'Empire , la prérogative royale aura fait des progrès , & il ne fera plus temps de s'opposer à ses entreprises. Je prie , monsieur , vos bons compatriotes de faire l'attention la plus sérieuse sur ce que je viens de dire. J'ai beau chercher , je ne trouve aucun moyen pour empêcher qu'un roi de Pologne , qui jouiroit des revenus de l'électorat de Saxe , ne devînt pas dangereux pour la nation , & fût assez juste & assez magnanime pour se refuser constamment à un pouvoir qui se jetteroit , pour ainsi dire , dans ses mains.

Pour prévenir un pareil malheur , je voudrois donc que la loi que méditent vos réformateurs , défendît à votre roi d'avoir des possessions étrangères , & qu'il renoncât d'avance à toutes les successions qu'il pourroit attendre de sa famille. D'autres motifs vous invitent encore à faire ce règlement ; & si l'on veut s'en instruire , on n'a qu'à interroger un Anglois qui connoît les intérêts de son pays ; il vous dira que l'Angleterre auroit épargné beaucoup de sang &

des sommes immenses , si son roi n'avoit pas été électeur de Hanovre. Il importe à tout état de n'avoir qu'un intérêt , & la Pologne en aura nécessairement deux , dès que son roi possédera une province en dehors. On vous associera à ses querelles , parce qu'on regardera cette politique comme un moyen de vous distraire de vos affaires domestiques , & de vous asservir. Les flatteurs de la cour crieront de toute leur force qu'il est de votre honneur de défendre les intérêts de votre roi , & les Polonois sont sans doute trop généreux pour ne pas se laisser tromper par les raisonnemens de la flatterie , quand elle empruntera le langage de la magnanimité.

Les revenus que la république accordera au roi , doivent être très-médiocres. Que les Confédérés , monsieur le Comte , se gardent de faire la faute des Anglois qui ont mis entre les mains du prince des richesses capables de le corrompre , & qui , en le rendant trop puissant , doivent affoiblir peu à peu les droits du parlement. Ce seroit un grand bon-

heur pour vous , si vous pouviez réduire votre roi à vous donner des exemples de désintéressement , de modestie , de tempérance & de modération. Plus la liste civile du prince sera petite , plus la loi qui l'aura réglée s'approchera de la perfection. Il seroit encore à propos que les revenus royaux ne fussent point établis sur des terres ou des domaines qu'on abandonneroit au roi : le produit de ces terres doit tantôt augmenter & tantôt diminuer , & cette variation deviendra un mal pour la république. Dans le premier cas , le roi sera plus riche que la Pologne ne le désire ; dans le second , il faudra suppléer à ce qui manque aux revenus ordinaires ; vous serez généreux mal-à-propos , & la porte est ouverte à mille abus. Il sera bien difficile de n'avoir pas une première condescendance ; & dès qu'on en a une , il est impossible de ne pas en avoir cent. Vous verrez que les terres de la couronne , plus malheureuses que les autres , auront toujours éprouvé quelqu'accident auquel il faudra toujours remédier. Je voudrois

donc que le roi eût un revenu fixe & réglé, qui lui seroit payé par le trésor de la nation. On pourroit dès ce moment aliéner les domaines royaux, pour les employer à une foule d'établissémens qui vous manquent, & sans lesquels votre république ne fera jamais florissante. On pourroit partager quelques-unes de ces terres en portions modiques dont on gratifieroit la noblesse qui auroit montré le plus de zèle dans le moment de la réforme, & qui dès-lors seroit plus intéressée à favoriser les lois nouvelles, & à concilier les intérêts des Diétines avec ceux de la Diète générale.

Vous sentez, monsieur le Comte, que je ne puis entrer sur cette matière dans tous les détails qu'elle demande. Je dois me borner à proposer des vues générales, parce que les circonstances où l'on se trouvera dans le moment que les troubles cesseront, & qu'il faudra établir une nouvelle constitution, décideront de ce qu'on pourra faire de plus ou de moins favorable. Dans cette tourmente, il ne

faut point perdre de vue les grands principes ; mais , en paroissant les abandonner , il faut s'en éloigner le moins qu'il sera possible , & se préparer des moyens de rentrer dans la route dont on a paru s'écarter.

Les Anglois ont eu grand tort d'abandonner à leur roi l'administration des finances ; ils ont tenté sa cupidité & celle de ses ministres , & en ont fait des intendans infidelles. Si tout maniement d'argent corrompt les hommes , ayons du moins la prudence de ne le pas confier à ceux qui , pour notre intérêt , doivent avoir les mains les plus pures , qui , par leur dignité & leur pouvoir , ont la plus grande influence dans l'état , & peuvent se promettre l'impunité. J'espère que les Polonois seront plus sages que les Anglois. Ils trouveront encore d'autres avantages dans la méthode que je propose : l'un de ne pas exposer le roi à des reproches , l'autre de pouvoir mettre plus aisément les finances de la république sur un pied convenable à ses besoins & à sa di-

gnité, sans s'écarter cependant de la plus exacte économie.

Une loi expresse doit défendre à la Diète générale de jamais acquitter les dettes du roi, sous quelque prétexte ou raison que ce puisse être. Il ne doit pas lui être permis d'acquérir des fonds, & de faire un patrimoine particulier à ses successeurs. L'argent qu'il aura amassé ou placé, par un agiotage indigne de lui, dans les banques étrangères, ne passera point à son successeur; la république en héritera. Le revenu accordé à la couronne doit être substitué ou sacré, c'est-à-dire, qu'un prince en montant sur le trône, ne sera pas tenu de payer les dettes de son prédécesseur. On sent aisément l'esprit de ces lois, & les avantages qu'elles se proposent. Le roi, contraint, malgré sa grande fortune, d'avoir de l'ordre, de l'économie, donnera peut-être l'exemple de la modestie à ses sujets, ou du moins ne les corrompra point par son luxe. S'il est avare, il le sera sans danger pour la république; s'il

est prodigue , sa prodigalité ne sera fâcheuse que pour lui & ses créanciers. Pour débarrasser le prince du soin de pourvoir au sort de ses enfans , que la république donne & assure un patrimoine médiocre aux mâles , & une dot aux filles : la famille royale se trouvera ainsi dans la dépendance éternelle de la nation. Pour le dire en passant , il seroit à propos d'établir dans l'ordre de la succession une règle pareille à ce que nous appellons *la loi salique*. Des femmes ne sont point faites pour régner sur un peuple qui veut être libre , puisque la nature les destine , dans le sein même de chaque famille , à être soumises à un mari.

Je n'ai indiqué jusqu'à présent que la moitié de l'ouvrage que les Confédérés de Bar doivent se proposer. Que serviroit , je vous prie , de ne donner à un roi héréditaire qu'un revenu médiocre , si on lui laissoit la prérogative de disposer à son gré des grâces , des faveurs & des récompenses de la république , droit dont vos rois même électifs ont abusé de la manière la plus

étrange & la plus funeste ? Le prince ne manqueroit pas de s'en servir pour débaucher les citoyens & les attacher à ses intérêts. La liberté à peine établie, ne pourroit donc subsister que pendant quelques années. Les Polonois mériteroient donc de la perdre, puisque sans défiance pour l'avenir, ils auroient eux-mêmes fourni au roi des chaînes pour les garrotter. Qu'ils n'imitent pas les Anglois, qui se plaignent continuellement des entreprises de la cour & de la corruption du parlement, & qui aiment mieux être dans des alarmes continuelles, que de convenir des vices de leur gouvernement, & de les corriger.

Il vaut mieux suivre l'exemple que les Suédois vous ont donné. Dignités ecclésiastiques, civiles & militaires, fustosties, biens royaux, tout doit être conféré, si vous le voulez, au nom du prince, & donné véritablement par la Diète générale ou par le sénat. Quand il vaquera une des premières places dans l'ordre ecclésiastique, militaire ou civil, la Diète présentera au roi trois candidats, parmi lesquels il choi-

sira celui qui lui sera le plus agréable. A l'égard des dignités inférieures , le sénat fera également la présentation de trois candidats. La loi ne manquera pas sans doute d'inviter le prince à rendre sa prérogative plus respectable en récompensant le mérite le plus distingué , c'est-à-dire , en choisissant le citoyen qui sera à la tête de la liste qu'on lui présentera. Mais comme il seroit imprudent d'espérer que le conseil de la loi fût exactement suivi , & qu'il pourroit arriver que le prince eût l'esprit gauche , le cœur dépravé , & qu'il ne consultât que ces caprices trop familiers aux grands , il seroit à propos de statuer que quand un candidat seroit recommandé pour la troisième fois par la Diète ou le sénat , il seroit du bon plaisir du roi de le préférer à ses concurrens.

Outre que par cet arrangement on enlève à la couronne le moyen le plus efficace d'augmenter son autorité , en changeant en courtisans des hommes qui doivent être libres , on attachera encore les Polonois à leur devoir. N'ayant désormais de grace , de fa-

veur, d'avancement à attendre que de la nation, l'espérance & la reconnoissance les porteront également à aimer & défendre les droits & les lois de leur patrie. N'en doutons pas, après que le temps aura effacé les préjugés & détruit peu à peu les habitudes vicieuses qu'une longue anarchie a fait naître, les sénateurs, les ministres, les nonces, les officiers qui s'acquittent aujourd'hui si mollement de leurs fonctions, deviendront des hommes nouveaux. Leur exactitude développera une émulation générale qui ne laissera parmi vous aucun talent inutile. On fera intéressé à avoir de la vertu, & l'amour de la patrie prendra enfin la place de cet esprit de cour & de flatterie qui déshonore les grands à Varsovie, & la petite noblesse dans les provinces.

Mais, dira-t-on, qui voudra d'une couronne ainsi dégradée? Je réponds qu'il faut porter dans le cœur tous les vices d'un esclave, pour dire que la couronne est dégradée par des lois qui ne font que la rappeler aux idées primitives de son établissement & du droit

fondé par la nature entre les hommes. Puisque les Suédois ont eu le bonheur de trouver un roi , pourquoi les Polonois , qui habitent une terre plus fertile & plus peuplée , feroient-ils exposés à un refus ? Je ne crois pas qu'on fasse sérieusement cette objection : mais si par hasard un prince ne veut pas d'une royauté ainsi tempérée & modifiée , j'en féliciterai la Pologne ; car c'est un grand bonheur de n'avoir pas pour roi un homme assez inconsideré pour n'estimer que le despotisme , & croire qu'il lui est utile de n'avoir aucune barrière contre ses passions. Qui de nous , foibles humains , quand il s'étudie & connoît les bornes de la raison humaine & la fragilité de nos vertus les plus sublimes , ne trembleroit pas à la vue d'une fortune dont le poids doit l'accabler ?

Quoique ce chapitre commence à être assez long , je n'ai pas tout dit , Monsieur le Comte ; & avant que de parler des autres branches de la puissance exécutive , permettez-moi de faire encore quelques réflexions sur les réglemens dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir.

C H A P I T R E V I.

Réflexions relatives aux lois qu'on a proposées au sujet de la royauté.

IL me semble que les lois que je propose relativement à la royauté, ne peuvent que plaire à la nation Polonoise. Pourquoi sentiroit-elle quelque répugnance à ôter à ses princes des prérogatives & des droits dont ils ont constamment abusé ? Par quelle erreur trouve-t-elle donc facile & commode de recourir au destructif *veto* ou aux redoutables Confédérations, pour les opposer à la puissance avec laquelle le roi corrompt tout, & domineroit impérieusement, si vous ne vous jetiez dans l'anarchie pour échapper au despotisme ? On regarde communément en Pologne le roi comme un ennemi domestique, dont il faut toujours se défier ; pourquoi donc s'y feroit-on un scrupule ou une difficulté d'établir un nouveau système, pour rendre sa di-

gnité & son nom moins suspects & plus chers à ses sujets ? Le grand-père du roi Stanislas disoit qu'il préféreroit une liberté agitée à une servitude tranquille ; mais il auroit sans doute mieux aimé vivre dans une république dont les lois auroient uni la liberté & le calme. Je regarderois comme un crime de penser , Monsieur le Comte , que les arrangemens que je viens de mettre sous vos yeux , fussent rejetés par les bons citoyens que l'amour de la patrie a placés à la tête de la Confédération , & qui depuis long-temps s'exposent , pour défendre la liberté , à des maux & à des dangers qui lasseroient un courage & une patience qui ne seroient pas héroïques.

Il est temps que la Pologne ouvre les yeux sur les vices de son gouvernement , & juge que pour n'être plus exposée aux malheurs qu'elle éprouve aujourd'hui , il faut enfin recourir à d'autres remèdes que ceux qu'elle a employés jusqu'à ce moment. Vos palliatifs , le *veto* & les Confédérations , ont agrandi les plaies de l'état , & peuvent enfin les rendre incurables.

La Pologne reçoit aujourd'hui une leçon qui doit la rendre capable de faire un retour sur elle-même. Si elle attend de plus grandes calamités pour se corriger, il est à craindre que le vaisseau si souvent battu par la tempête, démâté & qui fait eau de toutes parts, ne soit submergé au premier coup de vent.

Vous comptez que vous serez toujours en état de vous défendre, & que vous trouverez toujours en vous-mêmes les sentimens qui ont fait prendre les armes à vos pères, pour venir au secours de la république. Mais l'amour de la liberté, l'amour de la patrie, la constance, le courage, la patience, toutes les vertus ont des bornes dans le cœur humain. On a vu les Grecs, on a vu les Romains se lasser enfin d'une liberté qui leur coûtoit trop de peines & de travaux. Ces républicains si fiers alloient au-devant du joug, & flattoient bassément la main qui les opprimoit. Je crois que les Polonois sont bien éloignés de cette bassesse, je suis persuadé qu'ils méritent encore les éloges que vous leur donnez ; mais

ne commencez-vous pas cependant à entrevoir quelque altération dans leurs mœurs ? Sont-ils encore ce qu'ils étoient sous Jean Sobieski ? Un commencement de décadence, si on le néglige, n'annoncerait-il pas de plus grandes disgraces. Je le vois, Monsieur le Comte, vos compatriotes comptent trop sur le pouvoir de l'équilibre qui gouverne, disent-ils, l'Europe, & qui ne permettra pas qu'on les opprime. Mais j'ai pris la liberté de vous prouver que cette politique de l'équilibre n'est qu'une chimère. Permettez-moi de vous le répéter, n'est-il pas visible que les états gouvernés par les passions, les préjugés & les fantaisies des personnes qui sont à la tête des affaires, n'ont depuis long-temps qu'une politique de mode, & ne suivent aucun principe certain ? Quand nous serions aussi convaincus aujourd'hui qu'on l'étoit dans le siècle dernier, de la nécessité d'entretenir un équilibre entre les actions, comment défendrait-on, comment protégerait-on cette égalité de puissance, puisque tous les peuples épuisés par leur luxe,

leurs mœurs, leur système d'argent & de commerce & leurs nombreuses armées, n'ont besoin que de la paix ? à peine ont-ils commencé les hostilités, que se repentant de leurs entreprises, ils ne songent qu'à finir la guerre. D'ailleurs ne pourroit-il pas arriver qu'un prince, en apparence peu puissant, dérangerait par ses talens supérieurs tout le système de l'équilibre, & forçât ses voisins à ne songer qu'à lui ? La Pologne ne doit-elle pas enfin se détromper en voyant avec quelle indifférence l'Europe est témoin de ses malheurs ? Ne doit-elle pas trembler, en voyant qu'elle ne se soutient aujourd'hui que par le secours de la Porte, qu'on a eu tant de peine à retirer de cette longue paix qui l'avoit engourdie ? Si les Polonois ne corrigent pas leurs lois quand il leur sera permis d'avoir une Diète libre, il est évident que la Russie, qui conservera ses mêmes espérances, ne renoncera pas à ses projets ambitieux. Si elle tente encore de vous asservir, qui vous répondra que l'Europe ne se trouvera pas dans une situation telle, qu'aucune puissance ne
fera

fera en état de vous secourir ? Tant que la Pologne ne pourra être d'aucune utilité à ses alliés , pourquoi espérera-t-elle qu'ils auront la générosité de se sacrifier à ses intérêts ? Enfin , Monsieur le Comte , il en faut revenir aux grands principes ; toute nation qui ne se soutient pas par ses propres forces , ne se soutiendra pas constamment par celles de ses alliés.

Je me persuade que les grands seigneurs de Pologne , ayant un plus grand intérêt que les autres citoyens à jouir de leur liberté , sont aussi plus intéressés à donner au gouvernement une stabilité & une force qui protègent leur fortune. Leurs terres doivent ne pas produire la moitié des fruits qu'elles produiroient , s'ils comptoient assez sur les lois pour y faire des établissemens utiles ; & elles sont ravagées , dès qu'une Confédération fournit à la noblesse indigente un prétexte pour piller & butiner. Mais si la nation dissoute passe sous une domination étrangère , que deviendra cette grandeur dont on est si jaloux ? Le vainqueur confondra tout , ou plutôt sa main

s'appesantira principalement sur les grands dont toutes les prétentions choqueront les siennes. Seroit-il possible que l'espérance vague de monter sur le trône , & dont tout seigneur Polonois , dit-on , nourrit son ambition & son oisiveté , fût un motif pour quelques-uns de s'opposer à l'hérédité de la couronne , & aux modifications qu'on doit mettre à la prérogative royale ? Un pialte qui aspire à devenir roi , ne fait pas ce qu'il désire. Ses égaux , qui le voient avec douleur au-dessus d'eux , deviennent ses ennemis ; il est condamné en quelque sorte à ne régner que sur des conjurés. On se console de n'être pas roi , pourvu qu'un autre Polonois ne le soit pas ; & c'est pour s'exclure réciproquement , que les grands appellent ordinairement un étranger. Ils croient que ces élections les font respecter en Europe : erreur. Une couronne donnée par l'intrigue ou achetée par l'argent , ne sert qu'à multiplier les haines & les rivalités qui vous divisent , & qui ont excité vos voisins à ne vous laisser que les vaines apparences d'une élection libre.

Ne feroit-il donc pas utile aux grands de se débarrasser des soins cuisans que leur donne une couronne élective , & des malheurs qu'elle entraîne après soi ?

Si les grands vouloient conserver les prérogatives royales , parce qu'il leur seroit plus avantageux & plus commode d'attendre des faveurs & des distinctions du roi que de la nation , ils n'oseroient pas l'avouer. Ce seroit convenir qu'ils craignent les regards & le jugement du public , & qu'ils croient qu'il leur sera plus aisé de mériter des graces du prince par leurs assiduités & leurs flatteries , que de s'en rendre dignes auprès de leurs compatriotes , par des talens distingués & des services réels. J'oserois prendre la liberté d'avertir quelques-uns de vos grands qui ont plutôt l'ambition d'un courtisan que d'un citoyen , de se respecter davantage & d'avoir plus de confiance en eux-mêmes. Ce sont les vices de leur gouvernement qui les oppriment. C'est l'anarchie d'une république qui ne peut avoir aucune règle , ni former aucune entreprise utile , qui les con-

damne à se livrer à l'oisiveté dans leurs terres ou à la cour. Il ne faut que des circonstances plus heureuses , pour qu'ils trouvent en eux des talens qu'ils ignorent. Qu'on s'honore en faisant le bien public , & je vous réponds que les grands obtiendront plus aisément la faveur des citoyens, qu'ils n'obtiennent aujourd'hui celle de la cour. D'ailleurs ces grands peuvent-ils ignorer les avantages d'une haute naissance & d'une grande fortune ? La considération dont ils jouissent à la faveur de leur nom , leur donnera toujours un grand crédit dans les Diétines de leur palatinat, dans la république entière & dans la Diète législative. Les nations les plus libres n'ont elles pas obéi à ce préjugé qui sembleroit devoir être réservé aux monarchies ? Que ces grands soient donc fortement convaincus que sans avoir un mérite égal à celui d'un simple gentilhomme, ils obtiendront par préférence les principales dignités.

Pour la noblesse d'un ordre inférieur , il me semble qu'elle trouveroit un avantage essentiel dans les arran-

gemens que je propose. Elle doit adopter avec plaisir une constitution qui ôteroit au roi les prérogatives de disposer à son gré de toutes les dignités & de toutes les grâces ; puisque la médiocrité de son état & de sa fortune ne lui permet pas d'approcher de la cour , ou de se rendre assez recommandable pour se faire craindre & acheter. Il ne s'agira pour ces gentilshommes inconnus , que de se faire aimer & estimer dans leur palatinat. Au lieu de ne se servir de leur esprit que pour faire fortune , par des moyens bas & rampans , une nouvelle carrière s'ouvrira pour eux ; ils montreront du zèle dans leurs Diétines , & ce zèle développera des talens. A peine un gentilhomme obscur aura-t-il obtenu , à force de mérite , d'être mis dans la liste des candidats que les Diétines recommanderont à la Diète , & que la Diète présentera au roi pour obtenir des dignités , que toute la petite noblesse espérera de sortir de son obscurité. On voit , sans peine quel bien immense il doit résulter de cette espérance. Une émulation générale animera toutes les

parties de la république. L'envie de se rendre utile & de se distinguer, qu'aura tout petit gentilhomme, deviendra un aiguillon pour les grands; ils ne se négligeront plus, ils chercheront à s'instruire; & avant que d'obtenir une place, ils voudront avoir acquis les connoissances nécessaires pour la remplir. De-là la gloire & le bonheur d'une nation. Je prie de se rappeler qu'une des principales causes qui rendirent les vertus & les talens si communs dans la république romaine, c'est la rivalité qui se mit entre les plébéiens & les patriciens.

Un peuple ne doit compte à personne des changemens qu'il fait dans son gouvernement & ses lois. Le droit naturel établit ce principe; mais l'ambition des cours de l'Europe en a malheureusement établi un autre, qui ne permettra peut-être pas aux Polonois de suivre les conseils d'une sage politique. Toutes les puissances sont occupées à s'observer mutuellement, toutes tiennent à leurs préjugés, aucune ne veut se corriger de ses erreurs; & pour ne rien perdre de sa considération, on

voudroit que ses voisins fussent également incorrigibles. En méditant une réforme, vous ferez naître des sentimens divers, suivant les différens intérêts qu'on prend à votre république. Quelques puissances craindront de perdre l'influence qu'elles ont acquise dans vos affaires, si elles voient que vous commenciez à établir parmi vous un ordre & une règle qui vous feroient respecter. Les autres vous seconderont, dans l'espérance de vous avoir pour alliés & de profiter de vos forces. Cet objet important mérite quelques observations particulières, & avant que de reprendre ce qu'il me reste à dire sur la puissance exécutrice, je vous prie, monsieur le Comte, de me permettre d'examiner, dans le chapitre suivant, les intérêts des puissances de l'Europe, relativement à la réforme de vos lois.

C H A P I T R E V I I.

Comment la réforme du gouvernement Polonois doit être vue par les cours de l'Europe.

IL est juste de commencer par la Russie, dont vous vous plaignez amèrement, & qui n'a que trop d'amis & de serviteurs parmi vous. Par une extrême imprudence, ou par une suite nécessaire de vos divisions & de votre foiblesse, vous n'avez que trop souvent souffert, ou plutôt imploré sa médiation & sa garantie dans vos différens. La conduite de cette puissance à votre égard, depuis le règne de Pierre premier, vous instruit de ses vues & de ses projets. Ce ne sera jamais que malgré elle qu'elle renoncera à l'ambition de vous subjuguier, ou du moins de regarder votre pays comme une de ses provinces, & votre roi comme son lieutenant.

Je vous prie de remarquer que la Russie s'est formée dans le temps que

tous les états de l'Europe, épuisés par leur luxe, des guerres continuelles & des armées trop nombreuses, ne pouvoient plus jouir de leur première considération. La nouvelle grandeur de Pierre premier, ses forces de mer, la discipline de ses troupes, ses succès contre les Suédois, & l'ordre qu'il avoit mis dans ses finances, le placèrent naturellement dans le nombre des principales puissances, & firent rechercher son amitié. Ce prince, qui auroit dû se borner sagement à policer l'intérieur de son empire & à le peupler, s'abandonna à son ambition. Ne pouvant s'agrandir qu'aux dépens de la Porte, de la Suède ou de la Pologne, il vit qu'il étoit séparé des Turcs par des déserts, que des conquêtes en Suède le retiendroient dans le nord, & qu'en s'avancant au contraire en Pologne, il s'approcheroit des puissances qui donnent le principal mouvement aux affaires de l'Europe, & dont il vouloit se faire respecter. Il ne douta point que l'empire qu'il avoit acquis dans le Nord ne lui valût la plus haute considération dans le Midi. Une seconde

raison, monsieur le Comte, qui le porta à s'étendre de votre côté, ce fut votre anarchie même; il se flatta qu'elle favoriseroit ses entreprises, & qu'il auroit meilleur marché des Polonois que des Suédois & des Turcs.

S'il m'est permis de dire librement ma pensée, j'avouerai qu'il est surprenant que la Pologne ne soit pas déjà devenue une province de Russie. Au lieu de cette inconstance, de cette étourderie, de cette avidité dont tous les peuples de l'Europe sont les dupes depuis plus de deux siècles, si la cour de Pétersbourg eût employé la conduite admirable des Romains, qui savoient si bien mettre à profit les passions, les vices & les vertus de leurs alliés & de leurs ennemis, si bien cacher leur ambition, si bien préparer leurs conquêtes, & se faire d'abord aimer des peuples qu'ils vouloient asservir; je ne vois point comment les Polonois auroient pu échapper au danger qui les menaçoit.

Tout ce qui se passe aujourd'hui est une preuve que cette cour n'a point renoncé à ses projets d'agrandissement.

Les Confédérés doivent donc être sûrs qu'elle tentera tout pour s'opposer à la réforme qu'ils voudront faire dans leur constitution. Mais si elle s'épuise dans cette guerre, si elle dérange ses finances, si elle perd ses meilleures troupes, & que la Porte, comme elle a déjà fait à Pierre premier sur les bords du Pruth, lui impose la loi de ne plus se mêler de vos affaires domestiques; que vous importe sa mauvaise volonté? N'osant plus agir à force ouverte, ni inonder vos palatinats de ses troupes, ce ne sera que par des intrigues & des cabales qu'elle traversera vos projets. Espérez donc, il vous sera encore permis de faire de grandes choses. On diroit que la politique Russe n'a rien calculé, n'a rien prévu, & ne cherche qu'à étonner par la hardiesse & la singularité de ses entreprises, sans examiner & prévoir quelle en sera la fin. Il me semble qu'on ne peut s'empêcher de mal augurer de ses affaires; & à moins de quelques hasards extraordinaires sur lesquels il n'est jamais permis de compter, elle doit succomber avant que d'atteindre le but qu'elle

se propose par cette guerre. Ses finances seront plutôt épuisées que celles du grand-seigneur. Il est vrai que les Turcs, après une paix de trente ans qui paroît les avoir énervés, n'ont plus ces soldats que Montecuculli estimoit. Les Janissaires ont perdu leur ancien courage; & sous les généraux inexpérimentés qui les commandent, cette campagne & la suivante seront peut-être encore malheureuses: mais s'il reste quelque sentiment de superstition, d'honneur & de gloire dans l'empire ottoman, ses disgraces même ne doivent-elles pas l'irriter & l'éclairer? Il peut y reparoître un général: ces soldats qui ne savent aujourd'hui que fuir, s'aguerriront, les fautes qu'on a faites serviront de leçon, & tandis que la Porte reprendra son ancien esprit, la Russie ne pourra enfin lui opposer que de nouvelles recrues. Ajoutez à cela, que les troupes de la Confédération répandues dans toute la Pologne & la Lithuanie, où elles font la petite guerre, empêchent la Russie de réunir ses forces & de les porter toutes contre les Turcs.

Si mes conjectures ne sont pas vaines, la cour de Pétersbourg ne verra point diminuer ses succès, sans être négligée de ses alliés. Ils la serviront mal dans le déclin de ses affaires, parce que c'est une politique très-ancienne dans le monde, & assez généralement reçue en Europe, de n'être attaché à ses amis qu'autant qu'ils sont heureux, de les mal servir quand leur fortune est douteuse, & même de les trahir dans l'adversité. Mais ne nous en tenons pas à ces maximes générales. Je vous prie, Monsieur le Comte, faites attention que l'Angleterre, plus divisée que jamais par les factions qui partagent le parlement, & occupée de ses colonies, prêtes à secouer le joug, ne fera point en état de servir les vues de la Russie. Certainement elle n'enverra pas dans la Méditerranée une armée navale, pour seconder les efforts inutiles de l'escadre Russe. La Cour prévoit qu'elle aura besoin de ses forces en Amérique, & les Anglois connoissent d'ailleurs trop bien leurs intérêts, pour souffrir patiemment qu'on sacrifie le riche commerce qu'ils font dans les Echelles du

Levant, à celui du Nord. Il n'est pas même vraisemblable que le ministère puisse servir la Russie par des négociations. Si son crédit à la Porte n'est pas perdu, il doit être du moins fort ébranlé, depuis que le gouvernement a permis à des Anglois de s'embarquer sur l'escadre de Russie, soit comme officiers, soit comme simples matelots, pour la guider & l'aider dans ses opérations. Je ne fais point quel est l'état des négociations auprès du divan, j'ignore quel en est l'esprit; mais j'oserois avancer qu'il est plus aisé à la France de porter le grand-seigneur à continuer la guerre pour réparer ses disgrâces & rétablir sa réputation, qu'à l'Angleterre de l'engager à faire une paix honteuse.

Quoique le Danemarck, autre allié de la Russie, affecte beaucoup de zèle en sa faveur, remarquez avec soin que ce zèle est infructueux, & soyez sûr que la cour de Coppenhague fait des vœux secrets pour la liberté des Polonois. Outre l'intérêt général & commun de voir humilier une puissance qui affecte sans art & sans retenue

l'empire du Nord, elle n'a point oublié ses longues querelles pour les duchés de Holstein & de Sleswick. Elle conserve ses haines ou du moins ses défiances , & le traité qu'elle a fait avec la Russie ne la rassure pas entièrement. Elle doit craindre qu'en montant sur le trône , le grand-duc ne ratifie pas les conventions stipulées par sa mère ; à moins que le mauvais état de ses affaires ne l'oblige d'oublier les prétentions de sa maison , de négliger un établissement considérable dans l'Empire , & de se contenter des fiefs peu importans qu'on lui a cédés. Pour peu que le Danemarck soit instruit du crédit médiocre qu'ont aujourd'hui les traités les plus solennels , il doit trembler pour ce qu'il a acquis , & désirer avec ardeur que la réforme de votre gouvernement, dont il n'a rien à craindre , vous mette en état d'arrêter les progrès de la Russie & d'intimider son ambition.

La preuve que le roi de Prusse n'est pas sincèrement l'ami de la Czarine , c'est qu'il se contente de lui parler de son attachement sans agir ; il pourroit ,

avec ses forces & la supériorité de son génie , décider la question , & il ne le fait pas : il me semble qu'on peut tirer de-là une foule de conséquences. Il est donc évident qu'il est aussi peu attaché aux intérêts de la Russie qu'à ceux de la Pologne. Ce prince se souvient des maux que les Russes lui ont faits dans la dernière guerre ; il n'a pas oublié que le premier acte de souveraineté de la Czarine régnante a été de se déclarer son ennemie , en rompant brusquement l'alliance étroite que son mari avoit faite avec lui. Un prince ambitieux , qui jouissoit de la gloire de n'avoir pas succombé sous l'effort de l'Europe conjurée , qui touchoit enfin au moment de se venger en faisant la loi à ses ennemis , & qu'on prive de cette satisfaction , peut-il en perdre le souvenir ? La politique peut bien prescrire à ce prince de feindre des sentimens qu'il n'a pas , mais sûrement elle n'effacera point dans son cœur le ressentiment du tort qu'on lui a fait ; soyez persuadé que les passions conservent toujours leur empire.

Si les Russes sont enfin battus , si les

Turcs, comme je l'espère, reprennent leur ancien courage, je suis sûr, monsieur le Comte, que le roi de Prusse verra cette révolution avec plaisir, & ne se brouillera point avec la Porte, dont il aura tôt ou tard besoin contre la cour de Vienne & même contre la Russie. Je crois encore que ce prince ne souffriroit pas patiemment que vous vous rendissiez redoutables à vos voisins. Quelqu'habile qu'il soit à la guerre, quelqu'adresse qu'il ait à démêler les ressorts de cette intrigue cachée qui gouverne & agite l'Europe, je serois assez porté à penser qu'il ne s'opposera point à la réforme de votre gouvernement, si vous paroissez vous contenter de recouvrer votre indépendance. Il n'a rien fait jusqu'à présent qui fasse soupçonner qu'il pense que les principes d'un bon gouvernement soient le fondement de la prospérité durable des états. Il est accoutumé à ne compter que sur les talens, & en effet ils suffisent aux succès & à la gloire de son règne; & il ne verra dans vos nouvelles lois que la fin de vos trou-

bles & le commencement d'une tranquillité civile & domestique.

Si les Turcs , toujours malheureux , étoient obligés de demander la paix , j'avoue que je ne vois point comment la Pologne pourroit se défendre contre la Russie , & ne pas consentir aux conditions humiliantes qu'elle vous imposeroit. Je ne devine point d'où vous pourriez attendre quelque secours. Puisqu'on vous néglige aujourd'hui , parce qu'on craint de faire des efforts inutiles pour vous empêcher de succomber , quand vous aurez succombé , vous tendra-t-on la main pour vous relever ? Mais j'écarte , monsieur le Comte , ces tristes idées ; & , comme j'ai eu l'honneur de vous le dire , il y a toute apparence que le divan s'irritera enfin dans ses disgraces , & que la cour de Pétersbourg sera obligée la première de poser les armes. Dans ce cas , bien loin de s'opposer à la réforme de vos lois , elle seindra d'approuver ce qu'elle ne pourra empêcher. Ne doutez pas que la Porte ne favorise puissamment les vues des Confédérés ,

ne fût-ce que pour humilier davantage ses ennemis , & élever une espèce de trophée à ses victoires.

De toutes les puissances voisines de la Pologne , la plus difficile à manier , c'est sans doute la cour de Vienne. Sa politique en général est plus lente , plus réfléchie & plus constante que celle des autres cours , & selon les apparences elle doit cet avantage au gouvernement féodal de l'Empire, qui lui donne de grands titres & peu de pouvoir. Avec des vassaux qui ont de grands droits , quelquefois des forces considérables, & souvent des alliés très-puissans , on est obligé de cacher ses vues , de séduire , de s'insinuer avec adresse , & de préparer avec art l'autorité à laquelle on aspire. Quelquefois la politique autrichienne s'endort , c'est-à-dire , qu'elle semble oublier ses principes ; mais elle ne les abandonne pas , & ne fait rien qui y soit contraire.

Tout le monde sait que Charles-Quint avoit , si je puis parler ainsi , une ambition vague , qui , sans objet fixe & déterminé d'agrandissement , se portoit à la fois à toutes les entreprises

dont il espéroit tirer quelque utilité. Il paroît que ce prince a formé le caractère de l'ambition de sa maison. Ses premiers successeurs l'imitèrent ; mais l'expérience ayant enfin appris à ces princes qu'il vaut mieux finir une affaire que d'en entamer dix , ils ont mis plus d'ordre dans leur politique ; & en s'occupant entièrement de leurs intérêts préiens , ils songent à ceux qu'ils peuvent avoir un jour , & se gardent de rien faire qui puisse y être contraire.

Si la maison d'Autriche , monsieur le Comte , n'a pas profité des désordres de votre anarchie pour vous subjuguier , ou du moins pour avoir chez vous le crédit dont la Russie y jouit , vous ne le devez qu'aux affaires importantes dont elle a été occupée , depuis deux siècles , dans le midi de l'Europe. Mais je ne voudrois pas répondre qu'elle ne regardât pas vos divisions & tous les vices de votre gouvernement comme autant de moyens & de titres pour vous soumettre un jour à sa domination. Si ma conjecture est fondée , ne doutez point que la cour de Vienne ne fût très-fâchée de

vous voir sortir de votre anarchie , & ne crût cette entreprise contraire à ses intérêts & à ses espérances.

Je ne fais à quoi l'on doit attribuer l'indifférence avec laquelle elle est témoin de la guerre des Turcs & de la Russie. Est-ce une suite de ses liaisons avec la France qui vous favorise ? La maison d'Autriche voit-elle avec jalousie l'ascendant que la Russie a pris dans vos affaires ? Ou pour conserver une alliance nécessaire contre la Porte , ne veut-elle pas servir l'ambition d'une puissance qui ne pourroit , en vous subjuguant , s'approcher de la Hongrie & de l'Empire , sans devenir son ennemie ? Après avoir ouvert au conseil de la Confédération de Bar , un asile à Epérierz , pourquoi votre ministre à Vienne ne peut-il entamer aucune négociation ? Il n'est pas surprenant que n'ayant aucune connoissance des personnes qui gouvernent les cours , & ne lisant pas même les gazettes , je sois embarrassé ; mais vos Confédérés ne doivent pas l'être , & ce seroit à eux à résoudre tous ces problèmes. Quoi qu'il en soit , je crois que vous

devez tout tenter pour tenir d'abord l'impératrice-reine dans cette espèce de neutralité qu'elle montre, & ensuite pour la rendre favorable à vos projets de réforme.

Ce dernier point me paroît si important, que je ne balancerois point, à la place des Polonois, d'offrir la couronne au duc de Saxe-Teschen; & ce choix vous concilieroit tous les partisans de la maison de Saxe. Si cette proposition étoit reçue avec froideur, on pourroit élever sur le trône le futur mari de l'archiduchesse qui est à marier. J'irois même, permettez-moi, monsieur le Comte, de dire tout ce que je pense, j'irois jusqu'à prendre un archiduc pour roi. Vous me répondrez sans doute, que le duc de Saxe-Teschen n'aura vraisemblablement point d'enfans, & qu'ainsi vous vous trouverez encore exposés aux inconvéniens d'un nouvel interrègne & d'une nouvelle élection. Vous remarquerez que cette perspective ouverte à l'ambition entretiendra parmi vous l'esprit de cabale, d'intrigue & de parti, qu'on ne peut trop se hâter de

détruire ; que le gouvernement , toujours ébranlé , ne prendra aucune consistance , & qu'on perdra l'occasion la plus favorable de faire une réforme. Passant ensuite au choix d'un archiduc , dont je viens de vous parler , vous me direz que vos compatriotes sont accoutumés à craindre la maison d'Autriche. Je connois les sentimens qui accompagnent une pareille crainte , dans la multitude ; & je sens que les Polonois , en général , doivent être d'autant moins disposés à prendre le parti que je propose , qu'ils ne doutent point qu'un archiduc ne parvînt bientôt , avec le secours de sa maison , à s'emparer d'un pouvoir arbitraire.

Je réponds à ces objections , qu'il seroit aisé , en plaçant le duc de Saxe-Teschen sur le trône , de nommer éventuellement son successeur , dans le cas où il n'auroit point d'enfant mâle. Cette double élection préviendrait , si je ne me trompe , les inconvéniens que vous redoutez , & ce seroit même un moyen de vous attacher quelque maison , dont les secours pourroient dès aujourd'hui vous être utiles. Il est

vrai que l'idée d'un archiduc roi de Pologne offre d'abord quelque chose d'effrayant à des hommes assez jaloux de leur liberté pour aimer le *veto* & les Confédérations; aussi n'est-ce qu'à la dernière extrémité qu'on peut recourir à un pareil expédient, & dans le cas où ce seroit le seul moyen pour attacher la cour de Vienne à vos intérêts. Cependant il ne faut pas se faire des terreurs paniques : dans une affaire de cette importance, c'est la raison & non pas les préjugés qu'on doit consulter. Il me semble que si j'avois l'honneur, monsieur le Comte, d'être votre compatriote, & de délibérer à Epérierz, dans le conseil de la Confédération, je proposerois volontiers de placer un archiduc sur le trône, pourvu que ce fût aux conditions que j'ai établies dans un chapitre précédent.

Sans doute qu'on formeroit à Vienne de grandes espérances sur la fortune de ce Prince. On se flatteroit qu'il augmenteroit d'abord son autorité par une politique lente & constante, & qu'il se serviroit ensuite de son pouvoir pour travailler à l'agrandissement de sa maison
qui

qui l'auroit favorisé & servi dans ses entreprises. Mais tout cela ne doit paroître qu'un beau rêve qui peut amuser la ville de Vienne , mais incapable d'effrayer la Pologne. En attendant tout ce pouvoir à venir , je gagerois que l'impératrice-reine , dont toute l'Europe admire les vertus , aura plutôt la politique d'une mère qui veut établir solidement ses enfans , que celle d'une princesse ambitieuse que le despotisme seul peut satisfaire. Elle conseillera à son fils de ne pas trahir ses sermens , & de se rendre agréable à la nation qui l'aura adopté. Si elle craint que son fils , encore jeune , ne soit porté à confondre , comme la plupart des princes , l'autorité & la gloire , elle l'invitera elle même à se modérer & à ne faire naître aucune défiance. Elle lui apprendra que la voie la plus sûre de préparer les progrès de son pouvoir , c'est de paroître satisfait de celui que les lois lui confient. Pour mieux instruire son fils & l'accoutumer à son état , elle se gardera avec soin de blesser les opinions des Polonois.

Cependant cette princesse , dont on se défie aujourd'hui , ne régnera pas éternellement , & la Pologne doit sentir qu'il n'y aura plus la même intelligence entre votre roi & la cour de Vienne. Un frère n'a point les sentimens d'une mère , & selon les apparences , l'empereur sera moins occupé de la fortune de son frère que de la sienne ; & s'il n'est pas ambitieux pour lui , je ne crois pas qu'il le devînt en faveur de votre roi. En vérité , monsieur le Comte , peut-on s'alarmer sérieusement en voyant l'agrandissement & l'élévation des différentes branches d'une maison , quand on connoît un peu les passions humaines & l'empire avec lequel elles gouvernent les cours ? Les successeurs de Charles-Quint & de Ferdinand eurent-ils entr'eux cette union qui auroit fait trembler l'Empire & l'Europe entière ? Je pourrois vous citer une foule d'exemples , pour vous prouver que des princes d'une même maison ont souvent des intérêts très-différens. Mais permettez-moi seulement de vous demander si quëlque chose pouvoit être plus ridicule que

toutes ces déclamations puériles par lesquelles on tentoit d'alarmer l'Europe au commencement de ce siècle, quand il s'agi toît de la succession d'Espagne. Que devint cette masse de pouvoir qui devoit tout écraser ? A peine Louis XIV avoit-il fermé les yeux, que les François & les Espagnols, qui ne devoient plus former qu'un peuple, prirent les armes & se firent la guerre.

Un archiduc que vous élèveriez sur le trône, renonceroit à tout ce qu'il peut attendre des successions de sa maison, & par-là il s'attacheroit plus étroitement à vous. Si la cour de Vienne n'emploie que les voies de l'insinuation pour accroître l'autorité de son archiduc votre roi, vous pouvez vous suffire à vous-mêmes. En effet le patriotisme que votre nouveau gouvernement aura fait naître est un rempart impénétrable contre l'intrigue & la corruption. Si elle veut mettre en usage la force, ce qui n'est pas vraisemblable, vous trouverez des alliés tout faits dans les ennemis naturels de la maison d'Autriche. Vous aurez la Porte, vous aurez les princes de l'Empire, vous au-

rez peut-être la Russie. Cette bourrasque même pourroit vous devenir utile, & vous attacher plus fortement à vos nouvelles lois; car les hommes sont sujets à s'affoupir dans le sein d'une liberté & d'un bonheur dont ils jouissent avec trop de sécurité. Le temps fera enfin ce que la politique seule auroit dû faire, & les branches autrichiennes qui régneront à Varsovie & à Vienne, se regarderont comme des maisons étrangères.

De toutes les autres puissances de l'Europe, il n'y a que la Suède & la France qui puissent s'intéresser sincèrement aux progrès de vos affaires & à la réforme de votre gouvernement. La première craint la Russie & la hait; cette crainte & cette haine que vous partagez avec la Suède, doivent servir de fondement à votre liaison. La Livonie a été autrefois une pomme de discorde entre les Suédois & vous; mais ces anciens différens ne subsistent plus, & vous n'avez aujourd'hui que des raisons de vous aimer. La Suède verra avec plaisir que vous adoptez les principes de son gouvernement, &

ce fera pour elle une raifon de vous aimer , de vous fervir & de vous aider autant qu'elle pourra ; mais fans s'écarter de la politique pacifique dont elle a befoin pour confolider fa nouvelle conftitution , & fe défaire des préjugés , des erreurs , & , qu'il me foit permis de le-dire , des vices qui nuisent à la sûreté de fon fage gouvernement. Bien loin d'être jaloux des forces que vous acquerrez en fortant de votre anarchie , les Suédois les regarderont comme leur propre bien , & efpereront de s'en fervir utilement contre la Ruffie , fi cette puiffance ne renonce pas à l'ambition dont elle inquiète fes voifins. Comptez de votre côté fur les fecours & les diverfions de la Suède ; mais elle ne fe piquera point , car fa fituation ne lui permet pas encore cette politique fublime , elle ne fe piquera point de la gloire d'obliger des ingrats & une république en défordre , qui n'eft pas en état d'avoir une volonté , de prendre une réfolution certaine & de fe défendre elle-même : elle attendra , pour vous fervir , que votre alliance puiſſe lui être avantageuſe. Dès

aujourd'hui son histoire & ses lois peuvent vous être de la plus grande utilité, & vous pourrez y puiser les plus importantes leçons. Les Suédois ont été aussi malheureux que les Polonois avant la célèbre révolution de Gustave Vasa ; & ce qu'ils ont fait depuis peut vous instruire de ce que vous pouvez & devez faire.

La France est l'alliée naturelle de la Pologne, & comme la Suède elle ne peut que gagner à voir augmenter vos forces & votre puissance. Il seroit inutile, monsieur le Comte, de rapporter ici toutes les raisons qui l'ont empêchée de se déclarer ouvertement en votre faveur ; il suffit de voir sur la carte, par quelles vastes provinces la Pologne & la France sont séparées, pour juger que nous ne pouvions point vous aider par nos armes ; mais nous avons engagé le grand-seigneur à prendre votre défense, & c'est vous avoir rendu le service le plus important. Si la France entend ses intérêts, & sans doute elle les entend, elle invitera puissamment la Porte, son alliée naturelle, à se venger de ses disgrâces & recouvrer

son ancienne réputation. Elle secondera les desirs que vous avez de changer vos lois & de donner une nouvelle forme à votre gouvernement. Plus vous lui ferez connoître vos intentions à cet égard , le zèle & les espérances des Confédérés , plus vous augmenterez l'ardeur que nous avons de vous être utiles. Si vous devez cacher vos projets & vos espérances à la cour de Vienne , vous ne pouvez au contraire les montrer avec trop de confiance au ministère de Versailles. Il lui importe que la Pologne , dont la prospérité ne peut jamais lui donner aucune inquiétude , forte de son anarchie & devienne une puissance sur laquelle on soit en droit de compter. Il lui importe d'avoir dans le Nord un allié qui puisse faire des diversions utiles , & qui par sa position soit en état d'attaquer les puissances qui tenteront de nous nuire.

Vous devez ne rien craindre , & même ne rien espérer des autres puissances. L'Angleterre , ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire , s'est fait des affaires trop sérieuses avec ses colonies , pour vouloir se mêler des

vôtres. Le beau temps des Provinces-Unies est passé ; à force de s'être mêlées des querelles des rois , d'avoir été les dupes de la politique de l'équilibre , & fait dans l'Europe un rôle trop considérable pour leurs forces , elles sont tombées dans un état d'épuisement & de foiblesse dont personne ne se doutoit, & que l'avant-dernière guerre a fait connoître à tout le monde. La Hollande a pris enfin par nécessité , les principes de conduite qu'elle auroit dû adopter par sagesse après la paix de Westphalie. Elle ne s'occupe aujourd'hui que de son commerce ; après l'avoir fait fleurir en menaçant de ses armes ceux qui auroient voulu le troubler , elle veut le conserver prudemment par des complaisances. Pour naviguer librement dans la mer Baltique , elle observera la plus exacte neutralité au sujet des affaires du Nord. Que leur importe que vos lois soient sages ou non ? ce qui les touche uniquement ou préféablement à tout , c'est le bled que les Polonois vendent à Dantzic, & qu'elle achète pour nourrir une partie de ses habitans, ou le revendre dans toute l'Europe.

L'Espagne, le Portugal & les princes d'Italie ne vous feront, je crois, d'aucun secours. La plupart de ces puissances paroissent ne point porter leurs regards jusque dans le Nord. Occupées de leurs intérêts présens, elles ne veulent pas s'inquiéter à prévoir & à prévenir les événemens que la fortune peut amener, & qui, selon les apparences, n'influeront jamais beaucoup dans leurs affaires. Le pape, qui exerce chez vous une vraie magistrature par son nonce, devrait ne pas oublier combien il seroit avantageux pour lui que votre république devînt ce qu'elle devroit être. Mais je me suis déjà trop écarté de l'objet qui doit principalement m'occuper; & il est temps, monsieur le Comte, de revenir à la réforme de votre gouvernement, & de vous entretenir des moyens que vous devez employer pour établir dans votre république une puissance exécutive.

CHAPITRE VIII.

De la puissance exécutrice relativement au sénat & aux ministres ou grands officiers de la couronne.

EN traitant jusqu'à présent de la puissance exécutrice, je n'ai parlé que du roi, & n'ai songé qu'à réparer la faute que vos pères ont faite de lui confier l'exécution des lois & toute l'administration des affaires publiques ; vos malheurs ont été une suite nécessaire de cette imprudence. Mais après avoir repris une autorité dont vous n'auriez jamais dû vous dessaisir, ne croyez pas qu'il ne vous reste plus rien à faire. Vous avez vu les raisons qui m'ont déterminé à penser qu'il vous importe d'avoir un roi héréditaire ; & avant que de vous exposer mes idées sur la manière dont vous devez former le sénat qui doit le conseiller, l'instruire & le guider, permettez-moi d'ajouter que pour établir solidement votre

tranquillité , vous devez déclarer de la manière la plus forte & la plus solennelle , que la personne du roi est inviolable & sacrée.

S'il est permis de lui demander compte de sa conduite , de le juger & de le punir , n'est-il pas certain que vous conserverez dans votre nouveau gouvernement la plupart des vices de l'ancien ? Ne nous flattons pas : les passions & les préjugés avec lesquels on est familiarisé par une longue habitude , ne disparoissent point en un instant , & ils nous gouvernent encore à notre insçu , quand nous croyons de bonne foi en être débarrassés. Dans un pays tel que le vôtre , où plusieurs citoyens jouiront d'une fortune presque égale à celle du prince , soyez persuadé , monsieur le Comte , qu'ils regretteront pendant long-temps leurs espérances chimériques , mais flatteuses , de monter sur le trône , ou du moins le droit qu'ils croyoient avoir de le vendre ou de le donner. Il subsistera un certain mal-aise , une certaine inquiétude , & par conséquent une fermentation sourde & secrète , qui ,

en vous empêchant de jouir du bonheur que les nouvelles lois vous promettent, travailleront fans cesse à faire revivre les anciens abus. Si le sort du prince n'est pas incontestablement affermi, on voudra qu'il réponde des caprices de la fortune, des injustices ou des négligences de ses officiers; on ne lui pardonnera même pas des distractions ou des fautes inséparables de la foiblesse humaine; on lui fera des crimes de tout, dans l'espérance de rétablir l'ancien désordre, & de s'emparer encore de la couronne. La Pologne feroit donc encore agitée par des intrigues, des cabales & des factions continuelles. Avant que l'usage de vos Confédérations fût oublié, on y auroit encore recours; & dès que la guerre civile feroit une fois allumée, qui pourroit répondre du sort de vos nouvelles lois & de votre république? Tout cède à la force, & ne doit-on pas craindre que les vices & les préjugés anciens ne se montrent avec d'autant plus d'emportement qu'on aura tenté de les gêner par les lois?

De ce qu'il vous importe que la per-

sonne du roi soit inviolable, j'en ai conclu qu'il falloit diminuer autant qu'il est possible ses devoirs, ses fonctions & sa prérogative. Car il me semble, monsieur le Comte, qu'il faut renoncer aux notions les plus simples du sens commun, pour permettre qu'un homme qu'on ne peut ni ne doit juger ni condamner, & qui auroit par conséquent des passions plus impérieuses & plus impatientes que les nôtres, fût chargé de toute l'administration publique, c'est-à-dire, pût impunément commettre les attentats les plus funestes à la société. C'est en conséquence de ces réflexions que je vous ai proposé de borner, autant qu'il vous sera possible, les devoirs du roi. Il est juste qu'il ne puisse rien par lui-même & par sa propre autorité, puisqu'on ne lui demandera compte de rien.

C'est donc dans les mains du sénat, dont le roi ne fera que le président, qu'on doit déposer toute la puissance exécutive. Mais pour que ce corps remplisse fidèlement ses fonctions, sans être jamais tenté d'abuser de son pou-

voir, il faut nécessairement établir un nouvel ordre de choses, qui en forçant les Polonois à prendre de nouvelles idées, dérouté, si je puis parler ainsi, leurs passions & leurs habitudes. Il est indispensable, pour que la nation donne sa confiance au sénat, qu'elle choisisse elle-même les personnes qui le composeront. Si ce corps étoit chargé du soin de se recruter & de choisir ses membres, qui ne voit pas qu'il auroit bientôt des intérêts séparés de ceux de la nation? Les sénateurs, d'abord unis pour corrompre la noblesse & la façonner au joug, se diviseroient dès qu'ils auroient réussi dans leur fatale entreprise, & la tyrannie du sénat ne tarderoit pas à dégénérer en une oligarchie séditeuse. Les Polonois auroient donc leurs triumvirs qui partageroient entr'eux toute la puissance publique, jusqu'à ce qu'un César ou un Octave se rendît enfin le maître de tout. Il me seroit aisé de développer la marche & les progrès d'une pareille révolution; il suffiroit de faire connoître la nature de nos passions, qui s'irritant & par

l'espérance de réussir & par les obstacles qui les contrarient, nous poussent souvent au-delà du terme que nous nous proposons, & nous obligent de soutenir toujours une entreprise injuste par une nouvelle injustice.

Je crois qu'il est facile de démontrer qu'une république ne peut être sagement administrée, qu'autant que la puissance législative nomme elle-même les ministres qu'elle charge de l'exécution des lois, & conserve le droit de leur faire rendre compte de leur conduite & de les juger. Je vous prie de vous rappeler combien vos pères, en abandonnant au roi le privilège de nommer aux places qui confèrent la dignité de sénateur, ont accumulé de maux sur leurs têtes. Vous voyez combien les Anglois se trouvent mal de ne pas choisir eux-mêmes les conseillers & les ministres du prince. S'il est foible ou peu éclairé, il ne sera entouré, malgré les bonnes intentions, que par des intrigans qui le tromperont; tandis que d'autres intrigans feront des efforts continuels pour les chasser & s'emparer de leurs

places ; ainsi le gouvernement sans caractère altère sans cesse celui de la nation. Si le prince a des lumières , on lui déguisera la vérité , & la flatterie le gouvernera par les passions , sans qu'il s'en apperçoive. S'il est dur , ambitieux & injuste , il n'aura dans son conseil que des complices de son injustice & de son ambition. S'il est timide , ses ministres seront sans énergie. C'est ainsi qu'avec les lois d'un peuple libre , les Anglois sont presque toujours les dupes de la cour , oublient & perdent insensiblement leurs principes : à force de se vendre , ils ne mériteront plus qu'on se donne la peine de les acheter.

Les sénateurs ne doivent avoir aucune part à la puissance législative. S'il leur est permis de se confondre dans la Diète avec les nonces , & d'y délibérer , vous sentez que sous prétexte de la connoissance des affaires courantes , ils y auront trop de crédit ; & que l'autorité dont ils doivent rester revêtus après la séparation de l'assemblée législative , achèvera de les rendre les maîtres de la pluralité

des suffrages. Bientôt vous n'aurez donc que des lois favorables à l'ambition du sénat , & contraires à la liberté du corps qui représente la nation.

Si je borne le sénat à être le ministre & l'organe des lois , je lui abandonne toute la puissance exécutive. Rien ne doit le gêner , ni suspendre l'exécution de ses décrets. Son autorité s'étendra également sur toutes les branches de l'administration , soit au-dedans , soit au-dehors ; il convoquera les Diètes & les Diétines extraordinaires , quand des besoins ou des dangers imprévus l'exigeront ; & les universaux qu'il expédiera en cette occasion , contiendront les motifs de cette résolution & les objets sur lesquels on délibérera ; afin que les palatinats soient à portée de donner des instructions à leurs nonces , & de faire connoître le vœu général des citoyens. Les ordres ou décrets du sénat seront exécutés comme des lois ; sauf aux personnes qui seroient lésées , de protester respectueusement & de porter leurs plaintes à la Diète générale pour

demander une réparation légitime. Pendant long-temps vos lois qui n'auront pas proscrit tous les abus & tout prévu, paroîtront ne vous pas suffire ; car les Confédérés auront sans doute la prudence de ne pas accabler ou révolter la république, en voulant à la fois corriger tous les vices & pourvoir à la fois à tous les besoins. Quand la loi paroîtra se taire, ou que le sens en fera équivoque, le sénat aura le droit de faire des réglemens ou des interprétations provisoires, qui n'auront force de loi que jusqu'à la prochaine Diète, qui les rejettera ou les adoptera à son gré. Il est de la plus grande importance pour une république qui se forme, & pour la vôtre sur-tout, qui est accoutumée depuis si long-temps à l'anarchie, qu'aucune indécision ne suspende le cours & le jugement des affaires. Si les réglemens provisoires sont sages, la puissance législative profitera des lumières du sénat pour mieux connoître les besoins de la nation. Si elle les annule ou les modifie, les lois nouvelles qu'on publiera instruiront les sénateurs & aide-

ront à fixer leur politique & son caractère.

Il faut tâcher d'établir pour l'examen & l'expédition des affaires, des formes dont il ne soit jamais permis de s'écarter; car les hommes, avec des passions si vives & une raison souvent si foible & si incertaine, ont besoin d'une méthode pour trouver la vérité, & sur-tout pour ne s'en point écarter. Si la Diète est assez sage pour s'imposer à elle-même des lois & des formes propres à prévenir toute erreur; il lui sera aisé de donner au sénat une constitution & des réglemens qui le mettront dans la nécessité d'étudier, de connoître & d'aimer ses devoirs. On établira des conseils selon les différens besoins de la république, & ils feront au sénat le rapport de toutes les affaires dont il doit décider. Le chancelier recueillera les voix; & en cas de partage, celle du roi sera comptée pour deux, & départagera le sénat, dont l'activité ne doit jamais être suspendue. Le résultat des délibérations sera porté sur les registres, & souscrit par les sénateurs qui auront été de

l'avis dominant. Le greffier ou secrétaire du sénat aura soin d'inscrire de sa main au bas de l'acte le nom de tous les sénateurs présens à la délibération, & qui n'ont pas été de l'avis qui a prévalu. Ces registres seront communiqués à la Diète, quand elle les demandera; & les nonces pourront s'instruire à la fois de l'assiduité des sénateurs, & du degré d'estime que la nation doit aux talens, aux lumières & à la probité de chacun d'eux. Quand les actes du sénat seront expédiés & rendus publics, ils ne seront signés que du roi & du ministre au département duquel ils sont relatifs. Si ces actes avoient passé contre l'avis du roi & du ministre, ni l'un ni l'autre ne se fera cependant un scrupule de cette signature qui n'est pas une marque d'approbation, mais qui déclare seulement que l'acte est authentique.

Jamais la politique ne conseillera de conférer une autorité à vie; elle craindrait de corrompre ceux qu'elle veut employer à faire le bien. En effet, quel moyen lui resteroit-il pour

empêcher que le citoyen qu'elle aura revêtu d'une autorité perpétuelle, n'oublie pas qu'il ne doit être qu'un simple citoyen chargé de la censure de ses semblables & de la défense des lois ? Tantôt il abusera de son crédit pour se rendre plus puissant, & tantôt il ne s'en servira qu'avec une mollesse qui n'est guère moins funeste pour la société. Plus la Pologne a été exposée jusqu'à présent à ces abus, plus elle doit prendre de précautions pour les déraciner. Songez, monsieur le Comte, & rappelez, je vous prie, à la Confédération, que vos ministres ou vos quatre grands officiers sont parvenus par une longue suite d'usurpations, à disposer arbitrairement des affaires de leur département. Qu'en devoit-il résulter ? Le sénat n'a conservé aucun droit parce qu'il ne lui restoit aucun pouvoir, & les sénateurs, contents d'un titre & d'une considération qui forçoient les arbitres ou les tyrans de la république à les ménager, se crurent au-dessus des lois qu'ils méprisèrent, & négligèrent la patrie & leurs devoirs. A peine dans les assemblées les

plus nombreuses , après les convocations les plus solennelles , & dans les circonstances les plus critiques & les plus importantes , compte-t-on à Varsovie cinquante ou soixante sénateurs. Si j'osois le dire , cette indifférence des plus grands personnages de la république me persuaderoit que l'amour de la patrie n'est qu'un sentiment bien foible en Pologne , & qu'il n'a pas formé toutes ces Confédérations qui se sont vantées de s'armer pour défendre la liberté.

Il est fâcheux que la dignité de sénateur soit attachée à de certaines places ou à de certaines charges qui sont données à vie , & qu'il soit absolument impossible de faire à cet égard le moindre changement. J'espère que des évêques , des palatins & des castellans nommés désormais par la nation , s'acquitteront de leurs fonctions avec plus d'exactitude , de fidélité & de zèle que leurs prédécesseurs , qui n'ont dû trop souvent leur élévation qu'à leur argent , à des intrigues , des bassesses ou des flatteries. Mais à vous parler franchement , monsieur le

Comte, je ne compterois guère sur ces espérances, si l'on négligeoit de mettre dans le gouvernement un ressort capable de porter désormais les sénateurs au bien, & de leur donner un nouvel intérêt & un nouveau caractère. Il est d'autant plus nécessaire de rompre les habitudes de paresse, d'indifférence & d'inertie, contractées sous le gouvernement actuel, qu'il n'est pas possible de vous débarrasser de votre malheureux sénat, & d'y introduire de nouveaux évêques, de nouveaux palatins & de nouveaux castellans. Je vous parle, monsieur le Comte, avec une franchise qui seroit bien ridicule, si vous & les autres chefs de la Confédération de Bar, vous n'étiez pas capables d'entendre les vérités les plus fâcheuses quand elles sont utiles à votre patrie. Il faut donc que les lois qui établiront une nouvelle constitution dans le sénat, tendent à développer des vertus & des talens qui méritent aux sénateurs la confiance & l'estime du public. Qui produira cette heureuse révolu-

tion ? L'amour de la patrie , de la liberté & de la gloire ?

Les réformateurs ne produiront aucun bien , s'ils se contentent de louer magnifiquement ces vertus , & d'en ordonner impérieusement la pratique. La législation demande plus d'art ; & comme le laboureur prépare avec soin ses champs, & commence par détruire tout ce qui pourroit étouffer sa semence , de même le législateur , pour faire naître les vertus qu'il désire , doit travailler d'abord à écarter les obstacles qui s'y opposent. Autant que j'ai pu me mettre au fait de votre administration , il me semble que tout le mal vient de vos quatre ministres , le grand chancelier , le grand général , le grand maréchal & le grand trésorier ; & ce que je dirai de ces officiers de la couronne , conviendra également à ceux du duché de Lithuanie. La puissance despotique dont ils se sont tous emparés dans les différentes parties de leurs départemens , a détruit le pouvoir des Diètes , avili le sénat , & jeté les sénateurs dans une apathie
qui

qui ne devoit se trouver que dans le divan du grand seigneur. J'ose vous prédire que si vous laissez subsister ce despotisme, vous ne ferez qu'une réforme inutile.

Il ne suffit point, je crois, que les grandes dignités dont je viens de parler soient conférées désormais par la Diète générale, pour qu'on puisse espérer de voir dans l'administration un changement favorable. Les abus accrédités depuis long-temps, c'est la marche des choses humaines, se sont enfin convertis en autant de droits; & ces droits dont on est si jaloux, sont plus propres à corrompre vos grands officiers, que toutes les lois à les contraindre de ne faire que le bien. La force de l'habitude les entraînera, & il leur sera encore trop aisé d'être injustes pour qu'ils ne continuent pas à l'être. Ils ont une cour qui les corrompt; elle leur persuadera que c'est vous qui êtes injustes en voulant diminuer ou régler leur autorité; & qu'ils se dégraderoient s'ils n'étoient plus les maîtres de la fortune de leurs amis & de leurs ennemis. Ils combat-

tront vos lois nouvelles avec d'autant plus de succès, que l'esprit national est accoutumé à leurs prétentions. On croira que leurs plaintes & leurs demandes sont légitimes ; & il n'en faudra pas davantage pour renverser l'édifice que vous aurez élevé sur de mauvais fondemens.

Dans cette occasion , monsieur le Comte , il ne s'agit pas d'user de ménagement. Au lieu de vos quatre ministres perpétuels , & dont je défie toute la politique humaine de jamais rien faire de bon , ni même de supportable , voici ce que j'imaginerois. Je voudrois d'abord que la loi fondamentale , après avoir exposé avec autant de force que de vérité les abus monstrueux qui résultent de vos ministres à vie ; prouvât de la manière la plus évidente qu'il est impossible de faire aucun bien sans changer entièrement cette forme d'administration. En conséquence elle ordonnera que les charges de ministres , au lieu d'être conférées à vie , ne seront plus données que pour quatre ans , & ne pourront être confiées qu'à des sénateurs.

Ces quatre ministres, au lieu de gouverner seuls les affaires de leur département, présideront désormais un conseil composé de six sénateurs, & dans lequel tout se décidera à la pluralité des voix. Ce conseil examinera toutes les affaires qui y sont relatives, & en fera le rapport au sénat assemblé, qui décidera définitivement. Les quatre conseils des quatre ministres s'assembleront séparément deux fois par semaine, à des jours & des heures marquées, avec la faculté de s'assembler plus souvent quand l'importance ou la multiplicité des affaires l'exigera. Le même sénateur ne pourra jamais être en même-temps conseiller dans deux conseils différens. Je voudrois qu'à chaque Diète générale, qui continuera à se tenir tous les deux ans, les trois plus anciens conseillers de chaque conseil vissent finir leur magistrature, & que les nonces nommassent leurs trois successeurs. Tous les quatre ans les ministres abandonneront leur place, & je souhaiterois que la Diète ne pût choisir leurs successeurs que parmi les sénateurs qui

auroient été honorés d'une place de conseiller dans un conseil. Les ministres & les conseillers ne pourront rentrer dans un conseil qu'après une interstice de deux ans. La loi doit défendre de la manière la plus forte & la plus expresse de continuer ces magistrats dans leurs fonctions. On doit être persuadé que , si cette règle souffroit quelque exception en faveur du mérite , & dans quelques conjonctures difficiles , les ambitieux & les intrigans en profiteroient bientôt , pour s'emparer d'une autorité perpétuelle.

Vous voyez , monsieur le Comte , que je remonte jusqu'à la racine du pouvoir arbitraire pour la couper ; mais je ne veux pas prévenir vos réflexions , & je continue. Je demanderois qu'un ministre en sortant de charge , rentrât dans la classe des simples sénateurs ; car si on lui réserve le droit d'entrer comme conseiller honoraire dans le conseil qu'il aura présidé , il pourra faire des cabales pour y conserver une autorité qui gêneroit les délibérations , & substituerait

bientôt l'esprit de parti à l'amour de la patrie. Peut-être même que pendant le temps de son ministère ou de sa présidence , il noueroit des intrigues pour avoir un successeur qui n'eût qu'un vain nom , & se faire ainsi une magistrature perpétuelle. Je crains prodigieusement l'intrigue : on ne sauroit prendre trop de précautions contre ses ruses destructives de tout bien ; parce que rien n'est plus aisé , même pour un sot , que d'être un habile intrigant. Je voudrois encore que l'on pût être ministre deux , trois , quatre & même cinq fois ; il est important pour le bien public , qu'étant parvenu à la dignité la plus éminente de l'état , on ait encore quelque chose à désirer. Il est des ames que le repos fatigue , offrez-leur un aliment toujours nouveau ; attachez-les à la république par une espérance raisonnable de réussir , afin qu'elles n'enfantent pas des projets pernicioeux. Qu'on désire d'avoir plusieurs fois la même dignité , & dès-lors il se formera de grand magistrats. En exerçant une première magistrature , on

songera à mériter une seconde fois les suffrages de la nation ; & l'activité inquiète des esprits qui pourroient nuire à la république , tournera toute à son profit en développant les talens. La loi sera très-sage qui accordera des distinctions assez considérables aux ministres & aux conseillers de leurs conseils , pour que les sénateurs souhaitent fortement de parvenir à ces honneurs , & commencent à travailler de toutes leurs forces à s'en rendre dignes. Il me semble que dès qu'un grand nom ou de grandes richesses ne tiendront plus lieu de tout , la Pologne doit prendre une face nouvelle : le mérite ne sera plus condamné à languir dans l'obscurité ; une sorte de paresse qu'on reproche aux Polonois disparaîtra ; les esprits s'éclaireront ; & la république , en voyant à sa tête tous les hommes distingués qu'elle ne connoît pas aujourd'hui , se fera enfin des principes certains & fixes relativement à chaque partie de l'administration.

J'assigne un terme très-court aux magistratures , pour ménager l'impä-

tience des ambitieux qui les désirent , & empêcher que leurs cabales & leurs intrigues ne troublent l'état. D'ailleurs les magistrats ne doivent avoir le temps ni de s'accoutumer à l'autorité dont ils sont revêtus , ni de former des projets ambitieux , soit au-dedans , soit au-dehors , ni de se laisser de leurs fonctions. Il est difficile aux personnes qui se sentent une certaine fierté , ou qui ont des talens supérieurs , d'exercer un grand pouvoir sans désirer de le conserver : le bien de la république exige donc que vous ne leur laissiez aucun moyen de réussir ; & dès-lors leur ambition se soumettra aux règles , & se nourrira des espérances que vous aurez fait naître.

Observez , je vous prie , qu'il est difficile de sacrifier toute sa vie au bien public. Il n'y a que de grandes ames (& elles sont rares aujourd'hui , même dans les nations les plus libres) , qui soient capables de cet effort ; mais on peut , sans être un héros , lui donner quatre ans de sa vie , & pendant ce temps si borné ne se point relâcher de ses devoirs. Permettez-moi de le

répéter, cet ordre ne feroit pas plus tôt établi, que la paresse & l'ignorance disparoîtroient. Les talens se développeroient & les vertus se multiplieroient, parce qu'on fera fans cesse aiguillonné par une ambition honnête & généreuse. Dans quelque degré d'élévation qu'on se trouve, il restera toujours un honneur plus élevé auquel on aspirera. Les simples sénateurs fouhaiteront d'obtenir une place de conseiller dans les conseils. Ces conseillers s'appliqueront à se rendre dignes du ministère. Les ministres s'acquitteront de leurs devoirs de manière à mériter d'être encore élevés aux mêmes honneurs. Je vois partout les fruits heureux de l'émulation. Il faudra nécessairement que les ministres prennent l'esprit de la nation, au lieu de lui donner le leur. Ainsi le même esprit & le même caractère se perpétueront. Je vois naître le respect pour les lois, & le gouvernement acquerra en peu d'années la confiance des citoyens.

Quand j'ai eu l'honneur, monsieur le Comte, de vous exposer quelques

unes de ces idées dans nos entretiens , je me rappelle que vous m'avez dit que vous aviez parmi vous des gentilshommes distingués par leur naissance , leurs charges & leur fortune , qui , à la faveur de votre anarchie , s'étant emparés de toute l'autorité dans leur palatinat & leur Diétine , disposent des places de nonces , & s'opposeront à tout projet de réforme , si on ne les gagne par quelque distinction qui étende leurs espérances & leurs vues. Il vous a paru qu'en ouvrant aux nonces l'entrée des conseils dont je viens de parler , les réformateurs seroient sûrs des suffrages de toute cette noblesse. Le seul inconvénient que j'y voie , c'est que , pour lui plaire , vous ne vous exposiez à choquer les préjugés & l'orgueil des sénateurs , qui me paroissent beaucoup plus à craindre. Ce n'est qu'un doute que je vous propose : & il n'appartient qu'aux personnes qui , comme vous & les chefs de la Confédération de Bar , connoissent parfaitement les mœurs , le génie & les affaires de votre république , & tous les détails

de l'administration dans vos provinces , de peser les avantages & les désavantages de cet établissement.

Si vos nonces , comme les députés au parlement d'Angleterre , jouissoient d'une prérogative qui dût durer pendant plusieurs années ou Diètes consécutives , il ne faudroit en aucune façon souffrir qu'ils entraissent dans les conseils des ministres en qualité de conseillers. En effet , il seroit très-dangereux que des hommes qui ont part à la puissance législative , eussent encore une influence principale dans les opérations de la puissance exécutive. Ce seroit confondre deux autorités qu'il importe de tenir séparées , si on veut qu'après s'être embarrassées , elle ne se détruisent mutuellement. Les divisions qui en naîtroient nécessairement dans vos conseils , & qui de là se répandroient dans toute la Pologne , vous ramèneroient peut-être à cette anarchie que vous voulez détruire , & dont les idées ne s'effaceront que lentement dans les esprits. Tantôt le sénat se serviroit des nonces agrégés à son ordre , pour dicter ou

gêner les opérations de la Diète. Tantôt les nonces voudroient dominer impérieusement dans les délibérations du sénat , parce qu'ils se sentiroient appuyés de toutes les forces & de tout le crédit de leur ordre. Ainsi , au lieu d'avoir une république vraiment libre & fondée sur des principes certains , votre politique flotteroit encore au gré de vos passions , vous n'aurez qu'un gouvernement vague , qui penchant tour-à-tour vers l'aristocratie ou la démocratie , ne prendroit aucun caractère décidé.

Puisqu'à chaque tenue de la Diète générale , vos Diétines sont une nouvelle élection de nonces , un usage qui est très-pernicieux en Angleterre ne vous exposeroit , selon les apparences , à aucun danger. Mais on peut demander si les nonces qui auront été agrégés au sénat , doivent y être incorporés pour toujours ; ou s'il importe , quand le temps de leur magistrature sera expiré , qu'ils rentrent dans l'ordre dont ils sont sortis. Je me déclarerois pour le dernier parti. Le sénat , composé de tous les évêques ,

de tous les palatins & de tous les castellans , n'est déjà que trop nombreux. En y agréant encore les gentilshommes à qui leur mérite auroit ouvert l'entrée des conseils , il arriveroit que les personnes les plus distinguées par leurs talens & leur réputation , passeroient de la classe de la puissance législative dans celle de la puissance exécutive. La première , qui est la plus importante , se trouveroit privée des citoyens les plus capables de l'éclairer & de la guider , & s'affoibliroit de jour en jour. L'autre au contraire , dont il faut continuellement se défier , augmenteroit trop son crédit & sa considération , pour obéir modestement aux lois , & se contenter du droit de les faire observer par les citoyens.

Chaque conseil doit avoir ses registres particuliers , où seront portées toutes ses délibérations ; & rien n'est plus utile pour perpétuer dans la république le même esprit , les mêmes principes & les mêmes maximes. On recourra à cette espèce d'oracle dans des circonstances difficiles , ou quand

il s'agira de délibérer sur des affaires à-peu-près pareilles. Ces conseils différens se réuniront régulièrement tous les dix jours pour conférer ensemble , ou plus souvent , si les affaires l'exigent, ou que le roi le demande. C'est ce conseil composé des quatre départemens , qui doit être l'ame de la puissance exécutive , & qu'on appellera proprement le sénat. Aucun conseil ou comité particulier n'aura droit de faire un règlement ni donner un ordre , sans l'avoir porté au sénat pour y être examiné ; & tout y sera décidé à la pluralité des voix. Cette méthode est nécessaire pour faire respecter davantage la puissance exécutive , & entretenir entre toutes ses parties l'harmonie & l'unité , sans lesquelles vous ferez exposés à des contradictions déshonorantes , & qui détruiroient la confiance des citoyens. Le roi présidera à toutes les assemblées du sénat , & tous les sénateurs qui se trouveront à Varsovie y seront appelés , ou plutôt auront droit d'y prendre place. Deux mois avant l'ouverture des Diétines , les conseils commenceront à

dresser les mémoires qu'ils présenteront à la Diète générale. On y rendra compte de la situation présente de la république, des succès qu'auront eu les établissemens nouveaux, des abus qui se seront glissés dans quelque partie de l'administration, & des moyens qu'on croira propres à perfectionner quelque branche du gouvernement. Ces différens mémoires n'étant que l'ouvrage particulier de chaque conseil, & ne contenant que des instructions soumises aux lumières & à l'autorité de la Diète, il seroit inutile & peut-être dangereux qu'ils fussent communiqués au sénat. La puissance législative les examinera avec moins de prévention & de partialité; & si elle les rejette sans en faire usage, elle ne choquera pas la vanité ou la délicatesse du corps entier de la magistrature. Le roi & les conseils convoqueront tous les sénateurs avant l'ouverture de la Diète; & s'ils n'ont pas des excuses légitimes d'absence, ils seront obligés de se trouver au sénat pendant tout le temps que les nonces seront assemblés. A

l'égard des convocations extraordinaires du sénat, elles dépendront de la nature des affaires de la république, de même que la convocation des Diètes extraordinaires.

Les sénateurs évêques rendront un assez grand service à la patrie, si au lieu de scandaliser la capitale, d'y intriguer & de ne se mêler que du temporel, ils aiment à résider dans leurs diocèses, & s'appliquent principalement à y faire respecter la religion, & détruire les superstitions grossières qui la déshonorent. On dit qu'à cet égard vous avez besoin d'une grande réforme; mais il seroit dangereux de la tenter, si les ecclésiastiques n'en sentent pas eux-mêmes la nécessité. Et comment connoîtront-ils cette nécessité, tant que plongés dans une ignorance profonde de leurs devoirs, ils trouveront si commode & si doux d'être riches & puissans aux dépens des vices des laïques? Quand les Polonois conservoient encore les mœurs des Sarmates, les palatins & les castellans avoient une dignité utile à la république, aujourd'hui ce n'est plus

qu'un titre d'ostentation ; & ils sont encore moins instruits des affaires de leur palatinat ou de leur castellanie , que les évêques de celles de leur diocèse. Il y a lieu d'espérer qu'étant nommés par la nation , ils prendront un nouveau caractère , sur-tout si on a soin de leur attribuer , sous le nom de droit & de prérogative , des fonctions qui soient utiles à la république : mais ce changement heureux , tant la force de l'habitude est puissante ! ne s'opérera que sous les successeurs des palatins & des castellans actuels.

Ne seroit-il pas à propos de régler l'âge auquel on pourroit être recommandé au roi pour un palatinat & une castellanie ? Vos grands seigneurs, monsieur le Comte , sont , dit-on , moins jaloux de leur liberté que de leur despotisme. Si par malheur ceux qui composent aujourd'hui le sénat , pleins des préjugés bizarres de votre gouvernement actuel , pensoient que leur dignité est dégradée par les conseils dont je viens de parler , par quels moyens pourriez-vous les engager à consentir à cet établissement ? Vou-

dront-ils ne se regarder dans leurs provinces & leurs districts que comme les ministres & les organes de la puissance exécutive, dont ils sont membres ? Les y contraindre par la loi, & en faire un devoir rigoureux, ce seroit rendre toute réforme impraticable. Espérer d'y réussir par les voies douces de l'insinuation, ce seroit faire trop d'honneur à la raison, qui aime mieux obéir nonchalamment aux passions que les gouverner. Les réflexions que je prends la liberté de vous présenter sont désolantes ; mais il faut les faire, & se dire en même-temps que la sagesse, le courage & la patience viennent à bout de tout par de sages tempéramens, & peuvent produire des miracles.

La loi doit se garder de rien ordonner aux palatins & aux castellans ; elle doit les inviter simplement à faire observer les lois dans l'étendue de leur ressort, & à instruire le sénat de tout ce qui s'y passe. Qu'on flatte la vanité des palatins en leur attribuant une inspection générale sur les officiers du palatinat, pour empêcher qu'ils

ne s'écartent des règles de la justice. Accordez-leur une autorité considérable dans les Diétines ; elle servira à y établir une police plus exacte , & à lier plus étroitement les provinces , la Diète générale & le sénat. A mesure que le gouvernement se perfectionnera , on pourra régler avec plus d'exactitude le pouvoir des palatins , & l'étendre ou le restreindre selon les besoins de la république. Les castellans veillent sur la partie militaire , ils commandent à la guerre la noblesse de leur district , & dans cette partie si prodigieusement négligée par les Polonois , combien ne peuvent-ils pas rendre de services à l'état ? Quel bonheur , si l'on pouvoit parvenir à établir une discipline sage & capable de mettre à profit ce courage national dont vos Confédérations sont la preuve ! Il faut donc , si je ne me trompe , accorder aux castellans tout le pouvoir dont ils ont besoin pour faire des soldats ; mais ménager en même-temps l'orgueil & l'indocilité d'une noblesse que les réformateurs n'offenseroient pas impunément. Il

ne m'appartient pas de dire avec quelle prudence il faut manier & arranger ces différentes autorités ; j'ignore cent détails de vos mœurs , de vos préjugés & de vos coutumes , qui me feroient nécessaires pour ne me pas tromper ; d'ailleurs il faudra consulter les circonstances dans lesquelles la révolution se fera : peut-être permettront-elles de se livrer à des espérances qui aujourd'hui paroîtroient chimériques.

J'ai eu l'honneur , monsieur le Comte , de vous exposer plusieurs des raisons qui m'ont engagé à demander aux Confédérés de Bar l'établissement des conseils ministériels ; mais il s'en faut bien que j'aie tout dit : permettez-moi encore quelques réflexions sur ce sujet. Je prie vos collègues d'observer que , si tout le sénat en corps traite les affaires sans avoir des conseils ou des comités qui les préparent , & aient un intérêt particulier à chercher & à montrer la vérité , rien ne sera approfondi. L'ancien esprit qui a perdu la république , subsistera tout entier. Les sénateurs ,

sans émulation & sans lumières, continuant à servir l'état avec la même négligence qu'on leur reproche aujourd'hui, le sacrifieront à leurs intérêts particuliers. La Pologne n'aura aucun principe fixe, & des résolutions prises au hasard ou relativement à des conjonctures mobiles & à des événemens passagers, se contrarieront souvent, & ne feront pas respecter le sénat. Dès que la puissance exécutrice sera méprisée, n'espérez point que la puissance législative ne tombe pas elle-même dans le plus grand mépris. Les conseils que je propose, & dont l'autorité se balancera, empêcheront que quelques sénateurs ne prennent une sorte d'ascendant, & ne portent toute l'administration du côté qui leur seroit personnellement le plus avantageux. Qu'arriveroit-il d'un vice que je veux prévenir ? Que plusieurs parties de l'état seroient sacrifiées à une seule ; défaut considérable qui entraîne nécessairement une foule d'abus, & finit même toujours par ruiner la branche du gouvernement qu'on avoit voulu le plus favoriser.

Si le sénat en corps traite toutes les affaires , il les examinera avec moins d'attention. Il sera plus occupé de son autorité & de son ambition que de ses devoirs : car il est naturel qu'une assemblée nombreuse se regarde comme le corps entier de la nation , & se flatte plus aisément de l'impunité qu'un conseil composé seulement de six ou sept personnes. J'ai toujours remarqué que dans les républiques où les magistrats n'ont pas été séparés en différentes classes , & chargés de veiller en particulier aux différens besoins de la société , ils ont toujours fini par former une sorte de conjuration contre la puissance législative. Ils ont profité des abus & des désordres qu'ils avoient fait naître , pour la rendre odieuse & méprisable , & ils ont élevé leur pouvoir sur ses ruines. N'en soyez pas surpris , la puissance exécutrice a un prodigieux avantage sur la puissance législative. L'une est toujours présente , elle agit toujours , elle est entourée de cet appareil de dignité qui imprime le respect & la crainte ; l'autre dispa-

roît en quelque sorte & est oubliée, quand les assemblées de la nation se séparent. Alors les législateurs se trouvent confondus dans l'ordre des simples citoyens, tandis que les magistrats paroissent en quelque sorte leurs maîtres. Les différens conseils ou comités que je propose, se balanceront réciproquement & se tiendront en équilibre. En attendant la censure de la Diète, les magistrats craindront celle de leurs collègues. J'espère enfin que toutes les parties du gouvernement se perfectionnant à la fois, la Pologne fera bientôt en état de satisfaire tous ses besoins, & sera aussi florissante qu'elle a été jusqu'à présent malheureuse.

CHAPITRE IX.

*Réflexions relatives aux lois qu'on a
proposées sur la formation du sénat ou
de la puissance exécutive.*

A V E C quelque'attention que j'aie ménagé les préjugés de votre nation, je crains fort, monsieur le Comte, de ne vous avoir présenté que des moyens dont on ne voudra faire aucun usage : je connois l'injustice des hommes, quand une fois ils sont esclaves de leur avarice & de leur ambition. Ils voudroient être heureux, sans se donner la peine de le devenir, c'est-à-dire qu'ils aiment leurs vices, & qu'en les conservant, ils voudroient n'en pas éprouver les suites nécessaires. Quand j'ai l'honneur de m'entretenir de vos affaires avec quelques-uns de vos compatriotes, ils semblent me dire que je n'ai fait qu'un beau rêve, qu'il faut se prêter au temps, aux circonstances, aux mœurs

d'un peuple , & que pour vous guérir , on doit avec complaisance ne vous offrir que des remèdes qui puissent vous plaire. Fort bien , répondrai-je ; mais ayez donc une maladie à laquelle il ne faille pas appliquer le fer & le feu.

Je crois m'appercevoir qu'on regarde comme impossible d'engager les évêques , les palatins & les castellans à consentir à l'établissement des conseils que j'ai proposés. Ces grands ne veulent être présidés que par le roi , & prétendent que leur dignité est supérieure à celle des ministres. Comment se résoudroient-ils donc à ne prendre qu'une place subalterne & le titre humiliant de leurs conseillers ? On ajoute que ces grandes charges de ministres ont été données à vie ; qu'on ne peut , sans violer tous les droits de la nation , songer à dépouiller les personnes qui sont revêtues de ces dignités importantes ; & qu'une injustice ne sera jamais le fondement d'un bon gouvernement. Qu'on tente cette opération dangereuse , & l'on verra avec quelle force les ministres s'opposeront

s'opposeront au nouvel ordre de choses que vous voulez établir. Ils ont l'autorité que leur a donnée leur charge, & cette autorité est égale ou plutôt supérieure à celle de la république. S'ils peuvent soupçonner que vous vouliez les offenser, ils auront recours au *veto* pour prévenir vos opérations, & ils ont cent créatures prêtes à le prononcer. En un mot, ils ne consentiront point à l'abandon de leur puissance arbitraire, pour l'honneur stérile de présider à un conseil qui fera leur maître.

Je réponds, monsieur le Comte ; que je ne conteste aux sénateurs aucun de leurs droits ni aucune de leurs prétentions ; & je les prie de faire attention que bien loin d'avilir leur dignité par l'établissement de mes conseils, je leur rends au contraire leur premier lustre ; car ce n'est point une vaine prétention, mais un droit & un pouvoir réel, qui font la vraie grandeur d'une dignité & d'un emploi. Dans l'état actuel des choses, le sénat n'est rien, & je lui restitue

l'exercice de l'autorité dont il a été dépouillé par le roi & les ministres. Si je propoisois aux sénateurs de devenir les conseillers des ministres, sans toucher aux prérogatives du ministère, ils auroient peut-être raison d'être révoltés contre une politique qui ménageroit si peu leur délicatesse, & qui feroit si contraire aux règles sublimes de l'étiquette & de la prééminence des rangs. Mais je les prie d'appercevoir que par mon arrangement, les quatre charges de ministre en Pologne & en Lithuanie, sont en effet supprimées; & que les fonctions, le crédit & l'autorité qui leur sont aujourd'hui attribués par un abus & un usage invétéré, sont transportés au sénat.

Les sénateurs, qui voient augmenter les prérogatives de leur ordre, n'ont donc réellement aucune raison de se plaindre. Pourquoi s'opposeroient-ils à l'exécution d'un projet qui remet entre leurs mains un pouvoir dont ils sont dépouillés depuis long-temps? Si tel est l'empire des

mots sur notre imagination, qu'on soit choqué que des conseils composés d'évêques, de palatins & de castellans, soient présidés par des gentilshommes qui porteroient les noms de ministres, ou de grand-général, de grand-maréchal, de grand-chancelier & de grand-trésorier, rien n'est plus aisé que de donner d'autres dénominations aux nouveaux présidens des quatre conseils. Ce ne seront plus des ministres : on les appellera le sénateur président du conseil de la guerre, le sénateur président du conseil de la police, le sénateur président du conseil de la justice, le sénateur président du conseil des finances. Dès que ces places de présidens des conseils ne pourront être remplies que par des sénateurs, que chacun d'eux aura droit d'y aspirer & l'espérance d'y parvenir, il me semble que la vanité la plus jalouse des étiquettes ne peut plus avoir d'alarme ni même de scrupule. Je ne devine point pourquoi les sénateurs penseroient décroître & se dégrader, en ajoutant à leurs titres, aujourd'hui chimériques,

le droit de gouverner réellement la république. Puisque vous mettez une différence entre vos castellans, que les uns sont appelés les grands & les autres les petits, rien n'est plus aisé que de ne les pas confondre, & de ménager encore dans cette occasion les délicatesses de la vanité. Les premiers, si vous le voulez, auront seuls le droit d'entrer dans les conseils; & pour consoler les autres de cette loi mortifiante, vous pouvez ordonner qu'ils seront seuls présentés au roi, pour remplir les grandes castellanies qui vaqueront. Ce règlement sera très-propre à augmenter l'émulation. Les petits castellans seront autant de candidats pour le ministère. On n'y parviendra qu'après de longues épreuves, & peut-être s'en trouvera-t-on assez bien pour porter un jour une loi qui ordonnera de n'entrer au sénat que par une castellanie subalterne.

Il n'est pas, je crois, plus difficile de répondre d'une manière satisfaisante au reste de l'objection que l'on m'a faite. Je conviens que les charges

de ministres ont été données à vie à ceux qui les possèdent ; & que cette règle , qui vous est chère , a été une forte barrière contre votre roi , qui se seroit rendu tout-puissant , s'il eût été le maître de retirer ses bienfaits & de casser les officiers qu'il avoit créés. Mais dans les arrangemens nouveaux que vous méditez , cette perpétuité des charges ne vous est plus nécessaire ; & je ne vois point comment on ne peut , sans injustice , les redemander aux seigneurs qui en sont aujourd'hui revêtus.

La puissance législative , qui ne doit se proposer que le bien public , est toujours la maîtresse de retirer ses bienfaits , si elle les a accordés imprudemment , ou si de nouveaux besoins & de nouvelles circonstances les ont en quelque sorte dénaturés. Si le législateur s'est trompé , ou si de nouvelles lumières lui présentent un plus grand bonheur , quels sont les citoyens imbécilles ou méchans , qui prétendroient qu'il lui est défendu de se corriger ou de faire un plus grand bien ? Si de nouveaux besoins exigent

de nouvelles lois , pourquoi voulez-vous que le législateur ne puisse abroger les anciennes , & qu'il respecte superstitieusement les abus qu'elles ont fait naître , & qui doivent perdre la république , si on les favorise ? Non , monsieur le Comte , la puissance législative ne connoît point de puissance rivale qui la contraigne & la gêne dans ses opérations. Toujours libre , elle n'abuse jamais de sa liberté , quand ses résolutions lui sont dictées par la sagesse & la prudence , c'est-à-dire par le bien & le salut de la république. Elle peut tout , parce que tout lui est soumis , & qu'il est de son essence & de son devoir de changer & d'annuller ses réglemens , qu'elle n'a portés & dictés qu'avec la clause nécessaire & toujours sous-entendue de les révoquer ou de les modifier quand un plus grand bien l'exigera.

La puissance législative ne doit jamais être arbitraire. Elle devient injuste , non pas quand elle use de ses forces pour nous rendre heureux , mais quand elle en abuse pour agir

au hasard & par caprice, & fait le mal sous prétexte de faire le bien. Malheur aux peuples chez lesquels la puissance législative corrompue se joue de ses lois, & veut établir l'ordre contre les règles de la nature; ils sont dans la décadence; ils courent à une perte certaine, si une révolution heureuse ne vient à leur secours. Ce seroit un abus criant de dépouiller aujourd'hui vos ministres, sans leur reprocher aucun délit, sans leur faire leur procès dans les formes judiciaires, & seulement pour gratifier à leurs dépens quatre autres gentilshommes, dont la république ne se trouveroit pas mieux. Mais il n'est question de rien de pareil dans le plan que je propose. On ne substitue pas des hommes à des hommes, mais une forme d'administration très-avantageuse à une constitution très-pernicieuse. Si les ministres actuels ne peuvent s'y opposer sans nuire à la patrie, dont les intérêts doivent leur être plus chers que les leurs propres, il n'est pas douteux que la puissance législative ne fasse bien de retirer ses bien-

faits , & de porter la loi que je demande.

Qu'on ne croie pas cependant qu'en conséquence de ces principes rigides , justes & incontestables , que nous tenons de tous les grands philosophes , & de tous les grands politiques de l'antiquité, je souhaite qu'on agisse avec dureté. Quand le législateur veut sincèrement le bien , il se prête à nos faiblesses , ménage nos préjugés , négocie pour ainsi dire avec nos passions , les flatte pour les apprivoiser , & console avec bonté les malheureux qu'il est obligé de faire. Le temps de la réforme doit être , si je puis parler ainsi , un temps de jubilé & d'indulgence ; la politique l'ordonne , parce qu'elle veut rendre agréables les nouveaux établissemens & les faire aimer. Tous les anciens délits doivent être oubliés , les grâces doivent être prodiguées pour éteindre les ressentimens , les rivalités & les haines. Que les bons citoyens ne songent qu'au bien de la patrie , & une certaine pudeur retiendra les méchans. Qu'on se réconcilie ,

que tous les esprits se rapprochent pour établir des lois qui fassent le bonheur de tous.

Si, par une suite de la monstrueuse & despotique anarchie où vous êtes plongés depuis long-temps, la Diète générale ne peut sans danger parler & ordonner avec la majesté & l'empire qui lui conviennent, & que les ministres abusent sans honte & sans remords de l'autorité & du crédit de leurs places, pour faire des cabales & s'opposer au vœu de la nation, les réformateurs, vous, monsieur le Comte, & vos collègues, vous devez préférer les voies de l'insinuation à celles de l'autorité. Montrez d'une manière pathétique à ces ministres ingrats & infidèles ce que la patrie, déchirée & mise en lambeaux, mais prête à se montrer plus brillante & plus heureuse que jamais, attend de leur pitié & de leur générosité. Faites leur voir quelle gloire va les récompenser du sacrifice qu'on espère d'eux; & qu'au contraire un opprobre éternel les attend, si, par une résistance injuste aux vœux de la nation, ils

en perpétuent les calamités , & en deviennent en quelque sorte les auteurs. Faites-leur sentir que leur fortune ne sera jamais assurée au milieu des agitations & des désordres de la république. Si ces motifs puissans étoient malheureusement sans effet , car la prudence ordonne de s'attendre à tout , appuyez-vous du crédit des puissances amies qui s'intéresseront à votre sort , & dont vous devez dès aujourd'hui vous ménager la protection. Enfin , ayez recours , dans votre négociation , aux seuls moyens qui sont capables de toucher des hommes bas , vains & intéressés. Achetez leur abdication , ne marchandez point ; plus vous serez généreux , plus vous vous vengerez en les abandonnant à l'ignominie publique. Ce ne sera jamais trop chèrement que vous vous débarrasserez de ces ministres vils qui considèrent dans leur puissance leurs intérêts , & non pas ceux de la patrie.

Mais je m'arrête trop long-temps sur cette matière. On me reprochera peut-être de perdre mon temps à combattre des chimères. En effet ,

monfieur le Comte, ce que vous m'avez dit cent fois des qualités patriotiques de vos miniftres actuels, doit donner les plus flatteufes efpérances.

CHAPITRE X.

Que les réformateurs doivent d'abord fe borner à établir les lois constitutives ou fondamentales de la république.

C'EST, je crois, monfieur le Comte, aux arrangemens dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir dans les chapitres précédens, que le zèle des réformateurs doit fe borner, quand la paix vous permettra enfin de donner une forme nouvelle à votre gouvernement. Je ne fuis point au fait de tous les vices qui défolent votre malheureufe patrie ; je fais en gros que l'impunité doit les avoir prodigieufement multipliés. Les lois particulières qui règlent le fort & l'état de la noblèffe & de

ses sujets , doivent être souvent obscures & équivoques ; c'est leur moindre défaut. Souvent , peu d'accord entre elles , elles doivent se contrarier ; elles sont injustes & barbares , & leur injuste barbarie étouffe dans vos sujets l'industrie qui devroit les rendre heureux , & qui , en augmentant votre fortune domestique , augmenteroit celle de la république.

Sous un gouvernement qui réunit à la fois tous les inconvéniens du despotisme & de l'anarchie , vous n'avez point de classe d'hommes qui n'ait les plus graves & les plus justes motifs de se plaindre de vos lois ou de vos coutumes. Tous les gentilshommes s'appellent frères ; & cependant , à quelle humiliation n'est pas condamnée cette noblesse indigente qui sert les grands , & qui s'en venge sur leurs serfs & leurs juifs ? Si on entroit dans l'examen des différentes branches de votre administration , quelle étrange confusion , pour me servir du terme le plus doux , n'y remarquerait-on pas ! Quel spectacle ne vous présenteront pas vos finan-

ces ! Puisque vous aimez les richesses autant que les autres peuples de l'Europe, quel ordre avez-vous établi pour que la république eût un revenu proportionné à ses besoins ? Quelles précautions avez-vous prises pour que les mains chargées du trésor public ne fussent pas infidelles ? Pourquoi la Pologne dévastée n'a-t-elle tout au plus que le tiers des habitans qu'elle pourroit avoir ? Par quels secrets pourroit-on lui rendre son ancienne fécondité ? Vous n'avez parmi vous aucune de ces manufactures qui servent au luxe & l'encouragent ; & je vous en féliciterois, si vos grands seigneurs n'avoient pour la magnificence & le faste un goût qui ne peut s'allier avec des mœurs républicaines, & qui les rend pauvres, quoiqu'ils possèdent toutes les richesses de la république. Dans quel état sont les arts les plus grossiers & les plus nécessaires aux hommes ? La Pologne, dit-on, manqueroit de tout, si les juifs, qui se sont rendus vos maîtres par leurs usures & leur industrie, ne pourvoyoient pas à tous

vos besoins. On ajoute que vos ecclésiastiques ne connoissent ni la religion ni la morale ; & c'est-là certainement une grande plaie pour l'état. Pourquoi le foible ne peut-il jamais obtenir justice contre le puissant ? On reproche plusieurs vices à vos tribunaux , & c'est sans doute parce que leur constitution est défectueuse , & qu'ils n'ont pas l'autorité ou la force nécessaire pour faire exécuter leurs décrets , que vous avez en quelque sorte conservé parmi vous l'usage des guerres privées , qui ont autrefois désolé l'Europe , & qui supposent un gouvernement sans principes ou sans force. Vous voyez dans quel état déplorable sont vos troupes : vous n'avez aucune discipline ; vous devez être tous soldats , & personne ne l'est parmi vous. Pourquoi exposer , par votre foiblesse , vos voisins à des tentations dangereuses ? Ne craignez-vous point qu'ils n'abusent un jour de la facilité de vous conquérir ? Tandis qu'ils ont formé chez eux une science militaire & des armées régulières ; par quelle fatalité n'avez-

vous point tenté de les imiter ? Pourquoi avez-vous dédaigné ou négligé de veiller à votre conservation , en vous faisant respecter au-dehors par vos qualités & vos talens militaires ?

Voilà , monsieur le Comte , des objets bien dignes de l'attention d'un législateur , & des citoyens qui désirent avec passion le bonheur de leur patrie. Cependant , je serois fâché que les Confédérés , consultant un zèle trop vif & prématuré pour le bien public , se hâtassent de vouloir tout changer & tout réformer. Il est digne de leur sagesse de fermer les yeux sur beaucoup de choses , & de s'en tenir d'abord à établir avec solidité les principes d'un gouvernement d'où doit naître l'amour du bien , de la règle & de l'ordre. La Pologne est un corps couvert de plaies , mais n'en soyez point effrayé : après avoir purifié & renouvelé la masse du sang , il faut espérer que ces plaies se fermeront pour ainsi dire d'elles-mêmes. Je craindrois que les réformateurs , en voulant embrasser trop d'objets à la fois , ne multipliasent les diffi-

cultés qui ne sont déjà que trop nombreuses, & ne succombassent enfin sous le poids de leur entreprise. C'est au temps à mûrir les événemens ; & la politique, après avoir jeté le germe du bien, doit attendre avec patience & avec tous les soins que demande le bien public, que les événemens le développent & le fassent fructifier.

Je ne suis point l'admirateur de ces politiques étourdis & présomptueux, qui, sans connoître les hommes, prétendent les gouverner. Ils ignorent que nous avons des passions & des habitudes qui sont plus fortes que tous leurs raisonnemens & tout leur pouvoir. Ils nous choquent par les changemens brusques & subits auxquels nous ne sommes pas préparés ; & nous les aurions désirés, nous les aurions demandés, si on nous eût laissé le temps de nous familiariser avec l'ordre & le bien. Veut-on nous corriger sans ménagement ? nous commençons par haïr le réformateur ; & cette haine, qui nous attache plus fortement à nos opinions & à nos habi-

tudes , triomphe enfin du législateur mal-adroit , & qui s'apperçoit trop tard que ses bonnes intentions n'ont servi qu'à le couvrir de ridicule & à nous rendre incorrigibles. Je crois avoir remarqué dans l'histoire , que les états qui se sont formés & perfectionnés avec lenteur , ont acquis plus de consistance. Alors chaque établissement nouveau trouve les esprits préparés à le recevoir , & les dispose à adopter d'autres nouveautés qui , se mêlant & se confondant avec les anciennes coutumes , forment un corps dont les différentes parties ne sont plus en contradiction. Je n'excepte de cette règle générale que l'ancienne Sparte ; mais Sparte avoit un Lycurgue pour la conduire : & qui peut se flatter d'avoir un pareil législateur ? Mais Sparte n'étoit qu'une ville où trente bons citoyens pouvoient faire une révolution. Il me semble que de cet exemple on ne peut rien conclure pour une république telle que la Pologne , qui renferme plusieurs grandes provinces.

Il n'en faut point douter , monsieur

le Comte , l'établissement des lois fondamentales qui régleront enfin la forme du gouvernement , agitera avec assez de force des esprits accoutumés à la licence de l'anarchie & du despotisme , pour qu'on doive craindre d'augmenter la fermentation. Avec quelque prudence , quelque sagesse , quelque habileté que vous conduisiez votre entreprise , je craindrai qu'elle n'échoue , si aux lois fondamentales & constitutives vous voulez joindre des lois particulières , propres à corriger chaque vice de la république. Si on vouloit faire à la fois tous les réglemens dont vous avez besoin , ce seroit entreprendre un ouvrage peut-être au-dessus des forces de l'esprit humain , & qui seroit certainement inutile. Les citoyens les plus raisonnables & les mieux intentionnés seroient effrayés de tout ce qu'on leur proposeroit , & dans leur découragement ils prendroient le parti de rester tels qu'ils sont. Il faut donc leur laisser le temps de se reconnoître , de se calmer , & de s'accoutumer à une nouvelle situation. Con-

tentez-vous d'abord de leur montrer le bien , & de les mettre sur la voie qui y conduit.

D'ailleurs , faites attention, je vous prie , qu'on ne peut attaquer directement les abus les plus considérables , sans effaroucher les citoyens qui trouveront un avantage à les conserver. Cette multitude innombrable se liguera , elle conjurera contre la patrie , & ses efforts réunis empêcheroient sans doute qu'on ne pût fixer les principes du gouvernement. Combien de législateurs n'ont pu réparer la faute qu'ils avoient faite de montrer ou de laisser entrevoir toute l'étendue des projets qu'ils méditoient ! L'histoire de France en offre un exemple remarquable. Les états généraux s'étant trop pressés , sous le roi Jean , de vouloir corriger tous les abus & forcer les mauvais citoyens à devenir honnêtes gens , se rendirent suspects & odieux , & par-là même multiplièrent les obstacles qui s'opposent toujours au bien. Tous ces hommes , permettez-moi cette expression populaire , qui pêchent en eau

trouble , & qui font perdus si l'état est bien administré , conjurèrent la ruine des réformateurs , & leurs intrigues réussirent. En un mot , il est certain que les Polonois rejetteroient aujourd'hui avec indignation telle loi que dans dix ou douze ans ils désireront & recevront avec acclamation , si on ménage leurs préjugés , si on les conduit avec cette prudence qui fait tout préparer , & qu'on les encourage à ne pas craindre & à même chercher la vérité.

Je ne suis point assez téméraire pour vouloir prescrire des règles de conduite aux personnes qui sont à la tête de la Confédération de Bar ; je connois leur sagesse , & elle me donne les plus justes espérances. Mais , vous l'avouerez-vous ? je crains dans les gens vertueux l'amour même & le zèle qu'ils ont pour le bien ; je crains qu'il ne les porte à des démarches précipitées. Je vous ennuierai peut-être , monsieur le Comte , mais je ne puis m'empêcher de dire & de redire que moins les lois ont de force dans une république , plus les réfor-

mateurs doivent avoir de circonspection. Dans le moment de la réforme, il est absolument nécessaire que chaque citoyen, pour s'affectionner au gouvernement, se trouve plus à son aise ; il faut donc se garder de vouloir le pousser au bien avec trop de célérité & de chaleur. Il faut se garder sur-tout de rien faire qui puisse laisser soupçonner qu'on ait intention de revenir sur les anciennes injustices & de les punir. Qu'on ne cherche point à tromper & surprendre les esprits par des finesses & des ruses.

Je fais qu'avec le secours de quelques expressions ou de quelques tours adroits, le législateur peut déguiser l'esprit de la loi pour la faire adopter plus facilement ; mais peut-on compter sur une loi qui craint de se montrer ? Un consentement ainsi extorqué ne produiroit aucun bien. En revenant de leur erreur ou de leur surprise, les Polonois haïroient leur nouvelle loi, mépriseroient leur législateur, & retomberoient dans leur anarchie, avant que l'habitude & le

temps eussent affermi les fondemens de votre nouvelle constitution.

Faute de méditer profondément sur l'origine & les liaisons de nos vices, combien de fois n'est-il pas arrivé que des législateurs ont fait très-inutilement des lois que dans la suite on leur auroit demandées avec le plus vif empressement ! Ils s'en prenoient aux branches de l'arbre, mais c'étoit la racine qu'il falloit attaquer : car tant qu'elle subsistera, elle fournira des sucres pour de nouveaux rejetons. Des lois qui ne produisent aucun bien, produiront nécessairement un grand mal, parce qu'elles accoutumeront les citoyens à mépriser le gouvernement, ou du moins à n'avoir aucune confiance en lui. En attaquant quelques abus particuliers, il me semble que les réformateurs ne doivent proposer que les réglemens qui seront reçus sans répugnance par la plus grande partie de la nation. Qu'ils se consolent de ne pas faire tout le bien qu'ils désirent, en pensant qu'il se fera un jour. Qu'ils ne craignent point que leur ré-

putation en souffre , & qu'on les accuse d'avoir laissé leur ouvrage imparfait ; les gens éclairés démêleront la sagesse de leur conduite , & leur rendront justice : c'est leur suffrage seul qu'il faut mériter & qui peut flatter.

Il ne suffit pas de ménager avec douceur les préjugés les plus chers à la noblesse Polonoise ; il faut encore éviter de vous rendre suspects aux puissances étrangères , qui sans doute , ainsi que je l'ai dit dans un chapitre précédent , feront attention aux changemens que vous ferez. Par exemple , si elles voient que vous voulez mettre vos milices sur un certain pied , & vous rendre redoutables à vos voisins ; ne doutez point que celles qui aiment votre faiblesse , ne s'opposent de toutes leurs forces à vos projets. Elles feront des menaces , noueront des intrigues avec quelques-uns de vos plus grands seigneurs , qui ne résisteront point au plaisir d'être recherchés par des têtes couronnées. Ces puissances achèteront des amis & des partisans par leur libéralité , & n'oublieront rien , en un mot , pour former dans l'intérieur de

la république des partis & des factions qui rendroient inutiles tous les soins des Confédérés. Je crains que vos alliés naturels, c'est-à-dire les puissances qui sont intéressées à voir augmenter vos forces militaires, & qui voudroient déjà les employer à leur service, ne veuillent vous inspirer à cet égard une diligence précipitée. Il faut se garder de se rendre à leurs séduisantes invitations. Représentez-leur que vous avez des voisins qui vous condamnent à une extrême circonspection. Ajoutez que vous devez d'abord vous occuper plus de vous-même que des étrangers; qu'il est prudent d'établir son bonheur domestique avant de songer aux ennemis qui peuvent vouloir le troubler; & que vous ne différez la réforme de toute la partie militaire que pour la faire dans la suite avec plus de succès.

On n'entreroit pas dans ma pensée, si on croyoit que je conseille la pusillanimité & la mollesse; quand je dis qu'on ne doit publier qu'avec une prudente lenteur les lois qu'il faut opposer aux abus dont la Pologne est défolée. Je sens à merveille que si on les tolère,

tolère , ils parviendront peu à peu , & par des efforts redoublés , (car les passions ne se lassent point) à ruiner l'ouvrage des réformateurs , c'est-à-dire , à corrompre la puissance législative & les magistrats chargés du soin de faire exécuter les lois. Je sais que de moindres vices ont conduit à leur ruine des républiques infiniment plus sages que ne le fera jamais la Pologne. Mais ces considérations , qui me présentent un avenir incertain , ne sont pas capables de me faire renoncer aux principes de prudence & de lenteur que je viens d'établir. Il est vrai qu'avec les ménagemens que je demande , les Polonois, encore attachés à plusieurs de leurs vices , resteront exposés à retomber dans l'abyme d'où on les aura retirés. Mais n'est-il pas évident , monsieur le Comte, que sans ces mêmes ménagemens vous ne pourrez pas même commencer à les mettre sur la route qui peut seule les conduire au bonheur ? Il vous est aisé de juger ce qu'une saine politique vous ordonne dans ces circonstances. La crainte de ne pouvoir point atteindre subitement au bien

que vous désirez, doit-elle vous empêcher d'en jeter les fondemens ?

Après avoir préparé une république florissante par l'établissement de la puissance législative & de la puissance exécutrice, il s'en faut bien que je condamne les Confédérés à une honteuse & indiscrete inaction. Au lieu de publier des lois, ils doivent apprendre à la nation quels sont les réglemens qu'elle doit désirer, qu'elle doit demander, qu'elle doit faire. Je voudrois qu'étant l'ame invisible de toutes les pensées & de tous les mouvemens de la république, ils parussent ne point agir, tandis que par leur ordre ou par leur inspiration, les bons citoyens de chaque palatinat & les conseils ministériels du sénat demanderoient à la Diète législative les lois particulières dont la république a besoin. La réforme se feroit alors sans précipitation, & les esprits seroient d'autant plus disposés d'obéir aux lois, qu'elles ne paroîtroient accordées qu'aux prières des citoyens. On dit ordinairement qu'un abyme appelle un abyme : n'est-il pas également vrai que la réforme d'un

abus invite à en proscrire un autre ? Les esprits éclairés par l'expérience du bien , doivent être plus empressés à le chercher.

Pourquoi n'indiqueroit-on pas dans l'édit même qui établiroit la forme du gouvernement , les nouvelles lois dont la Pologne a besoin ? Il me semble qu'avec un peu d'art on peut tracer à la nation la route qu'elle doit tenir pour arriver au bonheur. En se contentant de présenter ainsi les objets les plus intéressans pour la société , on instruira la noblesse , on l'éclairera sans la révolter. Peut-être même, monsieur le Comte, que la publication de ce mémoire , que les Confédérés m'ont fait l'honneur de me demander , ne seroit pas entièrement inutile : mais je voudrois principalement, qu'exposant dans un ouvrage particulier les motifs qui ont réglé tous les pas & toutes les démarches de la Confédération , vous rendissiez en quelque sorte immortel dans votre patrie l'esprit qui l'a inspirée. C'est alors que je ne craindrois plus que ce reste de levain pour lequel j'ai demandé grace , fermentât dans

la république, & la fit retomber dans ses premiers malheurs. Je souhaite que vous approuviez les réflexions que vous venez de lire ; mais si je me suis trompé, je souhaite que vous combattiez mes erreurs, & que les Confédérés se conduisent par d'autres principes : car personne ne désire plus vivement que moi le bonheur de votre patrie.

Je vais joindre ici quelques remarques sur chaque branche de l'administration, & examiner plus particulièrement ce qu'on peut faire dans le moment de la révolution, sans blesser les préjugés des Polonois & les intérêts des puissances étrangères.

C H A P I T R E X I.

*Du département du grand-chancelier, ou
du conseil de justice.*

QUELQU'INJUSTES que nous rendent nos passions, nous conservons, dans le fond de notre cœur une sorte de respect pour la justice ; son nom

fuffit quelquefois pour arrêter & fufpendre nos emportemens les plus impétueux. Les brigands eux-mêmes l'invoquent entr'eux ; & je n'ai jamais entendu parler que d'un feul homme qui , au lieu de pallier fes injuftices, fût affez dépravé & affez impudent pour en plaifanter cruellement devant les perfonnes qu'il opprimoit. On fera toujours sûr de plaire aux citoyens , quand on parlera d'établir entr'eux les règles de la plus exacte juftice.

Dans le préambule de l'édit qui établira un confeil de juftice, il ne feroit peut-être pas inutile de rappeler ces vérités triviales , que ce n'eft que pour avoir des juges dans leurs différens , & n'être pas obligés de repouffer une injure par la force , que les hommes fe font réunis , & ont confenti à reconnoître une autorité publique , des juges & des tribunaux. Il fera bon de prouver en peu de mots , que la bonne adminiftration de la juftice peut feule entretenir entre les citoyens la paix , l'union & la concorde ; que fans fon fecours on n'eft jamais en sûreté contre la tyrannie de fes fupérieurs , la vio-

lence de ses égaux & les artifices de ses inférieurs ; & qu'enfin l'amour des lois & le respect pour le gouvernement , c'est-à-dire la force de la république , ne se rencontrent qu'à la suite d'une justice sagement administrée.

En conséquence , il sera ordonné à tous les juges de se conformer dans leurs jugemens aux règles les plus exactes de la justice , & de n'être ni plus sévères ni plus indulgens que la loi. Après avoir observé qu'il s'est vraisemblablement glissé plusieurs abus dans les tribunaux , & que les lois civiles doivent avoir plusieurs vices , puisque la république a éprouvé de si grands malheurs , il sera ordonné au chancelier & à son conseil , de faire un examen profond de tout ce qui intéresse l'administration de la justice , tant civile que criminelle , & d'exposer leurs remarques dans des mémoires qui seront remis aux Diètes suivantes , pour qu'elles statuent sur cet objet important. On promettra d'avance d'annuler , de changer , de modifier quelques lois anciennes qui ont été l'ouvrage de la force ou de l'anarchie , d'éclaircir

celles qui sont obscures ou équivoques , & de publier enfin , le plutôt qu'il sera possible , celles qu'on croira nécessaires d'après les demandes ou les représentations du conseil de justice , & les différentes instructions que les Diétines donneront à leurs nonces. Si je ne me trompe , un pareil préambule d'édit invitera sans doute tous les Polonois à réfléchir sur leurs lois ; & en découvrant une foule de vices monstrueux , ils désireront avec empressement un nouveau code.

Cette manière noble & franche de procéder me paroît infiniment plus avantageuse que je ne fais quel usage , dont quelques-uns de vos compatriotes m'ont fait l'honneur de me parler , quand je les ai entretenus de la circonspection avec laquelle les réformateurs devoient agir pour ne pas effaroucher les esprits , & de la nécessité cependant où vous étiez de préparer des remèdes contre les abus qui pourroient encore renverser les principes du nouveau gouvernement. On signe , m'a-t-on dit , une ordonnance ou règlement à porte close ; on s'engage sous

la foi publique & le sceau du serment, de ne point révéler ce qu'il contient ; on le dépose dans les archives de la république, & en l'indiquant dans les codes des lois, on dit seulement : *secundùm scriptum ad archivum porređum*. Voilà, m'ajoutoit-on, un moyen tout trouvé & très-commode pour faciliter les opérations des réformateurs, & dérober toute sorte d'établissement, non-seulement à la connoissance des étrangers, mais des Polonois mêmes, & de cette manière l'on n'excitera aucune agitation dangereuse dans les esprits.

Permettez-moi de le dire, ce procédé ténébreux & mystérieux ne convient qu'à un législateur qui veut établir la tyrannie. Pour corriger votre gouvernement, faut-il employer un moyen qui n'est pas moins vicieux que le *liberum veto* ? Quoi, des lois secrètes, des lois inconnues, des lois qui ne sont pas publiées à la face du ciel & des hommes ! Dans les temps malheureux de nos guerres de religion, nos cours souveraines ont eu des registres secrets, où l'enregistrement des lois étoit dressé avec des clauses toutes différentes que

dans les registres publics. A quoi servoit cette fraude? A ruiner toute confiance, & à perpétuer le fanatisme, les haines & la guerre. Qu'importe à vos compatriotes d'avoir des lois qu'ils ignorent? Loin de pouvoir s'associer avec la liberté, un pareil usage la détruit nécessairement. Avec des lois inconnues, comment fait-on si on est coupable ou innocent? Cette incertitude n'est-elle pas le comble du malheur pour un citoyen, & ne doit-elle pas lui rendre odieux le gouvernement, dont le principal objet est d'assurer notre repos & notre tranquillité en méritant notre confiance?

C'est sans doute un bien que l'uniformité des lois & des coutumes dans une république; mais quelque grand que soit ce bien, il ne faut pas l'acheter trop chèrement. Je souhaiterois donc qu'on remarquât dans le préambule du même édit, que malgré l'avantage qu'on trouveroit à établir le même droit & une parfaite uniformité de coutumes dans toutes les terres de la république les Diètes doivent cependant être disposées à laisser subsister

quelques différences dans les lois & les procédés de quelques palatinats, quand ce sera une chose utile pour eux, & qui ne portera aucun préjudice aux autres provinces. Par cette conduite modérée, on préviendra sans peine les esprits en faveur des lois nouvelles qu'on méditera : on les attendra avec impatience ; & la réforme est à moitié faite quand on ne la craint pas.

Il ne suffit pas que les lois, dont dépend la sûreté des citoyens, soient claires & justes ; il est encore indispensable qu'on puisse en implorer commodément la protection contre un citoyen qui ne consulte que sa cupidité ou sa vengeance. Pourquoi donc n'avertiroit-on pas dans le même édit les Diétines, qu'il leur sera permis d'établir dans leur ressort une cour supérieure de justice, où toutes les affaires seront jugées définitivement ? Je n'imagine point par quelle raison un pareil procédé déplairoit à la noblesse Polonoise, puisqu'on n'ordonneroit rien, & qu'on ne feroit que permettre. Il y a sans doute des hommes injustes,

qui craignent des juges & des tribunaux trop voisins; mais personne n'osera avouer une pareille crainte. L'érection de ces nouvelles cours de justice, auxquelles il faut accorder libéralement tout le pouvoir & toute la force dont elles ont besoin pour faire exécuter leurs jugemens, est peut-être le seul moyen de se passer des anciennes, qu'on peut supprimer, mais, si on ne m'a point trompé sur la nature des abus monstrueux qui y règnent, qu'il est certainement impossible de réformer. Je ne m'arrêterai pas, monsieur le Comte, à prouver qu'il faut assigner un terme aux procès, & puisque l'infailibilité n'est pas le partage des hommes, borner autant qu'on pourra les appels, qui font courir inutilement les plaideurs de tribunal en tribunal, & je passe à des objets plus importants.

S'il étoit possible que les bourgeois des villes de la couronne, eussent quelque part à l'administration de la justice, & devinssent ainsi membres de la république, dont ils ne sont que les malheureux sujets; s'il étoit possible

d'ôter aux seigneurs la justice souveraine dont ils oppriment les habitans de leurs terres ; s'il étoit possible d'ériger des tribunaux où les paylans esclaves pussent réclamer avec quelque succès les lois de l'humanité ; ce seroit sans doute rendre à la Pologne les services les plus importants. Mais il n'est pas temps de penser à de pareils établissemens ; il n'est pas même permis de laisser paroître qu'on ait de semblables idées : ce seroit révolter des préjugés trop anciens & trop accrédités.

Il seroit très-aisé de prouver que les nouveautés dont je parle , feroient fleurir les villes de la couronne , où des étrangers se sont emparés de toute l'industrie , & se font des fortunes considérables aux dépens de vos grands seigneurs , toujours pressés d'avoir de l'argent , & toujours dupes dans leurs marchés. Après vous avoir pillés , ces banquiers vont jouir ailleurs des fruits de votre paresse & de leur activité. De nouvelles sangsues se succèdent , & la république reste toujours accablée de besoins , au milieu des richesses que votre sol vous donne , & qu'il vous

prodigueroit si vous vouliez le féconder.

Les villes mêmes des seigneurs offriroient bientôt un nouveau spectacle à leurs maîtres. Ces bourgeois qui ne sont aujourd'hui que de misérables artisans, occupés de quelques arts grossiers qu'ils pratiquent très-grossièrement, & qui ne diffèrent de vos serfs que par la liberté qu'ils ont de changer de demeure & de porter ailleurs leur misère & leur mal-adresse, ne seroient plus abrutis par cette pauvreté & cette crainte, qui, leur ôtant tout sentiment, ne leur permettent pas d'espérer un sort un peu moins malheureux.

Vos campagnes, qui offrent par-tout l'image de la tyrannie, de la peur & de la dévastation, prendroient une forme nouvelle. Elles ne seroient plus habitées par des espèces de brutes, si les lois daignoient traiter les payfans comme des hommes. L'activité & l'industrie naîtroient de tous côtés. La Pologne ne languiroit plus sous l'empire des juifs, qui semblent porter avec eux le malheur qui les suit. Si on m'a

fait, monsieur le Comte, une relation fidelle, ce n'est point la noblesse, ce sont les juifs, qui sont véritablement les maîtres de la Pologne. Vous êtes devenus les tributaires de leur avarice & de leurs usures. Ils vous ont forcés à ne pouvoir plus vous passer d'eux. Ils ont habilement profité de la stupidité grossière où vous avez jeté votre peuple, pour le rendre nécessaires. Ils abusent de vos besoins & de votre ignorance pour s'enrichir à vos dépens. Ils sont vos ennemis, ils vous abandonneroient si vous n'étiez pas leurs dupes; & sans que vous vous en doutiez, ils vous punissent cruellement des injustices fréquentes que vous leur faites éprouver.

Il seroit très-facile de faire voir de la manière la plus évidente, combien la république deviendrait en peu de temps puissante & heureuse, si elle intéressoit à son sort les bourgeois, les paysans & ces juifs dont je viens de dire tant de mal. On démontreroit sans peine à la noblesse, qui possède toutes les terres, que sa fortune augmenteroit considérablement, s'il étoit

permis aux bourgeois & aux juifs mêmes d'avoir des possessions. De vastes terrains, aujourd'hui inutiles à leurs possesseurs, donneroient de nouvelles richesses à la république. La servitude frappe les hommes & les terres de stérilité; & la liberté, en multipliant vos habitans, donneroit un nouveau prix aux productions de la terre, feroit naître les arts dont vous avez besoin, & vous fourniroit les forces nécessaires pour vous défendre contre vos ennemis & vous faire respecter.

Tout cela est évident; mais par malheur il est encore plus évident que la Pologne aujourd'hui est trop loin de ces vérités pour les comprendre. Je ne parle pas de la grande noblesse, elle est assez élevée pour croire qu'il ne lui importe pas de tenir le peuple dans la misère, le mépris, l'opprobre & l'oppression; mais je parle de cette petite noblesse qui trouve très-commode de piller les bourgeois, les paysans & les juifs, & se venge sur eux de la bassesse avec laquelle elle se prostitue aux pieds des grands. Si le peuple s'élevoit

un peu , après qu'on auroit rompu ses chaînes , elle craindrait de se voir confondue avec lui. Si cette noblesse pouvoit soupçonner que les réformateurs eussent à cet égard des vues contraires à ses préjugés , je ne doute point qu'elle ne se servît de ses forces , auxquelles certainement rien ne pourroit résister , pour conserver au gouvernement tous ses vices anciens. La prudence ne permet donc pas de laisser entrevoir , dans le moment de la réforme , les projets salutaires qu'on devroit former en faveur des bourgeois , des payfans & des juifs. Il faut même cacher les vœux que tout bon citoyen doit faire à cet égard , & attendre que le gouvernement , établi sur de plus sages principes , ait eu le temps d'éclairer les esprits , d'affoiblir les préjugés , & de faire aimer le bien public. Que faudra-t-il faire alors ? Il seroit inutile de m'étendre actuellement sur cette matière. Les Polonois , instruits par leur expérience , jugeront beaucoup mieux que moi de ce que leur permettront les circonstances , & du parti qu'ils en pourront tirer.

C'est avec la même sagesse qu'il faut ménager les abus de la juridiction ecclésiastique. Il seroit téméraire de tenter quelque changement à cet égard , avant que d'avoir dissipé l'ignorance qui confond la religion & la superstition , & autorise la morale la plus relâchée. En voyant que la cour de Rome , autrefois si redoutée des souverains , dont elle ébranloit le trône , ne conserve aujourd'hui dans les pays catholiques qu'un reste languissant de juridiction qui ne lui donne aucun pouvoir , on seroit porté à croire que les circonstances sont favorables à la Pologne , pour recouvrer à son tour l'indépendance qui appartient à toute société , & ne plus souffrir que le nonce du S. Père eût un tribunal à Varlovie , & y exerçât une véritable magistrature. Mais si les Polonois sont persuadés , comme on me l'assure , de l'infailibilité du pape , & croient qu'il peut les damner ou les sauver à son gré , si aux grandes vérités de l'évangile , vos docteurs en théologie scolastique ont substitué une foule de pratiques puériles & minutieuses , la

Confédération doit craindre de se rendre méprisable & odieuse , en voulant hâter une réforme que des théologiens ineptes, & le peuple qu'ils égarent , prendroient pour une hérésie & une impiété.

Je vous prie , monsieur le Comte , de même que vos collègues , d'observer que la juridiction du nonce de la cour de Rome est moins fâcheuse pour la Pologne , que l'autorité qu'y exercent vos propres ecclésiastiques. Si vous voulez attaquer à la fois ces deux abus , la cour de Rome & vos prélats réuniront leurs forces , & jamais vous n'en pourrez triompher. Il faut commencer par priver vos ecclésiastiques de la protection du S. Père. Il faut séparer les intérêts de ces deux puissances unies , en apprenant aux laïques que la Pologne doit avoir ses libertés , & à vos évêques qu'il est temps qu'ils jouissent de la même indépendance que ceux de plusieurs autres états. Dès que cette doctrine salutaire commencera à s'établir , la cour de Rome , qui craindra pour son autorité , ne sera pas disposée à soutenir de son crédit le

clergé de Pologne; & la puissance législative pourra alors les lois qu'elle jugera les plus salutaires pour le bien de la religion & les progrès des mœurs. Mais j'ajoute que cette révolution doit se préparer en répandant des lumières qui dissiperont peu à peu l'erreur & les préjugés. Montrez les vérités, non pas à la fois, mais les unes après les autres, & vous arriverez heureusement au terme que vous vous proposez. On dit que les théologiens de profession sont de tous les hommes les plus routiniers & les plus opiniâtres, mais ils n'en sont pas moins complaisans pour le gouvernement & les grands; & à force de disputer sur tout, ils trouvent enfin, quand il le faut, des raisons pour défendre & soutenir tout ce qui leur plaît.

Nous avons en françois plusieurs excellens ouvrages sur les droits & les bornes des deux puissances; s'ils étoient traduits en polonois, il n'est pas possible qu'après avoir peut-être un peu scandalisé, ils ne parvinssent enfin à persuader les bons esprits. Je recommanderois principalement la lecture

des écrits de l'abbé Fleury. Ses discours sur l'histoire ecclésiastique sont un des plus beaux ouvrages de notre langue ; tout y respire la vérité , la candeur & l'amour de la justice & de l'ordre. Son histoire , qui nous peint avec tant de détails la naissance & les progrès de la religion , qui nous la présente telle qu'elle a été enseignée par Jésus-Christ & les apôtres , est très-propre à nous prévenir contre les erreurs que les passions des hommes ont voulu joindre à l'ouvrage de Dieu. Nous avons encore plusieurs ouvrages de Bossuet , de Nicole , &c. Peut-on craindre de s'égarer avec de pareils guides ? Quand les Polonois verront que la politique de la cour de Rome est absolument étrangère au pouvoir purement spirituel que Jésus-Christ a donné à S. Pierre & à ses disciples , ils pourront croire qu'on peut blâmer l'avarice & l'ambition de quelques papes sans être impie ni hérétique , & que si les prétentions de la cour de Rome sont injustes , il n'est pas défendu d'en secouer le joug , & de ne plus reconnoître dans le nonce une

magistrature qui ne se soutient que par les abus qu'elle favorise. Après cette révolution, les esprits s'éclaireront sans effort, & vous n'auriez plus une morale que la politique doit proscrire, & dont vous trouverez la censure dans les *Provinciales*.

Tous les ans on choisit en Pologne de nouveaux juges pour tenir les cours de justice; cet usage est très utile, & il n'est question que d'établir, s'il est possible, des règles certaines, pour que le choix des magistrats ne soit pas l'ouvrage de la cabale & de l'intrigue. Peut-être y réussiroit-on sans beaucoup de peine, s'il s'établissoit dans chaque palatinat, ainsi que je l'ai proposé, une cour de justice, & que les Diétines fussent chargées d'en nommer les magistrats. Je désirerois même que les bourgeois de la ville eussent quelque part à cette nomination, & que les principaux officiers du palatinat n'y en eussent aucune. Ma raison, c'est que les hommes sont portés à favoriser les grands, & que des magistrats, si on leur permet quelque inclination particulière, doivent pencher en fa-

veur des petits & des foibles. Vous sentez d'ailleurs, monsieur le Comte, qu'un pareil établissement retireroit vos bourgeois de l'état abject dans lequel ils languissent, & que vous pourriez enfin espérer d'avoir parmi vous ce que nous appelons le tiers-état, & qui par-tout est destiné à faire la grandeur & la gloire des nations, pourvu qu'on ne s'applique pas à l'avilir.

S'il arrivoit que, sous prétexte d'avoir des juges plus éclairés, & trompé par ce qui se passe dans quelques pays de l'Europe, on proposât de rendre perpétuelles les magistratures de vos cours supérieures, il faudroit rejeter ce projet comme pernicieux & contraire au bien public. Dans la forme actuelle, si les juges sont pervers ou mal intentionnés, l'inconvénient est court & passager; & on se console du mal présent en espérant d'avoir bientôt des juges plus instruits & plus justes. La corruption ne se perpétue point dans ces tribunaux toujours renouvelés, comme dans ceux où les mêmes juges exercent leur magistrature pendant toute leur vie. On ne s'y fera

point une jurisprudence de routine qui n'est propre qu'à ruiner l'autorité des lois. Des magistrats qui ne sont en place que pendant un an ou deux, n'ont pas un esprit de corps, auquel on sacrifie toujours les intérêts de la justice; & n'imaginent point des prétentions ou des prérogatives particulières, qui jettent toujours quelque embarras dans les affaires générales de la république.

Si les lois sont simples & claires, il n'est pas besoin de beaucoup d'étude pour faire un bon juge: si elles sont embrouillées & obscures, elles ouvrent par-là même une libre carrière à la fraude & à la chicane; & j'oserois vous répondre que les magistrats ne deviendroient pas plus habiles en vieillissant dans leur tribunal: accoutumés à se laisser tromper par des sophismes, ils parviendroient à croire que le vrai & le faux sont également probables. Aujourd'hui tout gentilhomme Polonois est appelé par sa naissance à défendre sa patrie le sabre à la main; il est soldat, il croit devoir l'être, & cette opinion est très-utile à la sûreté & à la

liberté de la république. Si la magistrature n'étoit plus une fonction passagère , il y auroit bientôt des Polonois qui ne se croiroient plus soldats ; il en résulteroit une séparation entre les fonctions civiles & les fonctions militaires ; séparation qui dégrade nécessairement tous les talens politiques , & ne produit presque jamais que des hommes médiocres. Les républiques anciennes , qu'il faut toujours avoir devant les yeux quand on veut faire de grandes choses , avoient des hommes admirables , c'est-à-dire , des citoyens qui avoient étudié tous les besoins & tous les devoirs de la société ; ils s'y étoient également exercés ; & ces connoissances qui s'aident mutuellement , étendoient leur génie. Nous autres modernes nous n'avons que des talens ébauchés , dont nous ne savons pas tirer parti pour l'avantage général de la société. Bornés par notre ignorance , nous ne sommes utiles à la patrie , que quand par hasard elle a besoin du métier que nous avons appris.

Les affaires étrangères , j'entends par cette expression la conduite de la république

république à l'égard de ses alliés & de ses ennemis naturels, forment une autre branche de l'administration du chancelier. Jusqu'à présent la Pologne a eu peu de relations au-dehors; on négligeoit son alliance, parce qu'on n'en attendoit aucun secours. De son côté, toujours condamnée à l'inaction par les mauvaises lois, & trop divisée par les querelles domestiques pour prendre part aux événemens de l'Europe, elle négligeoit d'envoyer des ambassadeurs qui n'auroient joui d'aucune considération; & se flattoit que cette politique de l'équilibre dont on parloit tant, & qui dans la vérité n'est rien, lui serviroit de sauve-garde. Mais tout prendra une face nouvelle après la réforme de votre gouvernement. Les Polonois deviendront une puissance respectable, dès que leurs lois les mettront en état de connoître leurs forces & de s'en servir. Il n'y aura point de peuple qui ne recherche votre alliance, & ne tienne un ministre à Varsovie. La république sentira elle-même combien il lui importe d'être instruite des passions, des vues

& des entreprises des principales cours, & elle y enverra des ambassadeurs. Il s'agira de nouer & d'entretenir des négociations, de former les ligues, soit offensives, soit défensives, & de conclure des traités. Puisqu'il en peut résulter de grands biens & de grands maux, la Pologne doit donc apprendre à calculer ses espérances & ses craintes, & se faire des principes sages dont elle ne s'écarte jamais ; car on ne sauroit croire combien une conduite constante & uniforme inspire de confiance à nos amis & de crainte à nos ennemis. Puisque la fortune amène des conjonctures bizarres & extraordinaires, où l'état le mieux constitué ne peut se suffire à lui-même & a besoin d'avoir des alliés, il faut donc se former des hommes habiles dans la partie importante des négociations : & c'est, je crois, un motif bien puissant pour engager les réformateurs à former dans le sénat un conseil particulier, qui ne soit chargé que des affaires étrangères. Je n'imagine point ce qui pourroit s'opposer à cet établissement. Il n'est besoin ici d'aucune adresse pour

préparer les esprits à cette nouveauté. La nation sera sans doute flattée de n'être plus oubliée en Europe ; & toute la grande noblesse verra avec plaisir qu'on ouvre une nouvelle carrière à son ambition.

Soit qu'on laisse au chancelier la direction des affaires étrangères , soit qu'on en fasse un nouveau département , il est d'autant plus nécessaire que les lois prescrivent des règles générales de conduite à l'égard de cette branche de l'administration , qu'elle sera nouvelle & pour ainsi dire inconnue des Polonois. Rien n'est plus difficile que de ne se pas tromper , lorsqu'un peuple change de situation , & se trouve dans la nécessité de se faire de nouveaux principes , avant que d'avoir eu le temps de les étudier. On croit ne consulter que les lumières les plus pures de la raison , & sans qu'on s'en apperçoive on ne suit encore que ses passions & ses anciens préjugés. S'est-on égaré dans une fausse route ? il est rare d'appercevoir son erreur , & plus rare encore de la réparer ; on s'attache de plus en plus à un mauvais sys-

tème qu'on suit par routine , & cette routine pernicieuse paroîtra enfin la politique la plus avantageuse. Il est très - vraisemblable que la conduite des premiers négociateurs Polonois servira de modèle à leurs successeurs. Si ces réflexions sont vraies , vous voyez , monsieur le Comte , combien les réformateurs doivent s'appliquer à inspirer de bons principes à leur nation , & à diriger ses premières démarches.

La loi ordonnera donc au sénat de ne pas se livrer témérairement à des espérances séduisantes , & de ne contracter d'abord que des alliances passagères , pour se donner le temps de discerner les vrais amis. Elle déclarera de la manière la plus expresse , que la république , contente des terres qu'elle possède, renonce actuellement & pour toujours , à tout projet ambitieux de reculer ses frontières , & de rentrer dans les provinces qu'elle a autrefois possédées. Elle ordonnera aux administrateurs des affaires étrangères, sous peine d'être regardés comme ennemis de la patrie, de ne se point proposer

d'autre fin dans les négociations , les alliances & les traités , que la conser-
vation de la république. On leur re-
commandera de cultiver la paix avec
soin , de ne rien négliger pour mériter
l'estime & l'amitié des états voisins ,
& d'interposer leur médiation dans
toutes les affaires de vos alliés. Qu'on
ne croie pas que ce ne soient-là que
des propos de parade que je conseille
pour tromper les étrangers , & les em-
pêcher de troubler les opérations des
Confédérés dans la réforme qu'ils mé-
ditent. Je puis protester , & les écrits
que j'ai publiés en font foi , que mal-
gré la mode je regarde la justice , la
vérité & la modération , comme les
seuls vrais principes de la prospérité
politique , & l'injustice , la fraude &
l'ambition , comme autant de causes
de la ruine des états : on aura beau
manier les vices avec art , on ne les dé-
naturera pas.

Le conseil des affaires étrangères ne
donnera aucune instruction ni aucun
ordre aux agens de la république , sans
en avoir fait le rapport au sénat. Le
président du conseil rendra compte à

chaque Diète générale de la situation respective de la république , de ses voisins & de ses alliés. Il ajoutera un tableau des principales affaires de l'Europe , & des mouvemens dont elle peut être menacée. Je ne saurois souffrir le mystère qu'on met dans les négociations ; & j'oserois assurer à ces politiques qui s'enveloppent avec tant de soin & de mystère pour cacher leur marche & leurs vues ultérieures, qu'on les devine presque toujours ; & quand on ne les devine pas , qu'on se défie de leurs ruses & de leur adresse , que toute leur peine est perdue , ou plutôt n'a servi qu'à embrouiller les affaires & les rendre quelquefois impraticables. Tous les traités seront conclus par le roi & le sénat , & ratifiés par la Diète générale ; & cette ratification sera nécessaire pour leur donner le caractère d'engagement & la force de loi. On se récriera peut-être, monsieur le Comte, que j'expose votre république à une lenteur incommode. Soit , mais je la préserve d'une étourderie qui n'est pas incommode, mais funeste & ruineuse. La règle que je pro-

pose est nécessaire , si on désire que la Pologne ait une politique uniforme & constante , & que le sénat reste soumis à la nation.

C H A P I T R E X I I .

*Du département du grand-maréchal , ou
du conseil de police.*

LE s fonctions du grand-maréchal se bornent à la police de Varsovie. Sa juridiction ne s'étend qu'à trois lieues de cette capitale , & elle cesse dès que le roi est absent. Ce ne seroit pas la peine de substituer un conseil particulier au grand-maréchal, si on ne lui attribuoit pas la connoissance de tout ce qui peut être compris sous la dénomination de police générale de la république.

Plus les Polonois ont négligé jusqu'à présent cette partie importante de l'administration , plus il est nécessaire de faire de grands efforts pour réparer cette négligence. Je vous en demande pardon , monsieur le Comte , mais il

est nécessaire que je sois instruit de la vérité, & je vous prie de ne me rien déguiser. J'ai ouï dire à des étrangers que la police de votre patrie ne vaut guère mieux que celle de la Tartarie. Est-il vrai que dans une république, où l'on suppose toujours l'amour de la liberté & de la patrie, on n'ait pris cependant aucun soin de ce qui intéresse le public ? J'ai de la peine à croire que votre noblesse étant souvent obligée de voyager pour visiter ses terres & se rendre à ses Diétines ou à la Diète, vous n'ayez cependant point de chemins. On m'a peut-être trompé en me disant que dans vos villes même les plus considérables, un voyageur manque des choses les plus nécessaires. Vous êtes obligés de voyager avec armes & bagage, & pour retraits dans la nuit, vous ne trouvez que le repaire impur d'un juif ou la malheureuse maison d'un paysan. Cette incurie sauvage, (car de quelle autre expression pourroit-on se servir ?) supposeroit d'étranges mœurs. Je ne conçois rien à cette indifférence de la noblesse pour les commodités les plus communes.

A quoi faudroit-il attribuer cette stupidité de vos juifs, chargés d'héberger les voyageurs, & qui malgré leur avidité, n'osent avoir aucune industrie? Est-ce que s'ils travailloient à préparer des auberges commodes aux passans, ils ne seroient payés ni de leurs peines ni de leurs avances?

Quoi qu'il en soit, je désirerois que le conseil de police fût chargé de la construction des chemins, de la navigation des rivières; & que dans chaque palatinat il y eût des bureaux particuliers chargés d'exécuter ses ordres. Je voudrois sur-tout que les réformateurs invitassent le nouveau ministère à chercher les moyens les plus propres pour empêcher que désormais l'arrivée d'un gentilhomme dans un village ou dans la ville d'un seigneur, n'y fût regardée comme un fléau. Mais je me trompe, monsieur le Comte, ce n'est point de cette manière qu'il faut s'y prendre pour opérer une réforme. Tout seroit perdu, si votre petite noblesse pouvoit soupçonner qu'on voulût détruire son *droit de gîte* qui lui est si commode. L'édit qui établira le conseil de

police, doit ordonner simplement de veiller à la sûreté des voyageurs, & de proposer à la prochaine Diète ce qu'on aura pensé de plus favorable pour parvenir à cette fin. On fera alors des lois contre les brigands & les voleurs, dont personne, avec quelque pudeur, ne peut embrasser la défense; & on prendra en même-temps les mesures les plus efficaces pour que ces lois ne soient pas inutiles. Vous sentez que votre petite noblesse, craignant d'être confondue avec les brigands, renoncera par nécessité à son *droit de gîte*, & que bientôt la Pologne ressemblera à la plupart des autres pays de la chrétienté; on y voyagera avec les mêmes commodités. Il me semble que les seigneurs & la noblesse riche doivent favoriser ces établissemens; car il leur importe de se débarrasser de tout cet attirail d'équipages qui les accompagne dans leurs voyages, & de protéger leurs sujets, qui ne sont jamais vexés sans que le seigneur lui-même n'en souffre.

Vous m'entendez quelquefois parler, monsieur le Comte, avec une

forte de mépris , de cette politique qui ne comptant que sur l'argent , regarde le commerce étranger comme sa principale affaire. C'est sans doute un grand mal que cet esprit mercantile , quand il s'empare d'une nation ; car il y détruit le germe de toutes les vertus. Mais , tant il est vrai que nous sommes destinés à chercher en tout un juste milieu & à nous y tenir , il y a un excès opposé , qui n'est peut-être pas moins dangereux ; c'est de laisser périr entre ses mains la plupart de ses richesses , & de ne savoir pas en profiter pour entretenir une honnête abondance dans la société.

On ne peut qu'être prodigieusement étonné , quand on voit qu'ayant à peu de chose près tout ce qui peut vous être nécessaire , vous n'avez cependant ni arts , ni manufactures , ni ouvriers. Les juifs ne sont point membres de la république , vous les regardez comme vos esclaves , & j'ai déjà pris la liberté de vous le dire , ils sont les maîtres de la Pologne. S'il leur prenoit fantaisie de ne vous plus vêtir , vous seriez nus , jusqu'à ce qu'il plût

à des Allemands ou à des Hollandois de vous apporter, à grands frais, des étoffes & toutes les choses dont vous avez besoin. Que résulte-t-il de cette situation ? Une indigence générale qui n'est pas moins funeste que les trop grandes richesses. Vos grands seigneurs sont pauvres au milieu de tous ces vastes domaines dont ils ne savent pas tirer parti ; & voilà ce qui les a forcés à se vendre à la cour pour satisfaire leur luxe. Votre petite noblesse a beau se croire souveraine, ne pouvant suffire à ses besoins, elle se prostitue dans les emplois les plus bas ; & quand elle reçoit quelques ducats pour subsister, peut-elle avoir cette fierté républicaine qui a rendu vos ancêtres si illustres, & qui doit faire la force de la Pologne ? Pour le reste des habitans, ils ne sont comptés pour rien. Une crainte servile a étouffé en eux toutes les passions par lesquelles la nature nous destine à développer nos facultés naturelles.

Il est temps de sortir de cette léthargie ; & le conseil de police, auquel il est important de donner des occupa-

tions dignes de lui , rendroit à la nation un service bien signalé , en trouvant les moyens d'établir les différentes manufactures qui vous sont nécessaires , qu'il appelle chez vous des étrangers qui vous formeront des ouvriers ; mais qu'il soit persuadé que l'homme ne s'attache point à un pays où il ne peut avoir aucune possession. Ne craignez pas de donner d'abord trop d'encouragement à l'industrie ; mais un temps viendra où il faudra lui mettre des entraves , pour l'empêcher de produire enfin chez vous tous les malheurs où elle a précipité les peuples , qui ne se lassant point d'étendre leur commerce , n'ont d'autre règle de conduite qu'une malheureuse cupidité qui doit les perdre.

Il me semble qu'on peut charger le conseil de police d'un soin encore plus précieux pour la république. Les mœurs publiques doivent être soumises à son inspection. Quoiqu'on m'accuse , monsieur le Comte , d'aimer à me repaître d'idées chimériques , & d'aspirer à une perfection dont les peuples modernes ne sont plus suscep-

tibles , ne croyez pas que je vous propose d'établir chez vous la censure des Romains : il y a long-temps que l'Europe n'est plus digne d'une pareille magistrature. Je me bornerai à dire que l'intendance de l'éducation , qui prépare des citoyens à la république , doit appartenir au conseil de police. Il seroit inutile de m'étendre sur l'importance de former le cœur & l'esprit des enfans dans une nation libre ; c'est une vérité dont tous les pères de famille sont convaincus. Dans le moment de la réforme , il suffira peut-être de faire des réglemens généraux , & de charger les Diétines , chacune dans son ressort , de veiller d'une manière particulière à l'éducation ; & de choisir , parmi les gentilshommes les plus distingués par leur mérite , quelques commissaires pour examiner la police des collèges , donner de l'émulation aux professeurs , la faire passer dans leurs élèves , & dresser des mémoires au sujet des établissemens qu'on pourroit faire , & que chaque Diétine fera approuver par la Diète générale. On voit que par cette conduite le conseil

de police intéressera un plus grand nombre de personnes à ses succès , & préviendra les inquiétudes , la défiance & les soupçons que les nouveautés ne manquent presque jamais de faire naître.

Il est temps que la philosophie pénètre enfin dans la Pologne , & bannisse de vos universités de misérables études qui sont plus dangereuses que l'ignorance. L'écriture sainte , qui ne nous a pas été donnée pour nous apprendre la physique , ne vous paroîtra pas moins respectable , quand on vous aura persuadé que le soleil ne tourne plus autour de la terre. L'étude vous rendra la religion plus chère ; & si je n'avois pas déjà dit dans ce mémoire combien la superstition produit de mal , j'inviterois les réformateurs à prier instamment les évêques de faire tous leurs efforts pour qu'on enseigne dans leurs diocèses une saine théologie. On doit ; si je ne me trompe , ne rien négliger pour faire fleurir l'étude du droit naturel , de votre droit public , & de tout ce qui peut faire connoître la situation de l'Europe , ses

lois, le gouvernement & les intérêts des différentes puissances, de même que les engagemens réciproques qui les lient. Ces connoissances sont indispensables dans une république qui traite avec ses voisins, & où chaque citoyen a part au gouvernement. La médecine, la physique, les mathématiques, l'histoire, l'éloquence, les belles-lettres méritent d'avoir leur école; mais pour abrégé je n'en parlerai pas. Peut-être que chez les jésuites vous ne trouverez pas les maîtres que vous pouvez désirer; & dans ce cas le conseil de police devrait appeler des étrangers qui se formeroient parmi vous des successeurs.

Après avoir travaillé à faire des citoyens par une bonne éducation; il faut tout mettre en usage pour empêcher que les jeunes gens, en entrant dans le monde, n'y trouvent des mœurs qui détruiroient en un instant les principes de modestie, de retenue, de tempérance & de désintéressement, qu'on leur aura inspirés. Je vous propose, monsieur le Comte, une chose nécessaire, mais qui n'est pas aisée. Je

connois la force de nos habitudes ; & quoique les Polonois se vantent d'avoir dans leur caractère notre flexibilité françoise , je doute fort qu'ils ne se moquaient pas d'un conseil de police qui leur ordonneroit de prendre de nouvelles mœurs. Une pareille révolution est l'ouvrage du temps. Les lois constitutives dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir , la prépareront ; mais que pouvez-vous attendre de ces lois , si , toujours combattues par vos anciens vices , elles n'exercent qu'un empire douteux , & ne se soutiennent elles-mêmes qu'avec peine ? Les réformateurs doivent aller à leur secours , & hâter le progrès des bonnes mœurs , en proscrivant le luxe , qui a tant contribué à votre décadence , & qui entraîne à sa suite tous les vices.

Sans lois somptuaires , dont le propre est de rendre les richesses moins nécessaires & l'amour de la gloire plus actif , n'espérez point d'établir parmi vous une liberté solide. Si vos anciennes Diètes ont publié quelques-unes de ces lois salutaires , n'oubliez rien pour les retirer de l'oubli dans lequel

elles sont tombées. Il me semble qu'à cet égard on peut agir sans aucun ménagement ; car si on ne m'a point trompé par de fausses relations, la fortune de votre grande noblesse n'est plus ce qu'elle étoit autrefois. Les grands ne tiennent que par vanité à un luxe qui les incommode ; & en secret ils regarderoient comme une faveur la loi qui les autoriseroit à ne pas achever de se ruiner. Pour consolider votre ouvrage, tâchez de trouver quelque moyen pour empêcher qu'il ne se forme de ces fortunes immenses que redoute l'égalité républicaine , & qui corrompent également leurs possesseurs & les pauvres qui les envient. Un Suédois me disoit : *Nos richesses sont très-médiocres , & ce premier avantage nous en procure un second ; nous n'avons point de pauvres , & j'en augure bien pour l'affermissement de nos lois.* Je voudrois qu'un Polonois pût un jour en dire autant. Ne désespérez de rien , monsieur le Comte ; ce conseil de police , auquel on ne peut d'abord attribuer qu'un pouvoir bien médiocre , sera encouragé par ses premiers succès , &

il étendra fans peine ses droits & sa juridiction à mesure que vos mœurs se perfectionneront. Ce conseil fera , si je puis parler ainsi , votre baromètre politique : suivant qu'ils s'élèvera ou qu'il baïssera , il vous annoncera des biens ou des maux.

C H A P I T R E X I I I .

Du département du grand - général ou du conseil de guerre.

DANS la Diète où les Confédérés doivent proposer & établir un nouveau gouvernement , je crois qu'il seroit très-sage d'éviter avec soin tout ce qui pourroit faire penser que la république veut se rendre redoutable par ses forces militaires. A quoi sert d'avertir les étrangers qu'on veut former une puissance qui peut les inquiéter ? Faites encore attention , je vous prie , qu'il est impossible d'augmenter le nombre de vos troupes , sans établir des impôts d'autant plus sûrs de dé-

plaire, que votre nation est accoutumée à ne rien payer à la république, & que sa fortune aura beaucoup souffert par la guerre à la fois étrangère & domestique qu'elle supporte. Votre petite noblesse est avare par nécessité; & vos grands seigneurs, que le luxe, leur négligence & leurs valets appauvrissent, ont trop de besoins pour songer à ceux de l'état. D'ailleurs la prudence ne vous fait-elle pas une loi d'affujettir à une bonne discipline les anciennes troupes, avant que d'en créer de nouvelles? Celles que vous lèveriez aujourd'hui se modèleroit sur les anciennes. Elles en prendroient le génie & les vices; & il seroit d'autant plus difficile dans la suite de corriger ces milices, qu'elles seroient plus nombreuses. Il sera au contraire plus aisé de mettre sur un bon pied les anciens corps; & ceux qu'on lèvera dans des circonstances plus favorables, se conformeront sans peine à la discipline qu'ils trouveront établie.

Les troupes sont aujourd'hui aussi mal gouvernées en Pologne, qu'elles l'étoient il y a trois siècles dans toute

l'Europe. Les princes de Nassau en Hollande & les rois de Suède , dont la réputation durera éternellement , ont rétabli l'art militaire parmi les modernes. On a profité de leur exemple ; & tandis que toutes les nations ont commencé à discipliner leurs soldats & faire la guerre avec cette méthode savante qu'on admire chez les anciens , la Pologne seule n'est point sortie de son ancienne barbarie. Ce sera beaucoup , monsieur le Comte , si les réformateurs peuvent faire agréer des lois favorables à la discipline ; mais quand cette discipline vous égaleroit aux troupes prussiennes , ne croyez pas que ce soit-là le plus haut terme de perfection où vous deviez aspirer. Le roi de Prusse a fait tout ce que peut faire un roi ; & votre république , une fois bien constituée , doit faire tout ce que peut faire une république. Chez les peuples qui ne sont pas libres , les soldats n'auront jamais ce courage patriotique qu'on trouve chez les Grecs & chez les Romains , ce courage tour-à-tour patient , actif , lent , impétueux , & toujours égal dans les différens be-

soins & les différentes extrémités de la guerre. Des hommes arrachés de leurs maisons, ou ramassés au hasard dans la lie du peuple, ne font la guerre qu'à regret, ou ne portent les armes que parce qu'ils ne sont bons à rien ; quel intérêt peuvent-ils donc prendre à la chose publique ? C'est cependant cet intérêt seul qui élève l'ame ; & sans une ame élevée, dans quelque condition que l'on soit, & malgré tous les soins de la politique, on n'est jamais qu'un homme médiocre.

C'est une maladie des plus fâcheuses de l'Europe, que ces grandes armées que les états ont la manie d'entretenir pour se faire craindre ; & qui ne leur donnant qu'une vanité ridicule ou une ambition puérile, ne servent qu'à les affoiblir & les embarrasser. On diroit qu'on veut suppléer par le nombre des soldats aux qualités militaires des armées ; entreprise insensée ! l'histoire n'est-elle pas pleine de grandes armées qui ont été dissipées par une poignée de Grecs, de Macédoniens, ou de Romains ? Cinquante mille hommes bien disciplinés suffiront à

la sûreté de la Pologne , & lui coûteront peu. Deux cents mille soldats , tels que tout le monde en connoît , seront fort chers , & la défendront mal. Il est fâcheux pour moi , monsieur le Comte , de vous rappeler des choses désobligeantes que quelques-uns de vos compatriotes m'ont laissé entrevoir. Je ne veux rien croire : cependant, s'il étoit vrai que dans le moment présent la Pologne n'eût pas un seul homme de guerre en état de vous former une armée , les réformateurs ne devroient-ils pas proposer à la Diète d'attacher à son service quelques officiers étrangers de réputation ? Si vous voulez établir vous-mêmes votre discipline militaire , vous ne ferez que des progrès très-lents ; parce qu'il faudra réparer les fautes de votre inexpérience , & qu'en les réparant vous en ferez peut-être encore de nouvelles. Je désirerois que dès l'instant de la réforme toutes vos troupes fussent nationales ; mais si c'est une chose impossible , ne confiez point votre salut & votre sûreté à cette canaille de déserteurs & de vagabonds qui n'ont point

de patrie, incapables de discipline, & qui méprisent assez leur vie pour la vendre indifféremment à tout le monde. Il me semble que, pour compléter le nombre des troupes que la république est en usage d'entretenir, vous pourriez traiter avec les Suisses. Ce sont les hommes de l'Europe les plus susceptibles d'une bonne discipline; il est de l'intérêt de leurs magistrats de la faire servir chez une nation libre, d'où les officiers & les soldats ne rapporteroient pas dans leurs cantons des préjugés & des habitudes qui peuvent corrompre ou du moins altérer les mœurs convenables au gouvernement helvétique.

Si les Polonois veulent être véritablement libres chez eux, & défendre leur liberté contre les entreprises des ennemis domestiques & contre les injures des étrangers, ils doivent former une nation militaire. Je suis intimement persuadé que malgré les établissemens les plus sages pour affermir l'empire des lois & s'opposer à la naissance du pouvoir arbitraire, un peuple finira toujours par être esclave, si
chaque

chaque citoyen ne se croit pas destiné à être soldat. On fait quel a été le sort de toutes ces nations lâches , paresseuses ou inconfidérées , qui , pour se débarrasser des fatigues ou des périls de la guerre , ont confié à des mercenaires le soin de les défendre. Ces soldats ont abusé de leurs armes & de leur force ; ils n'ont reconnu d'autre maître que la puissance exécutive à qui il en a fallu abandonner la direction ; & ils sont devenus des oppresseurs , ou plutôt les instrumens de l'oppression. Quand les Romains ne furent plus en quelque sorte que des mercenaires , ils se vendirent à des Marius , des Sylla , des César & des Pompée , & firent des tyrans. Au lieu de l'ordre militaire qui règne en Suisse , supposez des corps toujours subsistans de soldats mercenaires , & vous en verrez fuir la liberté , le calme & le bonheur.

La Pologne jouit déjà à moitié du bien que je désire , puisque la noblesse qui forme seule le corps de la nation ou de la république , regarde les armes comme sa profession , & se croit

obligée de monter à cheval & de faire la guerre, quand elle est commandée. Pour le dire en passant, c'est peut-être ce génie militaire qui a le plus contribué aux progrès de votre anarchie, parce qu'il n'étoit soumis à aucune règle certaine; mais c'est lui aussi qui a contribué, plus que tout le reste, à vous soutenir contre tous les vices de cette même anarchie. Dans le moment de la réforme, il faut donc se garder avec un soin extrême de porter quelque règlement, qui par des immunités, des franchises ou des privilèges particuliers, tendroit à séparer les fonctions civiles des fonctions militaires, & faire oublier que tout Polonois doit être soldat. Il est aisé de ne tomber à cet égard dans aucune erreur; mais, je l'avoue, rien ne me paroît plus difficile que de tirer parti de ce génie militaire pour assurer le bonheur de la république.

Pleins de leurs anciens préjugés, les gentilshommes croiront vraisemblablement qu'on attaque l'indépendance & la liberté dont ils sont si jaloux, si l'on tente de les discipliner, & de sou-

mettre le service militaire à des règles constantes. Vos gens de qualité, m'a-t-on dit, ont des *compagnies nobles* qu'ils n'ont jamais vues. Ils ont ces compagnies, parce que c'est une distinction, mais le commandement en est abandonné à quelque subalterne qui n'a aucune autorité. On se croit militaire parce qu'on a un brevet inutile dans sa poche & un uniforme sur le corps. Peut-être a-t-on vu quelquefois des grands généraux de Pologne & de Lithuanie, qui ne s'étant jamais trouvés dans une armée ni même dans un camp de paix, auroient été embarrassés à conduire cinquante hommes. C'est ici qu'on a besoin d'une politique extrêmement habile à manier les esprits. On ne peut se prescrire d'avance aucune méthode; car qui peut prévoir quelle sera précisément la disposition des esprits dans les circonstances où vous vous trouverez ? Les hommes paroissent quelquefois perdre leur caractère dans les grandes révolutions. Je ne fais quel enthousiasme s'empare d'eux; mais on se trompe si on le croit durable; & on l'éteint, si au lieu de

le ménager on veut le forcer & l'augmenter. Peut-être qu'il est alors plus utile d'agir par insinuation que d'ordonner en législateur. On feroit bien avancé, si l'on pouvoit persuader à quelques grands seigneurs qu'il est ridicule de faire un métier qu'on ne veut pas apprendre, & les engager à donner l'exemple d'un service régulier.

Mais quand le nouveau gouvernement aura acquis une certaine autorité, quand, après s'être familiarisé avec l'empire des lois, on aura appris à penser avec plus de justesse & d'élevation, pourquoi cette fière noblesse ne se feroit-elle pas un point d'honneur d'obéir à cette même discipline qui l'effraie aujourd'hui? En imaginant quelques distinctions flatteuses pour les gentilshommes qui se distingueroient dans leur palatinat par leur application aux exercices militaires, ou qui feroient quelques campagnes en qualité de volontaires dans des guerres étrangères, pourquoi ne feroit-on pas naître un nouveau génie dans la nation? Les récompenses de la république, qui appartiennent au-

jourd'hui aux intrigans , ou dont on fait un commerce scandaleux , pourquoi la Diète ne les fera-t-elle pas donner aux militaires les plus distingués ? Les palatinats sont pleins de dignitaires qui n'ont que des titres sans fonctions ; & il seroit sans doute très-avantageux d'anoblir leurs charges par quelques devoirs ou quelque inspection militaire. Les palatins & les castellans sont les capitaines de leur palatinat & de leur castellanie : ils négligent aujourd'hui cette partie importante de leur administration ; & dans le nouveau système du gouvernement , rien n'est plus aisé que de les corriger de cette négligence , & de les obliger à rassembler tous les ans la noblesse pour la passer en revue , & l'accoutumer à la discipline & à la subordination militaire.

Enfin , le temps viendra peut-être , où l'on pourroit ordonner qu'un gentilhomme ne seroit susceptible des honneurs , des dignités , des charges & des récompenses de la république , qu'après avoir servi un certain nombre d'années. Les Romains ont eu

autrefois cette loi , & un établissement qui leur a été si utile , ne le feroit pas moins aux Polonois. J'ajoute même que c'est alors que votre république sera solidement affermie , ne craindra plus les passions ennemies de votre liberté , & se fera respecter des étrangers. Dès que les circonstances le permettront , hâtez - vous d'ordonner par une loi solennelle , que la jeune noblesse de chaque palatinat & de chaque district , inscrite dans le rôle militaire , s'assemblera tous les ans pendant un ou deux mois , & sous les ordres de ses officiers se façonnera à tous les exercices & à toutes les manœuvres de la guerre. Ces compagnies , répandues sur toutes les terres de la république , formeroient enfin une cavalerie invincible dans vos plaines.

Vous me direz peut-être , monsieur le Comte , qu'il est bien extraordinaire pour une personne de mon état , d'oser vous parler guerre pendant si long-temps. Mais je prendrai la liberté de vous répondre , comme le chancelier de l'Hôpital au duc de

Guise : » Je ne fais point comment
» il faut conduire une armée , gagner
» une bataille, choisir & disposer un
» camp & prendre une ville ; mais
» j'ai appris comment on doit former
» des soldats & des capitaines , quand
» il faut faire la guerre, & dans quels
» lieux même il faut la porter, rela-
» tivement à la fin qu'on doit se pro-
» poser. » En effet ces connoissances
sont communes à tous les hommes,
quel que soit le genre de vie qu'ils
aient embrassé.

Vous avez eu la bonté , monsieur
le Comte , de me communiquer vos
vues au sujet d'un corps de trente ou
quarante mille hommes d'infanterie
qu'il seroit aisé de former , en deman-
dant à chaque village un soldat pris
dans le nombre de ses habitans ,
& qu'il entretiendrait à ses dépens.
Votre projet est digne d'un citoyen
qui aime sa patrie , & éclairé par la
plus sage politique. Hâtez-vous de
communiquer votre idée à vos col-
lègues. Ce projet peut être mis à
exécution dans le moment même de
la réforme. Il ne blesse en rien les

préjugés de la noblesse , & vos voisins le verront exécuter sans inquiétude. Vous ne montrerez par cet établissement qu'une milice destinée à entretenir la sûreté publique , faire respecter les lois & prêter main-forte à la justice contre les brigands & contre les rebelles qui refuseront de se soumettre à ses jugemens. Mais dans le fond vous formerez une infanterie nationale , dont il sera facile de rassembler les différentes brigades répandues dans vos palatinats , & qui s'étant exercée pendant la paix , sera capable en temps de guerre de servir utilement la patrie. Cette milice n'est qu'un mal dans plusieurs pays , parce qu'elle n'est qu'une corvée qui nuit à l'agriculture , & rend le sort des paysans plus malheureux. En Pologne elle peut servir au contraire à rendre plus douce la servitude de vos serfs & à donner même une sorte de considération à cette classe d'hommes abrutis & malheureux. Après vingt ans de service , pourquoi n'accorderoit-on pas à ces soldats la liberté civile & les terres nécessaires à la sub-

sistance d'une famille ? Vous verriez se former dans votre république des payfans libres , & l'espérance de la liberté retireroit les autres de cette stupidité dans laquelle ils languissent , & qui les empêche de prendre le moindre intérêt au sort de la république.

Je vois avec chagrin un vice énorme dans votre constitution. Je veux parler de ces espèces de souverainetés que se sont faites quelques seigneurs. Ils ont des forteresses , & y tiennent une garnison qui ne dépend que d'eux. Vos lois ont toléré cet abus , ou parce qu'elles ne pouvoient le réprimer , ou parce que vous avez regardé ces châteaux & ces soldats des particuliers comme des forces qui ne coûtoient rien à la république , & dont elle pourroit cependant se servir dans le besoin. Mais la société est menacée des plus grands dangers , quand un citoyen est assez fort par lui-même pour ne pas craindre la loi. L'ordre des choses est renversé , la puissance publique est dissoute , & tout est perdu , dès que le citoyen que la

république doit défendre s'est rendu assez puissant pour la protéger. J'avoue que dans le moment de la réforme je ne vois aucun remède à ce mal. Quels cris, quelles plaintes, ou plutôt quel soulèvement n'exciteriez-vous pas ? Si les réformateurs ne sont pas plus habiles que moi, ils doivent prudemment fermer les yeux & feindre de ne rien voir.

Espérez que dans le redoublement de zèle, d'amour de la patrie & d'amour de la liberté qu'inspirera un nouveau gouvernement, la république n'éprouvera pendant quelque temps aucune disgrâce de la part de ces citoyens souverains ; leur vanité craindra de blesser l'opinion publique, elle sera contenue. Mais que l'avenir vous inquiète ! Vous connoissez, monsieur le Comte, le cours, la marche, les ruses & tous les prestiges des passions humaines ; concluez-en que cette vanité dangereuse ne disparaîtra point, tant qu'elle sera nourrie par l'appareil de la force & de la grandeur. Songez à ce qu'elle osera, quand elle pourra se promettre l'impunité. S'il arrive

enfin des circonstances qui permettent de réprimer cet abus , ne perdez pas un moment & courez au remède : tâchez même de hâter ces circonstances. Après que l'anarchie aura fait place à un bon gouvernement , on peut se flatter que ces grands s'apercevront qu'ils ont moins besoin d'être puissans par leurs propres forces , soit pour se défendre contre leurs ennemis , soit pour jouir d'un plus grand crédit. Leur orgueil s'apprivoisera , & ils feront moins attachés à des troupes qui leur seront inutiles , & qui leur coûtent beaucoup.

C'est un grand mal que la noblesse de Pologne mette au rang de ses privilèges les plus précieux , de ne servir qu'un certain nombre de jours. Je pardonne cette barbarie à nos anciens François , chez qui le gouvernement féodal avoit détruit toute idée de bien public. Que des vassaux qui , malgré la foi & l'hommage , avoient tant de motifs de haïr leurs suzerains , ne les servissent qu'à regret , & disputassent sur le nombre de jours de service qu'ils leur devoient , je n'en suis point étonné.

Mais les Polonois n'ont jamais connu nos lois ni nos coutumes féodales. Leur république n'est qu'une association des possesseurs des terres ; un intérêt commun a dû toujours les réunir ; chacun en particulier a dû sentir combien il lui importoit de repousser des domaines de la république un ennemi étranger qui veut les envahir. Dans cette situation , compter les jours de son service , c'est trahir ses propres intérêts. En ne défendant pas la cause publique , j'abandonne le soin de ma fortune particulière , parce que j'affoiblis la puissance qui doit me protéger , & que je n'ai formée que dans la vue de me défendre & de me maintenir dans mes possessions. Je serois tenté de rechercher par quel caprice , quel jeu , quelle erreur des passions , les Polonois ont été conduits à des préjugés que naturellement ils auroient dû toujours ignorer ; mais cette discussion m'entraîneroit trop loin , & d'ailleurs , monsieur le Comte , l'avenir doit bien plus vous occuper que le passé.

Je voudrois donc que la noblesse Polonoise connût assez ses intérêts

pour ne jamais marchander & calculer avec la patrie , & crût au contraire lui devoir tous les services dont elle a besoin. Ce n'est point en ordonnant brutalement de se dévouer à la patrie que vous ferez des citoyens zélés. Votre loi révoltante n'étouffera point dans les cœurs cet amour de nous-mêmes , qui ne consulte que ses propres intérêts. Soyez persuadé que cet amour propre est immortel ; mais songez qu'on peut le diriger & l'ennoblir à tel point qu'il produira des Codrus & des Décius. Une patrie qui fait se faire aimer , produit des héros , parce qu'elle élève nécessairement les ames. Que toutes vos lois tendent donc à cette fin. Cependant je regarde comme un bien que vos gentilshommes exigent une solde quand ils portent leurs armes dans des provinces étrangères. Il faut tâcher d'associer cette manière de penser avec l'amour de la patrie , que vous tâcherez d'inspirer. Elle empêchera que la république ne s'abandonne à l'ambition de faire des conquêtes. Rien n'est plus avantageux pour un peuple guerrier

que de se garantir de cette passion si propre à séduire notre orgueil , & qui ne manque jamais de rompre les ressorts d'un gouvernement libre , soit qu'elle échoue soit qu'elle réussisse dans ses entreprises.

Quelques-unes de vos frontières touchent à des peuples qui se font un mérite de vivre de vol & de brigandage ; & souvent ils font des incursions sur vos terres. N'y a-t-il point d'autre moyen de se préserver de ces ravages , qu'en tenant une armée dans les provinces qui y sont exposées ? Si les payfans de ces contrées étoient des hommes libres , s'ils avoient des possessions , s'ils défendoient leurs biens , il ne seroit peut-être pas impossible d'établir parmi eux un tel ordre & une telle discipline , en les soutenant par la garnison de quelque château , qu'ils se fissent craindre des brigands qu'ils redoutent. Que vous importent des déserts & des terres en friches ? soyez généreux d'un bien inutile qui vous est à charge. La Pologne est punie de la faute qu'elle a faite de violer les droits de la nature ,

en ne traitant pas en hommes les payfans qui cultivent les terres ; elle ne jouit pas de leurs forces , & peut-être doit-elle les regarder comme des ennemis. L'essai heureux que vous feriez dans ces provinces, vous instruiroit de ce que vous devez exécuter dans l'intérieur de la république ; & en faisant des hommes libres elle acquerrait des richesses & des défenseurs.

La Diète générale aura seule le droit de déclarer la guerre, & de juger des circonstances où il faudra remplir les engagements d'une alliance défensive. L'Europe n'est pleine que de puissances inquiètes & ambitieuses qui ne peuvent rester en repos ; mais étant de l'intérêt de votre république de se borner à sa propre conservation , elle doit s'accoutumer à se peu mêler des affaires des étrangers , & se borner à l'alliance de ses amis naturels , c'est-à-dire des puissances qui doivent la défendre , & qu'elle peut à son tour servir par des diversions. Les grandes puissances , disent les politiques , doivent toujours paroître à la tête des affaires qui troublent l'Europe. Cette

maxime peut être excellente pour les états despotiques , que le repos de la paix engourdit nécessairement ; mais elle est ruineuse pour les états libres , parce qu'ils ont en eux-mêmes un principe d'action & de mouvement qui les attache à la patrie. Si je remontois , monsieur le Comte , à l'histoire des anciennes monarchies & des anciennes républiques , cette vérité vous paroîtroit évidente. Mais pour nous en tenir à ce qui est sous nos yeux , voyez dans quel avilissement une paix de trente ans a fait tomber la puissance Ottomane. Il en a coûté cher aux Provinces-Unies , pour avoir voulu faire un rôle considérable dans les guerres de leurs voisins. L'Angleterre même , si favorablement placée pour être heureuse , ne devoit-elle pas commencer à ouvrir les yeux sur ses vrais intérêts , & se repentir d'une ambition qui va la mettre enfin dans la nécessité de montrer les bornes de sa puissance , qui l'a distraite des soins qu'elle devoit à sa liberté , & lui a fait acheter bien chèrement le titre frivole de protectrice de l'équilibre ?

Si la guerre est heureuse , monsieur le Comte , elle corrompt ; si elle est malheureuse , elle avilit. Je désirerois donc qu'une loi solennelle ordonnât aux Polonois de ne prendre les armes que pour défendre leurs possessions ou celles de leurs alliés naturels ; & d'examiner sérieusement après chaque guerre , si la nécessité des circonstances , les ressources extraordinaires auxquelles on aura peut-être été obligé de recourir , la prospérité , en un mot , ou le malheur n'ont point altéré les principes du gouvernement & de la liberté. La première Diète qui succédera à la paix doit être occupée de ce soin. Elle doit nommer alors des magistrats extraordinaires & les revêtir d'un pouvoir extraordinaire & nécessaire pour raffermir les lois ébranlées , & corriger les abus qui prépareroient une décadence.

C H A P I T R E X I V .

Du département du grand-trésorier , ou du conseil de finances.

QUELLES que puissent être les dispositions des Polonois pour la réforme de leur gouvernement , je ne fais s'il feroit sage , quand on la fera , d'établir les nouveaux impôts dont la république peut avoir besoin pour consolider ses opérations. Je l'ai déjà dit bien des fois , il faut ne laisser aucun prétexte de se plaindre : tout le monde au contraire doit se trouver plus à son aise par l'établissement des nouvelles lois. Votre gouvernement donnera inutilement les plus belles espérances , quand on se verra condamné à payer de nouvelles contributions. A moins qu'en Pologne on n'aime moins l'argent que dans le reste de l'Europe , ce qui ne me paroît guère vraisemblable , après ce qu'on m'a dit de vos mœurs domestiques , soyez

persuadé qu'on se plaindra de l'impôt le plus léger ; on murmura , & il n'en faut pas davantage pour opposer aux réformateurs des obstacles insurmontables. Je voudrois qu'on se persuadât que l'état n'a plus besoin d'argent. Chimère ! me direz-vous ; & j'en conviendrai , si les grands qui sont à la tête de la nation sont incapables de tout sacrifice. Mais s'ils étoient assez généreux pour ne pas demander des salaires , s'ils pouffoient la générosité jusqu'à oublier leur fortune domestique & s'occuper du bien public , ils auroient des imitateurs. L'avarice donneroit par vanité ce que les lois tenteroient inutilement de lui arracher ; car l'exemple , plus fort que les lois , nous entraîne malgré nous. Me direz-vous encore que ce que je demande est impraticable & ne suffiroit point aux besoins nouveaux de la république ? Je vous répondrai toujours sur le même ton. Attendez , pour lever des impôts , que le public les juge indispensables , & que le bonheur dont il commencera à jouir lui persuade qu'il n'achètera pas trop

chèrement celui qu'on lui promet. Ce ne sera pas alors le législateur qui lèvera des contributions, ce sera le citoyen qui les offrira, parce qu'il en sentira la nécessité.

Vous avez eu la bonté, monsieur le Comte, de me faire part de différens projets qu'on a imaginés pour augmenter les revenus de la république. Tantôt il est question d'unir les starosties au trésor public, qu'elles affermeroient; tantôt on veut les joindre à différentes magistratures & à différentes dignités, pour tenir lieu des appointemens ou des gages que leur donne l'état. On propose encore de les vendre au profit de la république, & on se flatte de tirer de cette vente des sommes considérables & d'établir un revenu fixe, en soumettant ces terres starostales à une redevance annuelle. Permettez-moi de faire quelques réflexions sur ces différens projets.

Les deux premiers systèmes entraîneroient à leur suite les plus grands abus. Qui ne voit pas que les terres des starosties, données à ferme par l'état, ne produiroient pas la moitié

de ce qu'elles doivent produire ? Si c'est la Diète générale que vous chargez de l'adjudication de ces domaines, vous jetterez dans cette assemblée une pomme de discorde ; & cependant vous ne sauriez trop vous appliquer à y concilier les esprits. Qui vous répondra que les nonces déguisés sous des noms empruntés ne seront pas en effet les fermiers de la république ? Pour établir cet abus , à combien de faussetés & d'intrigues n'aura-t-on pas recours ? Quand une fois il sera établi, ce qui ne tardera pas , ne prévoyez-vous pas que ce grand intérêt des fermes de la république sera l'ame de toutes vos Diètes ? A quelles lois salutaires pourrez-vous donc vous attendre ? Supposez que le conseil des finances fasse cette opération ; alors je prendrai la liberté de vous dire que vous y établissez la corruption. Si vous ne croyez pas les Polonois tout différens des autres peuples , ce conseil aura les protégés , & on leur sacrifiera l'état ; car il n'est pas possible que des hommes puissans n'aient pas des amis , & dans les circonstan-

ces présentes , il seroit trop dur & trop farouche de leur défendre de les préférer. Si vous ne connoissez pas encore ce que nous appelons vulgairement une *paragointe* , un *pot-de-vin* ou le *tour du bâton* , vous ne tarderez pas à faire cette belle découverte ; & je vous laisse à penser ce que vous devez en attendre.

Le second arrangement ne vaut pas mieux que le premier. J'ai eu souvent l'honneur, monsieur le Comte, de vous entendre dire qu'en attachant des *starosties* aux places les plus importantes de la république , on s'écarteroit de la maxime constante de vos pères , qui n'ont jamais voulu que les grands chargés de quelque administration vendissent leurs services & fussent traités comme des mercenaires. On attendoit, pour les récompenser par le don de quelque *starostie* , que vous appelez le *pain des biens méritans* , qu'ils eussent donné des preuves de leur zèle , de leur fidélité & de leurs talens. Certainement cette manière de récompenser est puisée dans les règles de la plus sage politique , & les réforma-

teurs doivent faire tous leurs efforts pour la conserver précieusement. Si l'on voit au contraire que vos nouveaux ministres & vos sénateurs soient payés de leurs soins par des starosties, les esprits seront révoltés. On croira que la réforme n'est qu'un prétexte honnête, dont quelques hommes puissans se servent pour couvrir le dessein odieux de s'emparer de la fortune publique. On ne considérera bientôt dans les places que les émolumens qui y sont attachés. Il suffira d'être avare pour s'en croire digne, & on s'en ouvrira le chemin par des intrigues.

Je trouve de grands inconvéniens dans le troisième système. Vous ne vendrez point les starosties, sans refroidir le zèle de vos bons citoyens, qui sont accoutumés à les regarder comme les récompenses de leurs services. Dans le siècle où nous vivons, il ne faut pas s'attendre à trouver des Fabricius, des Emile, des Scipions. En partant du point où vous êtes, je n'ose pas même me flatter que, quelques parfaites que soient un jour

vos lois , elles puissent jamais inspirer un amour assez vif de la patrie pour produire encore de ces grands hommes. Il n'est que trop vraisemblable que les Polonois aujourd'hui ne prendroient aucun intérêt à l'établissement d'un gouvernement qui n'auroit aucune grâce pécuniaire à donner : la Diète , dont il est si important d'augmenter la considération , ne jouira que d'un crédit médiocre , & la puissance législative qu'elle exercera sera donc peu respectée. Les idées d'anarchie , à peine oubliées , ne reprendront-elles pas leur première force ? Comment le nouveau gouvernement parviendrait-il donc à s'affermir ? comment même réussiriez-vous à l'établir ? Je croirois qu'il est indispensable , dans ces commencemens de réforme , de laisser subsister toutes les anciennes récompenses , & même d'en imaginer de nouvelles , s'il est possible ; afin de multiplier les espérances , & d'attacher les citoyens à une Diète qui sera devenue le canal des grâces & des récompenses. Prenez-y garde , la politique qui vous ordonne d'avoir
toujours

toujours devant les yeux le modèle idéal de la perfection , vous ordonne également de vous prêter avec condescendance à la foiblesse de vos mœurs. Vous aurez fait tout ce que vous devez faire , quand vous aurez mis votre patrie sur la route du bonheur , & écarté avec soin tout ce qui pourroit l'inviter à l'abandonner.

Un jour viendra peut-être , monsieur le Comte , & je l'espère , où ce projet de la vente des starosties pourra être exécuté sans danger ; c'est quand le temps aura effacé peu à peu les traces & les habitudes de votre gouvernement actuel. Lorsque les lois inspireront plus d'amour & de respect que de crainte , lorsqu'un nouvel esprit animera la république , alors , selon le besoin des circonstances , & pour faire quelques établissemens nécessaires sans mettre la générosité des Polonois à une trop forte épreuve , il sera permis de proposer la vente ou l'aliénation de quelques starosties. Je ne voudrois pas même alors qu'on aliénât à la fois tous les *bénéfices* de la république. Je craindrois

que la commotion ne fût trop grande , ou que dans une affaire de cette importance les personnes chargées de l'administrer ne fussent exposées à des tentations plus fortes que leur vertu. Il est du moins certain qu'en maniant de grandes richesses , on se conduiroit avec moins d'économie ; car le propre de l'abondance est de rendre moins attentif. Qu'on n'ait point une impatience imprudente , on doit être persuadé qu'on n'aura pas plutôt vendu quelques starosties , dont le produit sera fidèlement employé à des établissemens utiles , que cette ressource paroîtra trop facile & trop commode pour ne pas y avoir recours dans les besoins de la république.

Mais , me dira-t-on , en attendant ce moment désiré , que fera la république , qui a des besoins , & qui manque de fonds ? Je répondrai : Qu'elle apprenne patiemment à s'en passer. La nécessité est un grand maître , elle ouvre des ressources inconnues. Par une suite de votre situation présente , vous êtes condamnés à faire encore pendant long-temps des fau-

tes; & votre conduite sera très-sage, quand vous prendrez le parti qui aura le moins d'inconvéniens. Si votre république naissante ne fait agir qu'en répandant de l'argent, elle sera bientôt épuisée. N'avez-vous pas remarqué que ce qu'on appelle le crédit public, & que la politique regarde comme un grand bien, a toujours multiplié les besoins de l'état, rendu les passions plus imprudentes, & jeté enfin le gouvernement dans la plus extrême foiblesse? J'aime assez qu'une nation qui se forme, soit exposée à des épreuves fâcheuses; elles élèveront son caractère, retarderont la décadence, fruit de nos lois imparfaites & grossières, & peut-être la préviendront. Aux récompenses pécuniaires, à ces salaires que demandent les ames communes, que la Pologne substitue les récompenses qui intéressent l'honneur & qui flattent l'amour de la gloire. Si cette politique un peu trop noble ne répondoit pas assez à vos espérances, on pourroit subvenir aux dépenses les plus indispensables, en vendant quelques par-

ties du domaine de la couronne. Ces terres doivent appartenir à la république , puisque le trésor public sera chargé , suivant les ordres de la Diète générale , de payer au roi la somme que vous croirez nécessaire pour l'entretien de sa maison. Cette aliénation me paroît nécessaire pour ne pas exposer le gouvernement aux inconvéniens & aux tentations dont je viens de parler au sujet des starosties ; & elle suffira pour récompenser la petite noblesse qui aura montré du zèle , & attirer chez vous les étrangers dont vous avez besoin pour établir la discipline militaire dans vos troupes , & former les collèges & les autres établissemens destinés à l'éducation de la jeunesse.

Enfin , monsieur le Comte , s'il est absolument nécessaire de lever quelque nouvel impôt , on pourroit avoir recours au projet du papier timbré , dont vous m'avez fait l'honneur de me parler , & établir quelques droits sur la consommation des villes. La noblesse possède toutes les terres , & la contribution que je propose l'alar-

meroit infiniment moins qu'un impôt territorial. Les Polonois feront trop heureux , si l'embarras de pourvoir à leurs besoins accoutume le gouvernement à la plus grande économie. La loi doit donc ordonner au grand-trésorier ou à son conseil , de moins s'appliquer à l'art d'améliorer les finances qu'à celui de s'en passer. Qu'on voie dans l'histoire ce que des nations pauvres ont fait de grand ; qu'on examine si les nations qui ont regardé l'argent comme le nerf de la guerre n'ont pas toujours été foibles , languissantes & malheureuses. On tirera de cette étude des lumières bien favorables à la doctrine bizarre mais vraie que je présente. En un mot , si l'on ne s'étudie pas à faire beaucoup de choses avec peu d'argent , il est démontré qu'avec beaucoup d'argent on ne fera bientôt que peu de choses , ou rien.

La perception des deniers publics doit se faire de la manière la plus simple & sans le secours des traitans : de la finance , qui ne doit être qu'une manutention économique & fidelle ,

ils en feroient bientôt un art tyrannique , difficile & mystérieux , où eux seuls comprendroient quelque chose. Ils ne manqueroient pas de profiter de l'ignorance publique pour tromper les citoyens ; & en augmentant les besoins du gouvernement , ils se rendroient les maîtres de ses opérations. Je crois qu'un état est bien à plaindre , quand on est obligé de regarder les financiers comme ses colonnes. Un ministre dont la mémoire nous est chère & précieuse , leur a donné ce titre , comme Cicéron l'avoit donné autrefois aux fermiers de la république romaine. Je me souviens qu'on blâma beaucoup cette expression ; elle est juste cependant , elle rendoit avec exactitude une vérité qui n'étoit malheureusement que trop vraie ; & nous ne devons blâmer que les ministres précédens , dont l'administration imprudente avoit donné aux financiers un pouvoir & un crédit dont il n'étoit plus possible de se débarrasser. La Pologne n'évitera cet écueil qu'en travaillant sans cesse à diminuer ses besoins , & en se

faisant une loi de ne jamais faire d'entreprises au-dessus de ses forces.

Il seroit heureux qu'après avoir demandé la somme nécessaire à la république , on pût régler d'une manière fixe ce que chaque palatinat en payeroit proportionnellement à ses richesses. Il faut laisser aux Diétines postcomitiales la liberté d'établir dans leur ressort la perception que chacune d'elles jugera la moins onéreuse. Le trésorier particulier de chaque palatinat rendra compte à la Diétine de sa gestion , & fera passer tous les six mois le contingent ou la contribution de son palatinat dans les coffres du grand-trésorier ou du conseil de finance ; qui sera lui-même obligé de rendre compte au sénat & à la Diète générale des sommes qu'il aura reçues & de celles qu'il aura payées : le tout fondé sur les reçus , quittances & autres pièces justificatives de cette nature.

Les sommes surabondantes qui resteront dans le trésor , seront employées sur-le-champ , par ordre de la Diète , à construire des ouvrages publics ,

faire des établissemens utiles , dont la Pologne est , dit-on , totalement dépourvue , ou donner des gratifications aux gentilshommes sans fortune qui auront bien mérité de la république , & aux bourgeois mêmes , qu'il faut aider à sortir de leur stupide misère pour s'élever à une industrie utile. Il ne doit pas être permis à l'économie d'accumuler & d'entasser les épargnes , parce que ce trésor ruinerait infailliblement l'esprit d'économie qui l'aurait formé. Je fais tout ce qu'on peut dire contre la doctrine que j'expose ; mais je fais aussi que la politique est toujours la dupe des passions qu'elle ménage , ou dont elle ne se défie pas. Un trésor exposerait à de grandes tentations ceux qui en auroient l'administration ; ils succomberoient , & pour cacher leurs fraudes , envelopperoient de ténèbres les affaires de la république. Si par hasard il étoit gardé par des mains pures , la Pologne auroit bientôt de l'ambition ; en faisant des entreprises au-dessus de ses forces , ses revenus ordinaires ne lui suffiroient plus ; elle feroit des emprunts ,

il faudroit établir un crédit public ; & ce crédit qu'on regarderoit comme un bien , ne tarderoit pas à vous faire tomber dans une extrême langueur , & d'autant plus fâcheuse , qu'on s'apercevroit trop tard des inconvéniens , pour pouvoir ou vouloir y remédier.

Aucun impôt nouveau ni aucune augmentation d'impôt ne pourront être établis sans une loi de la Diète générale. Toute augmentation sera répartie proportionnellement à la première imposition , c'est-à-dire , au marc la livre , entre tous les palatinats. Le sénat ou le conseil de finance ne payera que les dépenses qui intéressent la généralité ou le corps entier de l'état. Dans ce nombre il faut mettre la liste civile du roi , ou les revenus qui lui seront attribués ; les sommes nécessaires pour subvenir aux frais qu'exigent les différens conseils , & que sous aucun prétexte on ne pourra augmenter sans un ordre de la Diète ; les appointemens donnés aux ambassadeurs ou ministres dans les cours étrangères ; la paye de l'ar-

mée ; les gratifications accordées par la Diète , soit à des particuliers , soit à des palatinats ou districts qui auroient éprouvé quelque malheur ; & enfin les sommes que la Diète aura destinées à des établissemens nouveaux. Moins la généralité ou le corps entier de la république demandera d'argent aux citoyens , plus son administration sera parfaite. J'aurois honte de répéter si souvent cette trivialité , s'il ne paroïssoit pas que c'est une vérité presque généralement inconnue dans l'Europe. Je souhaiterois qu'on mît d'autant plus d'ordre dans la régie des finances dont le sénat sera chargé , que c'est sur ce modèle que les Diétines & les palatinats régleront l'administration de leurs finances particulières : vous verrez par-tout ou la même sagesse ou les mêmes abus.

Outre la somme que chaque Diétine lèvera pour la contribution qu'elle devra à la république , il lui sera permis d'exiger les impôts particuliers qu'elle croira nécessaires , soit pour payer les gages des commis employés à son service , soit pour

faire ou réparer les chemins , construire des ponts , & faire des établissemens utiles dans son ressort. Cette administration dont jouiront les provinces , y conservera l'image de l'indépendance dont elles sont si jalouses , y développera les talens , & excitera entr'elles une émulation avantageuse. Quand il s'agira d'entreprendre des ouvrages auxquels plusieurs palatinats doivent s'intéresser , il leur sera libre de convenir entr'eux de la somme que chacun payera , relativement à ses richesses , à son étendue & à l'avantage plus ou moins grand qu'il en retirera. Après les articles convenus de part & d'autre , s'il s'élevoit quelque contestation entre les Diétines contractantes , elle sera portée à la Diète générale , qui jugera souverainement. Dans l'établissement des impôts , il sera défendu à chaque palatinat de rien ordonner qui puisse nuire aux intérêts , franchises & libertés des autres palatinats. Par exemple , il ne pourra établir aucune douane sur sa frontière ; un tel établissement gêneroit le commerce de

ses voisins. En général le commerce ne peut être trop libre dans l'intérieur de chaque état ; mais les réformateurs doivent être d'autant plus attentifs à empêcher qu'on n'y mette des entraves , qu'il est question de former parmi vous le commerce , & que vos compatriotes , si on ne m'a pas trompé , toujours dupes des juifs & des étrangers , n'ont pas à cet égard la moindre idée. Les contestations nées à ce sujet entre différens palatinats seront également jugées par la Diète générale.

Ce mémoire devient bien long , monsieur le Comte ; cependant je ne puis me dispenser de placer encore ici quelques réflexions. Je crains que les établissemens que j'ai proposés ne soient pas adoptés , ou qu'après l'avoir été , ils ne subsistent pas long-temps , si les réformateurs ne prennent pas dans tous les détails de leur politique les précautions les plus sages pour donner un nouvel esprit à leur patrie. Vos lois anciennes ont voulu établir une égalité parfaite entre tous les gentilshommes ; ils s'appellent frères ;

leurs droits sont égaux ; c'est à la charge dont un gentilhomme est revêtu , & non à sa naissance plus ou moins illustrée , plus ou moins ancienne , qu'on doit des respects. Mais , il en faut convenir , vos mœurs vous ont prodigieusement éloignés de cette précieuse égalité. On ne peut se déguiser qu'il ne se soit formé parmi vous une grande & une petite noblesse. L'anarchie du gouvernement & la fortune trop considérable de quelques-unes de vos maisons ont fait parmi vous un ordre de seigneurs qui dans une république ont une trop haute idée de leur pouvoir personnel , pour daigner avoir la simplicité & la modestie convenables à des républicains. Tout est parti & faction parmi eux ; & il est d'autant plus difficile de déraciner ces vices capitaux , que la Pologne est d'ailleurs remplie d'une noblesse indigente qui est entraînée par le mouvement que lui donnent les grands , & dont la bassesse , dit-on , & le penchant à la servitude , ne sont pas moins contraires à la liberté que le despotisme même de vos seigneurs.

Je sens combien il est nécessaire de faire prendre un nouveau génie à la noblesse Polonoise , & tout ce que j'ai dit jusqu'ici tend à ce but ; mais je ne suis point assez instruit de vos mœurs familières & domestiques , pour hasarder de dire ce que les réformateurs doivent tenter. Il est vrai que les arrangemens nouveaux de la nouvelle constitution donneront un nouvel intérêt aux Polonois ; mais cela suffit-il pour bannir toute crainte & s'abandonner à de grandes espérances ? Dirai-je qu'heureusement ou malheureusement , une étude trop sérieuse des révolutions qu'ont éprouvées les peuples , m'a appris que rien n'est plus rare ni plus difficile que la réforme des nations ? Que j'achèterois chèrement cette sottise avec laquelle j'entends tous les jours déraisonner sur cette matière , & qui croit toujours saisir le bien qui fuit à grands pas devant elle ! Tout le monde ne devrait-il pas savoir que le caractère qu'une nation tient de ses anciennes lois & de ses anciens usages , lutte encore pendant long-temps contre les

nouveautés que la politique lui a fait adopter ? Nos anciennes habitudes ont & doivent avoir une force prodigieuse sur notre esprit : vous les croirez détruites , & elles ne sont que cachées & déguisées. Dans ce combat perpétuel des anciens préjugés & des lois nouvelles , la victoire ne sera point incertaine , si la politique savante & profonde des réformateurs n'emploie pas assidument , constamment & sans distraction tous les moyens possibles pour réprimer & contenir les vices que de trop grandes richesses & un trop grand pouvoir d'une part , & de l'autre une trop grande pauvreté & une certaine bassesse donnent à la noblesse ou trop élevée ou trop dégradée.

Mais , en supposant qu'il se fasse une heureuse révolution dans les mœurs Polonoises , je craindrois encore , monsieur le Comte , que votre république ne languît dans une foiblesse extrême , ou du moins ne fût pas tirer parti de ses forces , tant qu'elle ne voudra composer qu'une république de gentilshommes. Voyez,

je vous prie, dans quel anéantissement votre noblesse tient ses malheureux sujets. Ils ne prennent certainement aucun intérêt ni à votre prospérité, ni à vos adversités ; & s'ils n'étoient pas abrutis par leur ignorance & le poids de leur servitude, ils seroient ouvertement vos ennemis, & vous éprouveriez des guerres d'esclaves, que le désespoir a rendues quelquefois si terribles. Votre noblesse, réduite à ses propres forces, a beau régner sur un pays aussi vaste que l'Allemagne, elle ne formera point une puissance égale à un des cercles de l'Empire ; & cette vérité propre à vous effrayer, doit vous instruire de ce que doivent tenter les réformateurs. Qui ne voit pas que la noblesse sent le contre-coup du malheureux état où elle tient ses payfans ? On ne viole point impunément les lois de la nature. Que demande-t-on à cette noblesse ? De gouverner son patrimoine par les règles les plus propres à l'augmenter. La terre veut être cultivée par des mains libres. Que la Pologne regarde avec compassion des

hommes qui voudroient la servir & la défendre , & les propriétaires des terres verront augmenter leurs richesses ; & leur dignité sera véritablement grande , parce qu'ils seront les chefs d'une république respectée.

Mais il ne suffit point d'établir parmi vous un ordre de payfans libres & qui aient quelques possessions , pour former un état puissant. Sans cette classe d'hommes précieux , connus ailleurs sous le nom de bourgeoisie ou de tiers-état , jamais vous ne connoîtrez aucune industrie , & vous manquerez même des arts les plus grossiers & les plus nécessaires. Ce n'est en effet que dans cette classe intermédiaire que se développe le génie qu'une fortune trop grande ou trop misérable étouffe dans les autres citoyens. Ne sachant pas employer les productions de vos terres , vous êtes pauvres au milieu de vos richesses , & vous dépendez également des étrangers & de vos juifs. Mais n'espérez pas d'avoir un tiers-état parmi vous , tant qu'une loi barbare ne permettra qu'aux seuls gentilshommes de possé-

der des terres. Si vous voulez enfin avoir des bourgeois aussi utiles que les vôtres sont actuellement méprisables & à charge à la république, permettez-leur de se faire un patrimoine parmi vous & d'acquérir des possessions. Au lieu de ces étrangers qui s'établissent aujourd'hui dans vos villes pour vous pressurer, profiter de votre mauvaise politique & vous abandonner avec dérision quand leur fortune sera faite, vous verrez accourir des colonies d'étrangers qui, faisant des établissemens durables dans vos provinces, vous enrichiront de leur industrie, & feront disparaître cette sorte de solitude & de dévastation dont la Pologne est affligée.

Vous ne manquerez pas, monsieur le Comte, de me dire que vous êtes fort étonné de la doctrine que je vous prêche ; car vous êtes accoutumé à m'entendre blâmer le commerce, & souvent d'une manière assez dure. J'aurai l'honneur de vous répondre que le commerce est nécessaire à tous les peuples qui ne sont pas sauvages, & qui veulent sortir de leur barbarie.

Je le louerai lorsque sans faste & sans luxe il sert des besoins simples & n'irrite pas nos passions. Le commerce, qui doit-être encouragé pour parvenir jusqu'à un certain terme qui est louable, veut être arrêté dans ses progrès, dès que, passant ce terme, il n'est propre qu'à relâcher les liens de la société par la corruption qu'il introduit dans les mœurs. Si on ne l'arrête pas alors, tous ses progrès deviendront de jour en jour des vices plus grands, qui précipiteront la ruine de l'état. Un jour viendra, & j'ai déjà pris la liberté de vous le dire, qu'il faudra vous précautionner contre cette politique funeste qui pense qu'on ne peut-trop favoriser & étendre le commerce; mais aujourd'hui vous avez besoin de le faire naître parmi vous.

Les gentilshommes Polonois ne feroient-ils pas plus grands & plus heureux, si des bourgeois, qui ne leur contesteront jamais la prééminence, jouissoient d'une fortune honnête & solide sous la protection des lois, & pouvoient, à la faveur de leurs pos-

ussions , regarder la Pologne comme leur patrie ? Ce n'est que par leurs secours que vous parviendrez à secouer le joug de vos juifs , à qui vous devriez peut-être permettre de posséder des terres , pour les corriger de leurs usures abominables. Tant que ce peuple errant n'aura pour fortune que son industrie , il sera votre ennemi. Oui , monsieur le Comte , il vous est pernicieux de condamner en quelque sorte ces malheureux juifs à vous tromper & à vous voler par subtilité. Voilà des idées qu'on ne peut pas prudemment laisser paroître dans le temps de la réforme ; mais elles ne doivent pas être ignorées des réformateurs , quand le gouvernement formé commencera à prendre une certaine consistance ; instruisez-les de ce qu'ils doivent faire. Invitez-les à profiter des circonstances favorables qui se présenteront , ou plutôt apprenez-leur à faire naître ces heureuses circonstances.

Au château de Chantôme , ce 31 août 1770.

